

**Paris et Madrid
vont signer
un nouvel accord
de coopération
militaire**
LIRE PAGE 6

Le Monde
Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

3,60 F
Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 27 t. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Roumanie, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 80 d.

Tarif des abonnements page 40
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 658572 F
C.C.P. 4207 - 25 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

**La France
et le terrorisme**

La lutte antiterroriste, par définition, ne se mène pas au grand jour. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que nous ne disposions que de bribes d'informations sur les actions du gouvernement français dans un domaine éminemment trouble. Les révélations faites mardi 12 avril par Europe 1 sur les contacts entre Abou Iyad, le numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), et deux représentants des autorités françaises jetèrent cependant une lumière nouvelle sur les intentions de Paris en la matière.

Première constatation : il se confirme bien que l'Élysée entend conserver un contrôle, voire l'initiative, de toute action antiterroriste. Le fait qu'un très proche conseiller et ami du président de la République - M. François de Grossouvre - ait été mis de près aux contacts avec Abou Iyad suffit à l'indiquer. Ces contacts ont eu lieu au domicile de M. de Grossouvre, et M. Joseph Francheschini n'en a certainement pas été l'initiateur.

Deuxième constatation : en dépit des risques que toute négociation de ce genre implique, on ne paraît pas exclure, au plus haut niveau, l'établissement d'un dialogue « technique » avec des représentants du terrorisme. Ce dialogue a-t-il été fructueux ? Il le semble, à en croire les « fuites » non confirmées relayées par la presse française. Remarquons cependant qu'il est beaucoup trop tôt pour porter un jugement définitif sur cet aspect des activités gouvernementales.

Les contacts qui ont été établis sont nombreux. Ce genre de coopération nécessite, en effet, non seulement la confiance entre les deux parties mais des intérêts communs. Pour l'instant, Paris et la direction de l'O.L.P. ont bien un intérêt commun à mettre un terme au terrorisme des extrémistes palestiniens et de leurs complices. L'attentat de la rue des Rosiers est encore dans toutes les mémoires, et le mort d'Issam Sartout montre bien l'ampleur des lésions sanglantes qui découlent de ces attentats.

En acceptant d'informer Paris sur les projets meurtriers du groupe dissident Abou Nidal, Abou Iyad rend un important service aux autorités françaises. Il rend aussi service à son organisation « en démarche, qui pourrait permettre l'élimination d'éléments politiques, fond, en effet, à la « blanchir » personnellement et à accrédi ter la chose que défend l'O.L.P. depuis plusieurs années sur l'abandon du terrorisme comme moyen politique.

À ce stade du raisonnement, plusieurs questions viennent à l'esprit : les acteurs dirigeants de l'O.L.P. resteront-ils toujours sur la même ligne ? Le voudront-ils ? Le pourront-ils ? Sinon, ne seront-ils pas à même, grâce aux liens établis avec les dirigeants français, de les mener à leur fin ?

Ne seront-ils pas tentés, d'autre part, de demander un prix politique à leurs interlocuteurs ? On peut le penser si l'on se souvient de l'assistance avec laquelle M. Yasser Arafat sollicite depuis de nombreux mois une reconnaissance officielle à Paris. Cependant, désormais, le lui refuser, alors que le conseiller de l'ombre de M. Mitterrand reçoit à son domicile un homme qui, dans un passé encore récent, n'hésitait pas à avoir recours au terrorisme ?

Autant d'interrogations montrent combien la voie est tortueuse sur laquelle paraît s'être engagée l'Élysée. On ne peut que lui suggérer la plus grande prudence dans ces exercices de haute voltige où l'on trouve souvent beaucoup plus malin que soi.

(Lire nos informations page 48)

**Un Noir a été élu
pour la première fois
maire de Chicago**

Un Noir, M. Harold Washington, a été élu le mardi 12 avril maire de Chicago, la deuxième ville des États-Unis. M. Washington, qui est âgé de soixante ans et défendait les couleurs du parti démocrate, a en effet remporté 51,5% des suffrages contre 48,2% au candidat républicain, M. Epton. Ce résultat est de nature à modifier les stratégies esquissées à la fois par le parti démocrate et par les responsables noirs en vue de l'élection présidentielle de novembre 1984.

L'horizon 84

La victoire de M. Harold Washington, à Chicago, est un événement que tous les stratèges politiques de la capitale fédérale vont s'efforcer d'analyser dans les semaines qui viennent.

Dans le camp démocrate comme chez les républicains, les yeux sont désormais tournés vers l'horizon 1984, et c'est bien évidemment dans la perspective de l'élection présidentielle que vont être tirées les leçons de ce qui s'est passé, le mardi 12 avril, dans la deuxième ville des États-Unis.

La première constatation qui s'impose, c'est que le système politique américain, tant décrié, fondé sur le bipartisme et le recours massif aux médias, a fonctionné au profit d'un membre d'une minorité raciale. Même si les « mots codés », employés d'ailleurs aussi bien par l'un ou l'autre candidat, ont donné parfois à la campagne un ton qualifié d'« écorchant » par de nombreux observateurs, le fait demeure : on peut être Noir et devenir maire de Chicago dans l'Amérique de M. Reagan.

Certes, Chicago n'est pas la ville la plus représentative de pays tout entier puisqu'elle compte une proportion très élevée de Noirs (environ 40%), qui ont massivement pris le chemin des machines à voter (il n'y a plus guère d'urnes aux États-Unis) pour élire au des leurs. Mais le racisme, qui s'est manifesté, quasiment à visage découvert, au cours de la campagne, a eu au moins cet avantage qu'il a clarifié le débat.

Les 12% de Blancs qui ont voté pour M. Washington ont choisi délibérément un homme qui n'avait guère fait d'efforts pour le séduire. Cette frange de l'électorat blanc a voulu à la fois ne pas désespérer la communauté noire et rester fidèle au parti démocrate. Malgré la minorité de l'avance de M. Washington, le phénomène est encourageant.

**Le gouvernement donne des apaisements
aux internes et chefs de clinique en grève**

**La discussion au Parlement des réformes hospitalières
est reportée à la session d'automne**

Réunis, mardi 12 avril, autour de MM. Edmond Hervé, secrétaire d'État à la santé, et Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, les représentants des internes et chefs de clinique des centres hospitalo-universitaires (C.H.U.) en grève, se sont séparés, tard dans la soirée, dans une atmosphère de conciliation. Le gouvernement, en effet, a fourni un certain nombre d'apaisements, qui portent en parti-

culier sur les délais dans lesquels seront élaborées les réformes. La plus importante de ces mesures est le report à l'automne du projet de loi sur la réforme hospitalière.

Les représentants des internes et des chefs de clinique seront à nouveau reçus par M. Hervé le jeudi 14 avril dans l'après-midi.

La journée du 13 avril aura sans aucun doute marqué un tournant décisif dans le conflit qui menaçait, chaque jour davantage, de provoquer la quasi-paralysie des centres hospitalo-universitaires.

La grève des internes et des chefs de clinique des C.H.U., en effet, s'était durcie ces jours derniers, puisque des menaces de « grève totale » - affectant en particulier la prise en charge des urgences - avaient été émise. Au cours de la réunion du 12 avril, le gouvernement a apporté des éléments décisifs dans le conflit qui pourraient permettre d'envisager une issue favorable.

Le principal point d'achoppement du conflit portait sur la brièveté des délais dans lesquels devaient s'opérer les réformes annoncées par le deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy. Le secrétaire d'État à la santé a annoncé, le 12 avril, que la loi portant réforme hospitalière, qui devait être déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale lors de la session parlementaire en cours, ne serait soumise au Parlement qu'à l'automne 1983.

Cette loi comporte trois volets : la « planification » hospitalière, qui devrait être fortement régionalisée ; la « coopération » hospitalière, c'est-

LA PROTECTION SOCIALE

Saint Martin et le manteau d'Arlequin

par PIERRE DROUIN

Ainsi, la « réforme » de la Sécurité sociale tiendrait en un mot : fiscalisation. C'est un peu court. Que le gouvernement et les chefs d'entreprise ne trouvent que des avantages dans cette nouvelle philosophie, on les comprend. Pour le premier, cette « fuite en avant » permet d'évacuer des révisions déclinantes. Pour le second, la réduction des charges sociales va dans le sens de toutes leurs revendications. Pour le citoyen, qui paie plus de cotisations ou plus d'impôts, la contrainte sera la même. Toutefois - et c'est le grand intérêt de cette prise en compte partielle par le budget de certaines dépenses sociales - l'assiette sera plus justement répartie.

En revanche, pour la nation, le risque est toujours là, sinon plus grave. Les vannes de l'État-Providence restent largement ouvertes. Les frais de tant augmentent beaucoup plus vite, on le sait, que le produit national (surtout en période de « croissance zéro »). Les fameux « prélèvements » que M. Mitterrand s'était engagé à établir vont donc croître à nouveau. Jusqu'où ?

Il est temps de mettre carrément les cartes sur la table. La sécurité sociale est une conquête fondamentale, une étape majeure dans l'histoire de la société, et l'on peut être assuré que peu de citoyens souhaiteraient revenir au système de l'assurance volontaire, comme le préconisent certains thématurges de droite. Même des solutions comme la garantie d'un « minimum vital » de soins pour les pauvres, les autres relevant de l'assurance, seraient inacceptables, et la sécurité sociale « à deux vitesses » est une offense majeure à la solidarité. Médecine de riche, médecine de pauvre.

Sans doute, même aujourd'hui, on ne peut éviter complètement, face à la maladie, cette inégalité que voulait extirper lord Beveridge, le « père fondateur » de la sécurité sociale : les titulaires de hauts revenus se servent plus et mieux du régime mis à la disposition de tous. Mais cela reste dans les limites des dérives très difficilement évitables, alors que la protection « à la carte » est d'une injustice criante.

Même si l'on trouvait des critères permettant de séparer clairement les thérapeutiques de confort et d'autres, plus indispensables, un problème délicat serait posé. Il est de plus en plus difficile de découper la santé en tranches. Comme le disait le biologiste René Dubos, « les gens se considèrent en mauvaise santé lorsqu'ils ne peuvent faire ce qu'ils voudraient faire ». Cette limite physiologique à la liberté, où passe-t-elle vraiment aujourd'hui ? La chirurgie esthétique n'est-elle indispensable que pour ceux qui exercent les professions d'acteur de cinéma ou de mannequin... ?

Cela dit, s'il est faux qu'un système de sécurité sociale engendre, par suite d'un vice congénital, sa propre destruction, il est vrai que la

**DEUX
SUPPLÉMENTS**

A l'occasion du voyage
du président de la République :

**LA SUISSE
LIEU PRIVILÉGIÉ
DES MÉDIATIONS**
(pages 7 à 14)

A l'occasion
du Salon du livre :

**LA LITTÉRATURE
DANS TOUS SES ÉTATS**
(pages 29 à 36)

AU JOUR LE JOUR

Hasard

Les Français qui courent après la fortune seront bientôt libérés des affres de l'attente et de l'incertitude. La création d'une « loterie instantanée » devrait les soulager. Dans l'instant qui suivra l'achat d'un billet, on saura si l'on a gagné ou perdu. C'est l'accélération du hasard.

On pourrait appliquer la méthode à bien d'autres coutumes. En cas d'élection, par exemple, il serait agréable et sécurisant de savoir, dès le bureau de vote, si l'on a fait le bon choix. L'électeur n'aurait plus à patienter sept longues années pour confirmer sa conviction ou comprendre son erreur.

BRUNO FRAPPAT.

UNE EXPOSITION A PARIS

Les richesses de l'Institut

La superbe, la passionnante exposition sur l'initiative de son chancelier, M. Edouard Bonnefous, l'Institut de France dévoile pour près de deux mois le plus beau de ses trésors, accumulés à coups de donations depuis des siècles. Chacune selon son style et sa vocation, les cinq académies ont éparpillé pour le plaisir et l'enseignement du public la profusion de leurs richesses, selon le plus séduisant des déordres.

Car c'est ce désordre qui fait tout le charme, grâce à quoi le même regard ou presque embrasse un exquis portrait de la marquise d'Antin par Nattier, l'austère édit de Villers-Cotterêts qui, l'année 1539, prescrivait de rédiger en français les actes publics. Ou, sur un parchemin conservé dans un grand état de fraîcheur comme tant d'autres, un triste et rigoureux jugement du tribunal royal en date du 29 août 1867, qui ordonne à un certain Ingelwinus, qui se croyait homme libre, de se reconnaître le serf de l'abbaye de Saint-Denis.

Où encore un émouvant rouleau de papyrus, carbonisé à Herculanum, et produit d'une découverte, en 1754, de huit cents rouleaux identiques rassemblés dans une seule demeure de la ville incendiée en 79 ; une tapisserie flamande du quinzième siècle dite « Mille fleurs », dont le surmoulage assez délicatesse ; une statue « guérisseuse » de l'époque ptolémaïque, en basalte noir (fournie celle-ci par le Louvre) ; la première édition de la Bible en langue tamarle.

Pourtant l'œil ne chavire pas. L'esprit n'est pas étourdi. Accueilli ici comme il le serait dans l'appartement d'un riche particulier, le visiteur évite par la variété de cet amou-

PHILIPPE BOUCHER.

* Institut de France, au Conservatoire national des arts et métiers, 1, rue Vauquelin, Paris (21), du 12 avril au 29 mai, ouvert tous les jours de 13 heures à 17 h 30, le dimanche de 10 heures à 17 h 15.

**Boxe
Une révolution**



Mes amis, roman. Armand, roman.
Journal écrit en hiver, roman.
Henri Duchemin et ses ombres, nouvelles.
Flammarion

Le Monde

dossier

THÉOLOGIE

L'œuvre de Karl Rahner

Vers une Église mondiale

par ALAIN WOODROW

De la race des explorateurs du savoir théologique plutôt que des innovateurs, Karl Rahner a passé plus de quarante ans d'enseignement et de recherche à interroger la foi pour la rendre intelligible. Mais il ne fait jamais fi du passé et s'appuie sur la tradition catholique pour étendre sa vision et approfondir la synthèse qu'il élabore patiemment article après article, livre après livre.

Karl Rahner est né en 1904 à Fribourg-en-Brisgau. En 1922, il entre au noviciat jésuite de Feldkirch (Autriche). Il est ordonné prêtre à Fribourg en 1932 et renvoyé à Fribourg pour préparer son doctorat en philosophie. Il eut la chance d'y étudier, pendant deux ans, avec Martin Heidegger, qui était en train d'élaborer sa propre philosophie, à partir d'une position néo-kantienne.

En tant que jésuite, toutefois, Rahner dépendait de la chaire de philosophie scolastique qui existait dans cette université d'État, selon le concordat en vigueur entre l'Allemagne et le Saint-Siège. L'époque était celle de la lutte antimoderniste ; le magistère romain, retranché dans sa forteresse, voyait des hérésies partout. C'est ainsi que la thèse en philosophie scolastique soumise par Rahner fut jugée infidèle à la pensée de saint Thomas et rejetée par les examinateurs.

Or le thème qu'il avait choisi, « la connaissance métaphysique chez saint Thomas », l'amena à poser une question d'une importance capitale pour le développement de sa pensée : l'interprétation des idées d'un grand penseur du passé devrait-elle se contenter de répéter ses intuitions, sans sortir de la mentalité ou du contexte de l'époque ? Rahner pensait que non. Dans l'introduction de sa thèse, il écrit : « On pourrait objecter que j'interprète saint Thomas à la lumière de la philosophie moderne. Si c'est le cas, loin de le considérer comme un reproche je l'entends comme un compliment. Car en quoi saint Thomas peut-il m'intéresser s'il n'a rien à voir avec les questions qui se posent à la philosophie aujourd'hui ? »

Parmi les œuvres majeures de Rahner (voir encadré), celle sur laquelle sa réputation repose avant tout est la collection de *Schriften zur Theologie* (Ecrits théologiques), qui rassemble les nombreux articles, sur des sujets très variés, parus à une cadence régulière dans des revues spécialisées. Ce sont ces écrits, qualifiés par le théologien suisse Hans Urs von Balthasar de « contribution la plus importante à la théologie de notre temps », qui ont établi la réputation de Karl Rahner.

Après le concile, à l'invitation de la maison d'édition néerlandaise Paul Brand, Rahner a accepté de se joindre au théologien flamand Edouard Schillebeeckx pour fonder une revue théologique internationale, qui aurait pour but d'explorer les chemins théologiques ouverts par le concile (1).

Plaidoyer pour le pluralisme

La stature de Rahner n'a fait que grandir depuis. Il a été invité par la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi, en octobre 1968, à se rendre à Rome pour défendre son ami Schillebeeckx, dont les écrits étaient suspectés d'hétérodoxie. Six mois plus tard, bien qu'il ait signé le « Manifeste de Concilium » adressé au pape pour réclamer une plus grande liberté dans la recherche théologique (2), Karl Rahner était nommé membre de la commission internationale des théologues.

Qui plus est, Rahner profita de la première réunion de cette commission, en octobre 1969, pour prononcer un plaidoyer vibrant non seulement en faveur de la liberté de recherche, mais aussi d'un saine pluralisme théologique dans l'Église.

Avant critiqué les anciennes méthodes du Saint-Office, Rahner déclarait : « De telles méthodes, en vigueur jusqu'à maintenant, présupposent une certaine unité en-

tre foi et théologie — unité qui n'existe plus et qui a disparu à tout jamais. En fait, puisque la théologie est toujours une interprétation scientifique de la foi — une interprétation qui dépend d'une philosophie, d'une culture et d'une expérience scientifique données — une diversité de théologies est possible, du moment que c'est toujours la même foi qu'on interprète ».

« A présent, en dépit de l'unité de notre foi, la théologie est en train de se scinder en un nombre toujours plus grand de « théologies » qui échappent à la classification. En un mot, comment une congrégation doctrinale, composée d'un nombre limité de personnes, peut-elle acquiescer à une pluralité de théologies ? Les controverses auxquelles nous assistons proviennent de l'existence de ce pluralisme théologique ».

Malgré la visée synthétique de beaucoup de ses œuvres, il ne faut pas imaginer que Karl Rahner cherche à construire un système théologique, à la manière des « sommes » médiévales. Même son *Traité fondamental de la foi*, publié en Allemagne en 1976, et traduit en français aujourd'hui seulement (3), n'est qu'une lecture de la théologie, aussi impressionnante soit-elle.

Dans la conférence qu'il a prononcée à Paris, le 11 avril — et qui est liée à la publication de cette traduction —, Karl Rahner explique : « Théologien, il m'a fallu donner des cours systématiques sur de nombreuses parties de la théologie envisagée comme un tout ; mais je n'ai pu écrire que des courts « essais » sur des thèmes théologiques, sans jamais réaliser d'œuvres systématiques importantes ainsi que le firent les grands théologiens du passé, même si le nombre de ces courts essais est trop grand au jugement de tel ou tel de mes collègues. Le *Traité fondamental* qui aujourd'hui est présenté en langue française semble s'inscrire en faux contre cette affirmation ; mais l'apparence est trompeuse, car ce *Traité fondamental* (...) ne prétend qu'à un simple « premier niveau de réflexion ».

S'il faut rechercher un principe d'unité dans le corpus des écrits de Rahner, l'idée qui vient à l'esprit est celle d'anthropocentrisme. Le théologien n'a jamais dissocié sa quête intellectuelle de la vérité des besoins concrets des hommes. Mais il ne s'agit pas d'un anthropocentrisme réducteur ou « horizontaliste », qui détournerait l'attention de Dieu au profit de l'homme ; il s'agit d'une anthropologie transcendante, centrée sur l'homme ouvert à Dieu, son « horizon infini ». Partir de l'homme, c'est en fait déjà parler de Dieu.

Difficile mais éclairant

Tout cela est développé dans le *Traité fondamental de la foi*, livre difficile mais éclairant. Difficile, parce que le langage du théologien allemand n'est pas d'un accès facile — malgré l'excellente traduction de Gwendoline Jarczyk, — et que la tradition philosophique sur laquelle il s'appuie — Thomas d'Aquin, Kant, Hegel et Heidegger — n'est pas familière à la plupart des lecteurs français. Éclairant, parce que Rahner réussit le tour de force de fournir au chrétien non spécialiste, non théologien, « une justification de la foi chrétienne en toute probité intellectuelle ».

Il faut s'en tenir, explique Karl Rahner, à « un premier niveau de réflexion », celui auquel la foi « rend raison d'elle-même ». Il s'agit du second niveau de réflexion, qui n'est pas abordé dans ce livre, est celui auquel « les sciences théologiques priétaires, dans leur domaine propre, rendent raison d'elles-mêmes chacune selon sa méthode spécifique, et d'une manière qui, pour le tout de la foi, n'est pas accessible aujourd'hui à nous tous et moins encore aux débutants en théologie ».

Dans ce livre, l'auteur se met continuellement à la place de l'homme contemporain. Quand il traite le mystère de la Trinité, par exemple, il reconnaît que « les formules catéchétiques sont presque incompréhensibles pour l'homme d'aujourd'hui ». Il est vrai que les mots « hypostase », « personne », « essence », « nature », tels qu'ils sont employés dans la définition traditionnelle, n'ont aucun sens pour le non-initié.

Ce *Traité fondamental* magistral est une nouvelle illustration de la thèse chère à Karl Rahner : nous sommes au seuil d'une « Église mondiale » en gestation, qui remplacera l'Église « judaïsante » des premiers siècles et l'Église « europocentrique » qui lui a succédé. L'Église préconciliaire, estime Rahner, ressemblait à « une entreprise qui exportait la religion européenne comme un produit, avec son emballage de culture et de civilisation, qu'elle considérait comme le meilleur ».

La conclusion de Rahner est sans réplique : « Ou bien l'Église reconnaît les différences essentielles des autres cultures et elle se transforme en Église mondiale, ou bien elle demeure une Église occidentale et, en dernière analyse, elle trahira le sens de Vatican II ».

(1) Cette revue, *Concilium*, qui paraît chaque mois depuis 1965, est publiée en six langues.

(2) Paul VI aurait renoncé à créer un nouveau département de la doctrine, et par là, dit-on, parce que celui-ci était parmi les quarante théologues qui avaient signé cette charte.

(3) *Traité fondamental de la foi*, introduction du concept de « théologie fondamentale », par Karl Rahner. Éditions du Cerf, 518 pages, prix de lancement 198 francs (après le 15 juin : 237 francs).

Les principaux travaux

Premières œuvres : *réinterprétation de la philosophie et de la théologie métaphysique et ascétique de saint Thomas ; mise à jour du célèbre Eschirion symbolique de Denzinger (collection des principales définitions dogmatiques de l'Église catholique) ; et élaboration, avec Mgr Hofer, d'un dictionnaire théologique en dix volumes : « Lexikon für Theologie und Kirche » (cette œuvre monumentale comporte plus de trente mille articles rédigés par deux mille spécialistes, dont un tiers sont non allemands et beaucoup sont protestants ou anglicans).*

Autres grands projets : la série « Questions disputées » (des questions théologiques sur des questions controversées), dont vingt-neuf volumes ont été publiés entre 1957 et 1963 ; « Sacramentum mundi » (dictionnaire de théologie kerygmatisque) et « Mysterium salutis » (manuel de théologie en vingt volumes).

Œuvres principales : la collection « Sendung und Gnade » (Mission et grâce), des études pastorales sur la nouvelle mission de l'Église dans une situation de « diaspora » ; la série de « Schriften zur Theologie » (Ecrits théologiques) ; et « Grundkurs des Glaubens » (*Traité fondamental de la foi*).

La liberté intellectuelle

par le pasteur LUKAS VISCHER (*)

KARL RAHNER représente pour moi un des signes d'espoir dans le monde théologique d'aujourd'hui. Par tous ses écrits, nous a montré que la foi n'est pas la tradition est capable d'une réinterprétation dans notre génération, sans nier pourtant ce que l'Église a dit et formulé dans le passé.

Rahner a mis en pratique ce que je considère comme un des moments les plus importants du concile : Jean XXIII sur la distinction entre forme et contenu dans les déclarations doctrinales. Or, Rahner est le témoin le plus impressionnant de ce travail théologique de réinterprétation. Ce qui me frappe le plus chez lui, c'est sa liberté intellectuelle ; il se met souverainement dans la réflexion théologique et nous surprend par l'originalité de ses réponses. La vieillesse qui dure la pensée de beaucoup ne semble pas atteindre Rahner !

Comme protestant, cependant, je trouve parfois difficile d'accepter la fidélité de Rahner à la tradition formelle de l'Église catholique romaine. Je constate qu'il arrive à des conclusions d'une grande portée œcuménique — auxquelles j'adhère, mais en arrivant par de tout autres chemins — et j'ai l'impression qu'il lui arrive de contredire les formules du passé.

Sur l'infélibilité pontificale, par exemple, il essaie de concilier la position très fermée du concile Vatican I

Entretien

L'unité des Eglises est beaucoup plus facile à réaliser qu'on ne le pense

« Votre théologie se caractérise par son approche anthropologique, et vous avez souvent plaidé en faveur d'une foi incarnée dans toutes les cultures. Quelles sont, selon vous, les limites de cette « inculturation » d'un Évangile qui est apparu lui-même à une époque et dans un lieu donnés ? A supposer que l'Église réussisse à s'adapter vraiment à la diversité culturelle — asiatique, africaine, latino-américaine, — ne risque-t-elle pas de perdre quelque chose de l'unité qu'elle estime essentielle ? »

« Je ne crois pas que ma théologie se distingue fondamentalement des théologies traditionnelles par un point de départ différent du leur. La théologie fondamentale des cent cinquante dernières années admet une explication rationnelle de la foi, avec l'aide de la métaphysique et de l'histoire, et par là, elle aussi, de tous les aspects de la vie humaine. La spécificité de ma théologie ne consiste donc que dans la recherche d'une liaison plus étroite entre la théologie fondamentale et la dogmatique, ainsi que dans le fait de représenter toujours la situation humaine ou fonction des questions spécifiques du dogme. Cela est toujours possible parce que toutes les dimensions de l'existence humaine, elles aussi, sont déjà conditionnées par la grâce divine ».

« Une telle théologie qui part de l'homme introduit une fausseté « inculturation » du message chrétien si le Dieu absolu, qui s'est incarné en Jésus-Christ crucifié et ressuscité, ne l'autorise directement. C'est parce que ce message essentiel de la chrétienté peut être compris fondamentalement par toutes les cultures du monde qu'une inculturation aux multiples aspects dans toutes les cultures n'a pas besoin de promouvoir l'unité de la foi et de

l'Église chrétienne, même si le pluralisme des théologies chrétiennes et de la proclamation doit encore s'accroître, afin que ce message puisse être entendu de tous les peuples ».

« Vous avez récemment élaboré une série de propositions essentielles, sur les symboles de la foi, les dogmes, les structures ecclésiales, les ministères. Si elles étaient acceptées par toutes les Églises, la chrétienté serait de fait réunifiée. Comment voyez-vous l'avenir de l'œcuménisme ? Sous le pontificat actuel, l'Église catholique n'est-elle pas en train de renforcer à nouveau sa centralité, son dogmatisme, sa prétention d'être « la seule vraie Église » ? »

« Je suis convaincu que l'unité des confessions et des Églises chrétiennes pourrait être réalisée beaucoup plus rapidement et beaucoup plus facilement qu'on ne le pense habituellement. Je vais très probablement publier un texte sur ce sujet avec Heinrich Fries, dans la collection des *Questions disputées* publiée chez l'éditeur allemand Herder. Si les grandes Églises non catholiques de l'Occident étaient traitées par l'Église romaine à la manière des Églises orthodoxes en communion avec le Saint-Siège qui conservent leur spécificité, alors une unité catholique de ces Églises avec Rome deviendrait possible ».

« Rome devrait en tout cas se débarrasser des tendances encore persistantes aujourd'hui qui renforcent la centralisation et l'uniformisation. En ce qui concerne l'orthodoxie de la foi et son unité, Rome ne devrait pas, dans l'hypothèse d'une unification, exiger des protestants davantage ce qu'ils ont exigé des chrétiens à l'intérieur de l'Église catholique, dans la pratique ecclésiale ».

Pour un désarmement nucléaire unilatéral

« On parle beaucoup, actuellement, de la guerre, du désarmement, du pacifisme. Les églises catholiques de plusieurs pays ont pris, ou s'apprêtent à prendre, position sur la moralité de la dissuasion nucléaire. Qu'en pensez-vous, théologien que vous êtes ? »

« En ce qui concerne la question du désarmement et du pacifisme, je partage l'opinion enseignée par Vatican II selon laquelle une guerre atomique est en toute circonstance moralement répréhensible. Par conséquent, un chrétien ne peut, sans s'exposer au danger de la damnation éternelle, engager une telle guerre ou se défendre par une telle guerre à propos d'un conflit. Parant de là, je suis personnellement convaincu qu'un désarmement est absolument nécessaire pour éviter une guerre de cette nature, y compris un désarmement unilatéral ».

« Sur cette dernière question, il y a évidemment des opinions différentes, même parmi les églises catholiques. L'accord sur le désarmement unilatéral est la même intelligence et la même conscience chrétienne que moi, même si je suis d'avis que l'on devrait trouver dans les Béatitudes et dans l'esprit de l'Évangile le conseil de la non-violence et donc celui du désarmement unilatéral ».

« À la fin de cette année, la Compagnie de Jésus va se réunir à Rome en congrégation générale pour élire un successeur au Père Arrupe et pour — selon les termes du pape — « donner un nouvel élan » à la Compagnie. Qu'attendez-vous de cette réunion ? Pensez-vous que la ligne « libérale », en faveur de l'engagement social auprès des plus pauvres, contre l'injustice, définie par la trente-deuxième congrégation générale en 1974 et mise en œuvre par le Père Arrupe, sera remise en question ? »

« Je ne pense pas que les conclusions de la trente-deuxième congrégation générale touchant la nécessité pour les jésuites de promouvoir le message de l'Évangile et la justice dans le monde et dans la société représentent une ligne « libérale », mais simplement la conséquence pour notre époque et la société contemporaine de l'impératif évangélique d'aimer Dieu et son prochain. Jean-Paul II, dans son dernier discours aux provinciaux jésuites, ainsi que le Père Dezza, son délégué personnel, ont confirmé cette position de la congrégation générale. Et je n'ai pas le droit de mettre en doute la pondération de telles déclarations du pape et de son délégué ».

« J'espère, cependant, que la ligne définie par le Père Arrupe sera poursuivie par la Compagnie de Jésus. J'ajouterais qu'il n'est vraiment pas surprenant que ces principes puissent donner lieu, sur le terrain, à des divergences d'opinion entre les jésuites et certains évêques ».

Propos recueillis par ALAIN WOODROW.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bourde-Méry (1944-1968) ; Jacques Favre (1969-1982)

Imprimé en France par la S.A. du Monde, 10 rue de la Harpe, 75001 Paris-13

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire : n° 57 437
ISSN : 0026 - 9360

HOTEL PARKER MERIDIEN NEW YORK



L'ART DE VIVRE FRANÇAIS A NEW YORK

MERIDIEN
LES HOTELS D'AIR FRANCE

Cet art de vivre français vous le retrouverez à Montréal, Houston, Boston, et prochainement à San Francisco, La Nouvelle-Orléans, Mexico. Appelez Meridien Réservation International à Paris au 757.15.70 pour tous les hôtels Meridien : Paris, Nice, Lyon, Tours, Athènes, Tunis, Monastir, Mohammedia, Le Caire, Bagdad, Palmyre, Damas, Lattaquié, Koweït, Al Khobar-Dhahran, Djeddah, Abou Dhabi, Sharjah, Khartoum, Dakar, Bujumbura, Kigali, Port-Gentil, Brazzaville, Douala, Gisenyi, Saint-Louis, Bohio, Rio, Tokyo, Hong Kong ville, Hong Kong aéroport, Guadeloupe, Martinique, Maurice Paradis, Maurice Brabant, Réunion. En ouverture prochaine : Colombo, Delhi, Singapour ville, Singapour Changi, Alep, Porto, Lisbonne, Varsovie, Héliopolis, Alexandrie.

Le Monde

PROCHE-ORIENT

étranger

LA RUPTURE DES NÉGOCIATIONS ENTRE LE ROI HUSSEIN ET M. ARAFAT

La reprise du dialogue avec l'O.L.P. ne sera possible que si Washington fait un pas en direction des Arabes estime-t-on à Amman

Amman. - « Et maintenant ? » s'interroge l'éditorial du quotidien jordanien *El-Rai* dans son édition du mardi 12 avril, après la rupture des pourparlers entre Amman et l'O.L.P. C'est la question que se posent aussi les Jordaniens qui, le plus souvent, en dépit de la déception généralement ressentie, jugent sage, ou a posteriori inévitable, la décision du roi Hussein.

La presse jordanienne, et ce n'est guère surprenant, a embelli les pas des dirigeants en tirant sur le revirement de dernière minute de l'O.L.P., un revirement qui porterait, confirme une source gouvernementale, sur trois points essentiels du protocole d'accord, auquel le roi Hussein et M. Yasser Arafat étaient parvenus à l'issue de leurs derniers entretiens :

- Le principe d'une confédération en tant que base de départ pour la récupération des territoires occupés, l'O.L.P. ayant finalement maintenu sa revendication d'un État indépendant comme préalable à toute formule d'union avec la Jordanie ;

- Les modalités de la formation d'une délégation en vue de négociations, l'O.L.P. exigeant d'être représenté normalement ;

- Enfin la contrainte palestinienne aurait refusé de considérer l'initiative Reagan comme « une étape vers des négociations de paix sur la base des résolutions du sommet de Pés et du Conseil national palestiniens ».

Beaucoup de Jordaniens cependant estiment que quelle que soit la responsabilité de l'O.L.P. dans la rupture des pourparlers jordanien-palestiniens, ce sont avant tout les États-Unis qu'il faut blâmer, pour n'avoir pas encouragé une issue positive à ces discussions par un geste prouvant le sérieux de leurs intentions quant à un règlement au Proche-Orient : l'obtention d'un retrait israélien du Liban, d'un gel des implantations israéliennes dans les territoires occupés ou « des mesures pour contraindre les Israéliens à négocier les questions de l'avenir d'éventuelles négociations de paix ».

Cette opinion est partagée par les maires jordanien et exilé MM. Mohammed Melhem et Fahd Kawasbeh. « Ni le roi Hussein ni Yasser Arafat ne peuvent être tenus pour responsables de l'impasse où nous semblons être », nous a déclaré M. Melhem. Quant aux groupes radicaux de l'O.L.P., estime-t-il, ils n'auraient pas eu autant d'influence et n'auraient pas constitué un obstacle à un accord jordanien-palestinien si l'on avait pu être optimiste sur les chances qu'un tel accord aboutisse à des résultats. Visiblement déçu, M. Melhem ajoute cependant : « Je pense que les Palestiniens ne devraient s'engager dans une telle démarche que s'ils sont sûrs de pouvoir obtenir ce qu'ils veulent : la paix et qu'ils ne sont pas un obstacle sur cette voie ».

Les deux maires pensent toutefois que les Jordaniens « n'ont pas fermé la porte à la reprise des pourparlers avec l'O.L.P. Une fois que les appels de leurs vœux : « Parce qu'il n'y a pas d'autre alternative pour toutes les parties que de trouver un compromis », estime M. Melhem ; parce qu'il est important de commencer les négociations main-

Correspondance

nam, car s'il y a aujourd'hui une chance, limitée certes, mais une chance quand même, de faire pression sur les Israéliens, dans deux ou trois ans, il n'y aura plus aucun espoir ».

L'hypothèse d'une future reprise des discussions entre Amman et l'O.L.P. n'est pas non plus exclue par nombre de Jordaniens, bien qu'elle soit à première vue contredite par les termes du communiqué du 10 avril, les dirigeants jordanien insistant pour leur part sur le fait que le processus entamé avec l'O.L.P. en octobre dernier est « bien fini ».

Le communiqué du 10 avril est l'« expression sincère d'une frustration », souligne un commentateur politique, qui estime qu'il est en quelque sorte la réponse des autorités jordanien aux pressions qu'elles ont subies ces dernières semaines du côté tant américain que palestinien. « Mais les discussions doivent reprendre », affirme-t-il. Les uns et les autres pensent toutefois que la reprise du dialogue jordanien-palestinien ne sera possible que si l'administration américaine fait un pas en direction des Arabes.

La tentation du repli

Au-delà de ces spéculations, on s'interroge à Amman sur les conséquences de l'interruption des pourparlers jordanien-palestiniens. Celle-ci n'affectera pas les relations entre la Jordanie et l'Organisation de libération de la Palestine stationnée en Jordanie, pourvu qu'elle « normalement » leurs activités.

Le gouvernement jordanien a certes indiqué qu'il continuerait à soutenir l'O.L.P., mais « dans la mesure de ses possibilités et conformément aux exigences de la sécurité nationale », formule qui se prête à toutes les interprétations. En fait, selon une personnalité proche du pouvoir, il s'agit essentiellement de réaffirmer que « la Jordanie n'est pas prête, par exemple, à ouvrir un front avec Israël si l'O.L.P. le lui demande, mais à accorder à l'O.L.P. l'établissement sur son territoire de camps d'entraînement, si elle juge cela dangereux ».

Déjà dans ses efforts pour relancer le processus de paix au Proche-Orient, le régime jordanien pourrait également céder à la tentation du repli sur soi en transformant en quelque sorte le pays en forteresse, estimant les observateurs. Il est probable en tout cas, si aucune perspective de paix ne se dessine, que les autorités jordanien accorderont désormais la priorité à leurs problèmes intérieurs.

« L'heure est venue de remettre de l'ordre dans la maison jordanienne », constate un universitaire.

Une autre rumeur évoque dans le même ordre d'idée l'éventualité de futures élections législatives (le Parlement jordanien étant suspendu depuis 1976). Un thème récurrent

Le président Reagan appelle les Palestiniens à un « mouvement audacieux pour sortir de l'impasse »

Washington. - Isoler les « éléments radicaux » du monde arabe : c'est le nouveau leitmotiv des dirigeants américains après la renonciation du roi Hussein à participer aux négociations de paix. Le président Reagan l'a fait comprendre, mardi 12 avril, en recevant le sultan d'Oman à la Maison Blanche, et son secrétaire d'Etat, M. George Shultz, est revenu à la charge quelques heures plus tard au cours d'une conférence de presse.

De notre correspondant

montré un peu plus explicite que le président au sujet des « éléments radicaux ». Selon lui, les chefs d'Etat arabes avaient « fait une erreur », au sommet de Rabat de 1974, en accordant à l'O.L.P. l'autorité exclusive de négocier au nom des Palestiniens.

Les dirigeants américains n'ont annoncé aucune nouvelle initiative pour répondre au veto de l'O.L.P. Ils semblent avoir été aussi surpris que déçus par la défection du roi Hussein. N'est-ce pas avec l'accord préalable - et secret - de celui-ci que le président Reagan avait formulé ses propositions de paix ?

Les États-Unis ne peuvent exercer de pressions directes sur l'O.L.P., ne reconnaissant pas l'existence de cette organisation et n'ayant officiellement pas de contacts avec elle. Ils se tournent donc vers les capitales arabes, appelées à favoriser, dans leur propre intérêt, les éléments modérés.

Pour sa part, Washington ne semble pas disposé à accroître ses pressions publiques sur Israël. Interrogé à ce propos, M. Shultz a réaffirmé très clairement que des sanctions seraient, à son avis, inefficaces et même contre-productives.

Les dirigeants américains savent parfaitement qu'il ne suffira pas de

laisser leur plan « sur la table » pour le faire adopter. Une initiative - spectaculaire, si possible - a été suggérée par plusieurs commentateurs. On a évoqué un voyage au Proche-Orient du secrétaire d'Etat, mais l'intéressé affirme n'avoir actuellement aucun projet de ce genre. On se demande, d'autre part, si, à défaut de sanctionner Israël, Washington ne pourrait offrir quelque chose de supplémentaire aux Arabes : affirmer, par exemple, le droit des Palestiniens à l'autodétermination.

Les responsables américains s'efforcent, en tout cas, de ménager le roi Hussein. Loin de le rendre responsable des derniers développements, ils vantent ses efforts pour convaincre l'O.L.P. C'est tout juste si on ne le félicite pas de se tenir à l'écart des négociations... Le Congrès sera-t-il aussi compréhensif ? Mardi, une sous-commission de la Chambre des représentants a déclaré que la vente d'armes à la Jordanie devrait être subordonnée à l'attitude politique de ce pays. La même sous-commission a voté une « rallonge » à l'Etat hébreu - supérieure de 365 millions de dollars aux requêtes de M. Reagan pour l'année budgétaire 1984 - en raison des difficultés de l'économie israélienne.

R. S.

Egypte

Le Conseil d'Etat entérine la décision de Sadate de destituer le pape Chenouda III

Correspondance

Le Caire. - A moins d'une décision contraire du tribunal administratif supérieur, devant lequel les avocats poursuivent encore l'appel, Chenouda III ne sera bientôt plus le pape de la communauté copte orthodoxe d'Egypte. Le Conseil d'Etat a en effet rendu un verdict en ce sens mardi matin 12 avril au Caire, dans la confusion la plus totale. Annulant la partie du décret du président Sadate relative à la formation d'une commission papale (cinq évêques) destinée à diriger collectivement la communauté après la destitution de Chenouda III, le Conseil d'Etat, en revanche, a rejeté toutes les autres demandes de la défense et donc confirmé la mise à l'écart du chef religieux copte des chrétiens égyptiens. Paradoxalement, le verdict a été accueilli sous les applaudissements d'une foule de plusieurs centaines de personnes qui avaient mal compris et mal interprété les propos du président de cette haute juridiction (1).

Certaines parties de la bourgeoisie et certains notables et dignitaires religieux se réjouissent discrètement de l'élimination d'un pape qu'ils jugeaient trop peu « diplomate » et embarrassant, il ne fait aucun doute que cette décision sera mal reçue par la grande majorité des cinq à sept millions de coptes orthodoxes qui précèdent la dynastie et le couronnement du pape déchu. L'ingérence du pouvoir exécutif dans les affaires internes de l'Eglise risque, par ailleurs d'avoir certaines conséquences sur l'avenir des relations entre l'Etat et l'Eglise.

Les chrétiens d'Egypte auront-ils d'autre choix que de se soumettre

totallement au bon plaisir du prince ? se demandent certains coptes après le verdict. Car, au fond, disent-ils, que pouvait-on reprocher à Chenouda III, sinon d'avoir réagi avec énergie aux provocations diverses d'extrémistes musulmans encouragés par la complaisance ou la lâcheté du pouvoir présidentiel ? Il est vrai que, avec le président Mubarak, la communauté chrétienne a beaucoup moins de soucis à se faire en ce domaine.

Reste à savoir ce que va devenir l'Eglise copte. Si, pour les besoins du gouvernement, le pape étant désormais « empêché par la loi » d'être réétabli dans ses fonctions, de nouvelles élections papales doivent avoir lieu, ce n'est cependant pas l'opinion de certains défenseurs de Chenouda III, qui estiment impossible d'être un nouveau pape alors que le précédent jouit de toutes ses facultés.

Selon certains spécialistes des milieux coptes, la dissolution de la commission papale composée d'évêques peu favorables à Chenouda III constituerait un « geste » envers le pape déchu. Celui-ci pourrait être amené à se prononcer discrètement sur le choix de son ou de ses successeurs - et accepter, dans ces conditions, de demeurer à l'écart.

MOUNA EL-BANNA.

(1) C'est ainsi que les dépêches d'agence, reproduites dans nos éditions du 13 avril, ont annoncé par erreur que le Conseil d'Etat avait annulé la décision de l'ancien président Sadate de destituer Chenouda III (N.D.L.R.).

LE DIALOGUE EURO-ARABE

M. Genscher souligne la « volonté politique » des Dix de « renforcer la solidarité entre les deux régions »

De notre envoyé spécial

Hambourg. - L'assassinat à Lisbonne de Issam Sartoui - « un événement horrible », a dit M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères de R.F.A. - a donné une tonalité dramatique à l'ouverture du symposium sur le rapport des deux cultures (arabe et européenne) qui se tient du 11 au 13 avril, à Hambourg.

Cette rencontre, à laquelle participent des intellectuels représentatifs des deux rives de la Méditerranée, avait été décidée dès la fin de 1973 par les chefs d'Etat et de gouvernement de la C.E.E. et ceux de la Ligue arabe ; préparée activement en 1977 en vue de sa tenue en septembre 1979 et ajournée à la suite des accords de Camp David, elle constitue la première réalisation concrète du dialogue euro-arabe.

Dans son allocution, le chef de la diplomatie ouest-allemande a souligné la « volonté politique » des Dix de « renforcer la solidarité entre les deux régions ». M. Genscher a rappelé les résolutions de la C.E.E. sur le conflit israélo-arabe, dénoncé les implantations israéliennes dans les territoires occupés, « qui empêchent le dialogue » et réclamé le retrait de toutes les troupes étrangères du Liban. « Le dialogue euro-arabe doit être pris au sérieux », a-t-il affirmé, avant d'exprimer l'espoir que ce symposium culturel contribuera à relancer les négociations politiques et facilitera la tenue de la réunion des ministres des affaires étrangères arabes et européens si longtemps différée. Celle-ci pourrait avoir lieu à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine. Entre-temps,

les commissions techniques pouraient, comme pour la culture, amorcer une coopération concrète euro-arabe en commençant par le domaine agricole, indiquaient les fonctionnaires de la Ligue arabe.

Visiblement ému par la mort de M. Sartoui « un militant de la liberté et de la paix », a-t-il dit, M. Genscher a souligné que la Ligue arabe, « une fois de plus, appelle les Européens à s'opposer aux « menaces sans précédent » qu'Israël fait peser sur la paix en occupant une partie du Liban, « une des principales charnières entre l'Occident et l'Orient », en cherchant à « effacer le patrimoine arabe » à Jérusalem, où « l'archéologie est utilisée par les Israéliens comme une arme » et en voulant anéantir la Cisjordanie. M. Klibi a rappelé tout ce que la civilisation européenne doit à la civilisation arabo-islamique qui innova dans tous les domaines du septième au quatorzième siècles.

Pourquoi cet apport a-t-il été occulté et comment y remédier ? C'est un des thèmes qui dominera les débats, tout comme celui du transfert des technologies, cette fois dans le sens Europe-monde arabe.

Parallèlement, en séance plénière, trois ateliers - enseignement, émigration, culture - devraient décider des mesures concrètes à prendre pour que le dialogue culturel euro-arabe ne soit plus l'apanage des spécialistes, mais s'élargisse aux multiples et devienne une réalité quotidienne.

PAUL BALTA.

ASSASSINÉ LE 10 AVRIL AU PORTUGAL

Issam Sartoui est enterré au cimetière des martyrs d'Amman

La dépouille mortelle du dirigeant palestinien Issam Sartoui, assassiné dimanche au Portugal, est arrivée mardi soir 12 avril à Amman à bord d'un appareil militaire marocain. Les obsèques devaient avoir lieu ce mercredi matin en présence des membres de la famille du responsable palestinien venu de Paris en compagnie du dirigeant de la gauche libanaise, M. Walid Joumblat. Issam Sartoui devait être enterré au cimetière des martyrs d'Oum-el-Hiran, dans la banlieue de la capitale jordanienne.

A Lisbonne, l'homme suspecté de participation à l'assassinat a été placé, mardi soir, en état d'arrestation sans droit à caution par un juge d'instruction. Le communiqué officiel ne précise pas les accusations retenues par le juge Joaquim Marques Borges contre le détenu, porteur d'un passeport marocain au nom de M. Al-Ayat Youssef, vingt-six ans. Cette identité est mise en doute par l'ambassade du Maroc au Portugal.

Selon la loi portugaise, le parquet a désormais quatre-vingt jours pour l'instruction de l'affaire. Ce délai pourra éventuellement être prolongé de six mois. Le suspect peut être maintenu en détention préventive pendant un maximum de trois ans, avant l'ouverture de son procès

devant le tribunal du chef-lieu de la commune où le crime a été commis.

A Jérusalem, M. Ouri Avnery, dirigeant du comité israélien pour la paix israélo-palestinienne, qui avait rencontré à plusieurs reprises Issam Sartoui depuis 1976, a estimé, mardi, « surprenant » la désignation de M. Han Halevy, intellectuel franco-israélien installé en France, pour représenter l'O.L.P. lors de la phase finale du congrès de l'Internationale socialiste. « C'est un gadget destiné à la presse, rien de plus », a estimé M. Avnery, qui fut le premier journaliste israélien à interviewer M. Yasser Arafat en août 1982, ajoutant : « Nous poursuivons des efforts sérieux, de longue haleine, pour consolider le dialogue israélo-palestinien qui s'est déjà engagé ».

Parmi les militants du mouvement La paix maintenant, dont une délégation a rencontré récemment des dirigeants de l'O.L.P. en Europe de l'Est, on remarquait, mardi, que « les Israéliens qui veulent sincèrement la paix envers au sein de leur peuple et ne jouent pas le jeu du feu », le porte-parole du mouvement, M. Tsali Rechet, a affirmé que « M. Halevy est un original, pratiquement inconnu en Israël, qui ne représente que lui-même ». (A.F.P.)

L'Irak lance un appel aux grandes puissances « en vue de mettre un terme » à son conflit avec l'Iran

L'Irak a appelé, mardi 12 avril, les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité à « assumer leur responsabilité pour l'application des résolutions adoptées à l'unanimité par le Conseil de sécurité en vue de mettre un terme à la guerre irako-iranienne ».

M. Esmat Kettani, sous-secrétaire au ministère irakien des affaires étrangères, a convoqué les ambassadeurs d'Union soviétique, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de France et de Chine pour les informer de l'évolution de la situation militaire sur le front irako-iranien et leur faire part du « succès remporté par l'Irak contre l'agression iranienne » et de « sa capacité à faire face à la politique expansionniste ».

Entre-temps, les combats se poursuivent sur le front sud pour le contrôle de la bande frontalière au nord de la localité iranienne de Fak-

kah (Nord-Khouzistan), occupée par l'Irak depuis le début de la guerre en septembre 1980. Téhéran a annoncé, mardi, une nouvelle série d'opérations dans cette zone située à environ 60 kilomètres à l'est de la ville irakienne d'Amarah. Selon un communiqué officiel, plus de 150 kilomètres carrés de territoire iranien ont été déjà reconquis depuis dimanche. Il semblerait donc que les opérations iraniennes en cours visent à éliminer définitivement la poche irakienne dans la région de Fakkeh.

Bagdad a menacé, mardi, l'Iran d'une riposte « plus violente » si l'aviation iranienne bombardait des objectifs civils irakiens. La menace d'une intensification des combats pourrait compromettre la réunion, jeudi à Koweït, de la conférence chargée de combattre les effets de la marée noire dans le Golfe. (A.F.P.)

VIEN DE PARAITRE

JEAN BERNARD

de l'Académie française

Le sang et l'histoire

L'étude du sang est désormais pour les historiens une méthode, un outil de travail qui fournit de précieuses informations.

Un livre essentiel.

BUCHET / CHASTEL

18, RUE DE CONDÉ - 75006 PARIS

ASIE

APRÈS L'OFFENSIVE VIETNAMIENNE A LA FRONTIÈRE THAÏLANDAISE

Les ministres des affaires étrangères des pays d'Indochine se sont réunis à Phnom-Penh

Bangkok. — Une conférence extraordinaire des ministres des affaires étrangères du Laos, du Cambodge et du Vietnam s'est réunie, le mardi 12 avril à Phnom-Penh, vient d'annoncer l'Agence vietnamienne de presse (V.N.A.). Son objectif, a précisé dans son discours d'ouverture M. Hun Sen, chef de la diplomatie cambodgienne, était d'analyser la situation au lendemain du sommet des trois Etats indochinois à Vientiane et de donner des pays non alignés à New-Delhi, et de « mettre au point les mesures appropriées pour continuer l'offensive diplomatique ». M. Hun Sen s'est félicité « des victoires récemment remportées sur les plans politique, diplomatique et militaire » qui ont montré « combien [notre] force est puissante, [notre] position est solide et [notre] cause est rayonnante de justice ».

Passage diplomatique ou militaire ? Le calme relatif qui règne depuis quelques jours le long de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge — bien que l'on signale, ce mercredi 13 avril, des accrochages dans la région de Trat entre forces vietnamiennes et soldats thaïlandais — est-il de bon ou de mauvais augure ? Après s'être emparées, le 31 mars, du bastion khmer rouge du Phnom-Chat et, le 3 avril, de la base silo-nucléaire d'O'Smach, les troupes de Hanoi ne vont-elles pas achever, avant la fin de la saison sèche, leurs opérations de « nettoyage » des « zones libérées du Kampuchéa démocratique » ?

On indique, de source militaire, que les soldats vietnamiens, appuyés par des blindés et de l'artillerie, menacent sérieusement les bases de Non-Sam et de Ban Sangae, tenues par le Front de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.). M. Son Sann, son président, est convaincu que « le Vietnam veut se

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

débarrasser de [nous] une fois pour toutes ». Les organisations humanitaires ont préparé plusieurs sites d'évacuation en territoire thaïlandais pour héberger, en cas de malheur, les quelque cent mille Cambodgiens qui vivent dans ces deux camps.

Comme convenu, les Etats-Unis ont accéléré leur programme de fourniture d'équipements militaires à la Thaïlande. Ils lui ont déjà livré, les 9 et 11 avril par avions-cargos, des missiles Red-Eye sol-air et huit canons de 155 mm à longue portée. La troisième et dernière cargaison est attendue le 19 avril par bateau. Le Nhan Dan, le quotidien du P.C. vietnamien, a qualifié d'« acte très grave » cette campagne de ravitaillement en armes de guerre, la plus grande que l'on ait jamais vue depuis des années. De son côté, le ministère des affaires étrangères du régime de Phnom-Penh a dénoncé, dans un communiqué, cette « livraison d'engins de guerre modernes qui risquent de faire dégénérer la tension à la frontière en confrontation majeure ».

Dans ce même communiqué, les autorités de Phnom-Penh s'en prennent à l'armée thaïlandaise, qui, à cause de l'appui qu'elle aurait accordé aux Khmers rouges, a empêché une réussite complète des opérations à Phnom-Chat. Elles précisent, à cet égard, « qu'il [leur] incombe le droit et le devoir de délivrer des griffes de Pol Pot les habitants kampuchéens encore enfermés à Phnom-Chat ».

Pour sa part, le ministère vietnamien des affaires étrangères, a indiqué, dans un mémorandum, que « les volontaires de [son] armée ont

reçu des instructions strictes de ne pas porter atteinte au territoire thaïlandais ». A son avis, « c'est là une mesure nécessaire pour ne pas entraver la tendance au dialogue qui prend essor dans la région ». « S'il y a eu des soldats thaïlandais capturés ou tués, c'est, d'après Hanoi, parce qu'ils se sont engagés profondément dans l'appui aux Khmers réactionnaires ».

Le général Saïyud Kerdphol, commandant suprême des forces armées thaïlandaises, a dénoncé la tactique de Hanoi, qui, selon lui, vise à pousser son pays dans l'engrenage de la guerre. « Nous nous battons seulement si et quand les troupes vietnamiennes pénètrent sur notre sol et violent notre souveraineté », a-t-il affirmé.

Quant à la Chine, qui, en janvier dernier, par la voix du chef d'état-major de son armée, avait promis de « se tenir à l'écart contre épauler avec la Thaïlande si les soldats vietnamiens osaient l'embarquer », elle a averti que le nombre croissant de « provocations » et d'« incursions » commises par Hanoi à la frontière sino-vietnamienne pourrait avoir de « graves conséquences ». Hanoi vient, en termes voisins, d'accuser Pékin d'agissements similaires.

JACQUES DE BARRIN.

Offre spéciale !..

Paris/ATHENES 980F AR

Départ : 17.04.83 Retour : 24.04.83

air sud
découvertes

105 rue Monge Paris 5° 337 85 90
3 rue Lagrange Paris 5° 354 72 17

LES CŒURS DE LION LANCENT LE "SERVICE IMMÉDIAT."

- ACCUEIL.
- DIAGNOSTIC.
- RÉPARATION.

IMMÉDIATEMENT.
SANS RENDEZ-VOUS.
SOUS VOS YEUX.
MONTRE EN MAIN.

Dorénavant, si vous roulez Peugeot ou Talbot, pour toute intervention n'exécutez pas 1 heure de main-d'œuvre, adressez-vous à l'un des Points "Service Immédiat" du Réseau Peugeot Talbot.

Vous y serez accueilli, sans rendez-vous préalable. Le diagnostic de votre voiture effectué immédiatement. La réparation — pièces garanties d'origine — réalisée sous vos yeux. La facturation établie selon le barème officiel des temps et tarif en vigueur. A cœur de Lion rien d'impossible.



RÉSEAU
PEUGEOT TALBOT

Le bon service proche de vous.

Chine

ARRÊTÉS EN NOVEMBRE 1981 A SHANGHAI Plusieurs jésuites sont condamnés à de lourdes peines de prison

Selon des informations dignes de foi qui viennent de nous parvenir, deux prêtres catholiques qui avaient été arrêtés le 19 novembre 1981 à Shanghai (le Monde du 4 décembre 1981) ont été jugés et condamnés le 22 mars par les tribunaux chinois. Il s'agit de deux jésuites, le Père Vincent Chau (soixante-sept ans) et le Père Joseph Chen (soixante-quinze ans). Les peines qui leur ont été infligées sont respectivement de quinze et onze ans de prison.

Les deux prêtres avaient subi de longues périodes de détention dans le passé, avant et pendant la révolution culturelle. Libérés en 1979, ils avaient regagné leurs familles et avaient repris un apostolat discret, sans toutefois adhérer à l'Eglise patriarcale, la seule dont l'existence est reconnue par le gouvernement chinois. Ce n'est pas pour autant qu'ils ont été condamnés, officiellement du moins. Les chefs d'accusation retenus contre eux comportent « contacts avec des étrangers mettant en danger la souveraineté et la sécurité du pays », « recueil de renseignements », « fabrication de rumeurs » et « incitation à des conflits dans la population ».

Selon les informations dont on dispose, il apparaît en fait que leur arrestation et leur condamnation ont

été en large partie provoquées par l'irritation que causent, dans le clergé de l'Eglise patriarcale, à la fois leur activité religieuse locale « non officielle » et les contacts multiples qu'ils entretiennent avec des catholiques étrangers membres de l'Eglise romaine, non reconnue par Pékin.

Une vingtaine de catholiques avaient été arrêtés en novembre 1981 à Shanghai. Une partie d'entre eux ont été libérés après une détention de quelques mois. D'autres ont, semble-t-il, été condamnés avant le procès des Pères Chen et Chau. C'est en particulier le cas de deux autres jésuites, le Père Stanislas Shen (quatre-vingt-un ans), qui a été condamné à une peine de dix ans de détention, et le Père Eternel Chen (soixante-quatre ans), condamné à deux ans et demi de prison. La situation des catholiques qui continuent à reconnaître l'autorité du Saint-Siège reste extrêmement précaire en Chine. Les autorités de Pékin se défendent, dans des conversations privées, de mener à leur encontre une politique de persécution systématique, et qualifient de « arrestations comme celles de Shanghai » d'« incidents locaux ». Il va de soi cependant que de tels « incidents », même s'ils résultent en partie de frictions entre catholiques d'appartenance différentes, ne sauraient se

produire sans le consentement du pouvoir central. Au sein même de l'Eglise patriarcale officielle, des courants très divers ont commencé à se manifester depuis la reprise, il y a quelques années, des activités religieuses. Si les dirigeants de cette Eglise adoptent en général des positions très intransigeantes à l'égard du Vatican, refusant toute forme de dialogue avec Rome, d'autres membres du même clergé ont, devant leurs fidèles, une attitude toute différente, allant jusqu'à exprimer leur conviction d'esprit avec l'Eglise catholique universelle et leur respect pour l'autorité spirituelle du pape.

On ne perçoit guère, néanmoins, de signes d'assouplissement dans les relations entre Pékin et le Vatican, qui se sont encore éloignées après la nomination par Jean-Paul II de Mgr Dominique Deng, un an après sa libération de prison, comme archevêque de Canton (le Monde du 25 juin 1981). Il apparaît que les autorités de la R.P.C. continuent à s'opposer la plus grande difficulté à concevoir un lien quelconque pourrait s'établir entre le Saint-Siège et une Eglise catholique chinoise sans qu'aucune atteinte soit portée pour autant à la souveraineté nationale de la Chine.

A.J.

ÉCONDUITE PAR L'AMBASSADE AMÉRICAINE

Une jeune Chinoise s'est vu refuser le droit d'asile à Tokyo

De notre correspondant

Tokyo. — Les gouvernements américain et japonais se sont-ils entendus pour la poursuite de la convention internationale sur les réfugiés, le premier en éconduisant et le second en remettant aux autorités de la République populaire une ressortissante chinoise qui souhaitait bénéficier du droit d'asile ?

La presse japonaise a rapporté ces jours-ci qu'une interprète chinoise, M^{lle} Tai Guangming (vingt-huit ans), membre d'une délégation officielle séjournant au Japon, s'était rendue le 15 mars à l'ambassade des Etats-Unis à Tokyo. Éconduite par les Américains, elle s'est bientôt retrouvée aux mains des autorités japonaises. Selon la presse, elle aurait alors « été interrogée pendant trois ou quatre jours avant d'être renvoyée par les Japonais à l'ambassade de Chine à Tokyo et déportée ». Certains journaux affirment même qu'elle a tenté de se suicider.

Lundi matin 11 avril, le porte-parole du ministère des affaires étrangères nous a affirmé qu'il s'agissait d'une « simple histoire d'amour » (M^{lle} Tai comptait se marier à Tokyo), et que, après quelques hésitations, la jeune femme était retournée en Chine « de son plein gré » pour y accomplir les formalités nécessaires à son mariage. Selon le même porte-parole, elle n'avait « jamais formulé de demande d'asile » et « il était faux de prétendre qu'elle avait été déportée ».

Mais alors pourquoi ces démarches risquées ? Certains diplomates s'interrogent sur la précipitation mise à se « débarrasser » de la jeune femme sans qu'elle ait pu bénéficier, conformément aux principes humanitaires, ni d'un délai de grâce ni des conseils d'un avocat. On souligne que, dans le cas de M^{lle} Hu Na, jeune de tennis réfugiée aux Etats-Unis (le Monde du 9 avril), le gouvernement américain avait mis neuf mois avant de trancher en sa faveur. L'affaire de M^{lle} Tai a été « réglée » en une semaine.

Sur ces entrefaites, l'ambassade des Etats-Unis nous a déclaré lundi après-midi, après plusieurs jours de mutisme, que M^{lle} Tai avait bien

demandé l'asile politique à l'ambassade. Cependant, les autorités japonaises ou du bureau du haut commissaire des Nations unies aux réfugiés (H.C.R.), elle a été renvoyée à cette organisation humanitaire. Or le H.C.R. n'étant plus directement compétent pour les cas individuels depuis que le Japon a ratifié la convention sur les réfugiés et son protocole (désert 1952), M^{lle} Tai est rapidement retournée aux mains des autorités japonaises — avant d'être renvoyée aux Chinois.

Il est très étonnant de constater que, dans la version américaine, la jeune femme a fait une demande d'asile alors que les Japonais affirment qu'elle n'en a jamais faite. Pour sa part, le délégué du H.C.R. à Tokyo, M. Ali Mohamed nous a déclaré : « Nous avons pour principe officiel de ne pas commenter les cas individuels ».

« C'est une lamentable affaire dans laquelle chacun fait preuve d'hypocrisie, nous a dit un diplomate occidental. Les Etats-Unis, à la veille de l'effondrement du communisme, ne veulent pas envenimer les choses avec la Chine. Mais, connaissant le pragmatisme des Japonais et l'importance capitale de leurs relations avec Pékin, ils auraient dû prévoir ce qui allait se passer. Ce qui est clair, c'est l'avertissement donné à tous les Chinois qui cherchent asile auprès du gouvernement japonais ou de l'ambassade américaine à Tokyo ».

Il semble, en effet, que la raison d'Etat l'ait emporté sur ce principe humanitaire élémentaire qu'est le droit à la protection internationale pour tout individu craignant la persécution. Les Japonais ayant ratifié la convention sur les réfugiés — qui prévoit le droit d'asile — il est pour le moins surprenant d'entendre le porte-parole du ministère des affaires étrangères japonais que le gouvernement de Tokyo a pour principe de « n'accorder l'asile politique à personne ».

R.-P. PARINGAUX.

VICE-MINISTRE SOVIÉTIQUE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Kapitsa a mis en garde le Japon contre un renforcement de ses capacités militaires

De notre correspondant

Tokyo. — Les conversations entre le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Mikhaïl Kapitsa, et son homologue japonais, M. Toshiro Nakajima, ont duré, le mardi 12 avril, sur les questions d'armements nucléaires, questions qui ont récemment aggravé le contentieux bilatéral et fait monter le ton entre Moscou et Tokyo (le Monde du 9 avril). M. Kapitsa aurait proposé la conclusion d'un accord par lequel Moscou « garantirait » le non-usage de ses armes nucléaires contre le Japon, à condition que ce dernier s'engage à poursuivre sa politique de renoncement à la possession, ou au stationnement sur son territoire, de matériels armés.

Tokyo aurait rejeté cette offre, rappelant ses principes anti-nucléaires et soulignant que pareil engagement de sa part devrait être précédé de mesures concrètes de désarmement du côté soviétique. Reprenant les récents propos des dirigeants soviétiques, M. Kapitsa aurait alors mis en garde le Japon contre tout renforcement de ses capacités militaires dans le cadre de la stratégie américaine.

Il aurait souligné, selon la presse japonaise, qu'un tel développement entraînerait des contre-mesures de la part de Moscou. Par ailleurs, le diplomate soviétique s'est déclaré opposé à toute « reconnaissance croisée » des deux Corées.

R.-P. P.

AMÉRIQUES

L'ÉLECTION DE M. HAROLD WASHINGTON, UN DÉMOCRATE NOIR, A LA MAIRIE DE CHICAGO

L'horizon 84

Le scrutin a mis en évidence la persistance des tensions raciales

De notre correspondant

(Suite de la première page.)

Celle-ci lui fournissait assurément une immense publicité personnelle, et lui permettait de parler au nom de ses vingt-cinq millions de frères de race. Mais l'échec assuré de cette tentative n'a pas de quoi séduire les responsables noirs, qui connaissent les règles du jeu politique aux États-Unis.

Le pays n'est pas encore mûr pour élire un président noir. Il n'y a pour la communauté de couleur qu'une seule voie possible : moins son vote, auprès d'un démocrate blanc qui soit réellement décidé à l'aider, comme John Kennedy jadis, et plus récemment M. Jimmy Carter.

Les candidats démocrates à la Maison Blanche avaient parfaitement compris l'enjeu de cette élection municipale, qui commande véritablement le vote noir en novembre 1984. M. Walter Mondale, John Glenn et Gary Hart avaient pris ces dernières semaines le chemin de Chicago pour soutenir M. Washington. Un échec de ce dernier aurait favorisé les desseins de M. Jackson et des éléments les plus « durs » de la communauté noire. L'éventualité d'une candidature noire indépendante est un cauchemar pour les démocrates, qui ne peuvent espérer reprendre la Maison Blanche sans le soutien des minorités raciales, qui leur est traditionnellement acquis.

■ Pour aider les sinistrés de la ville colombienne de Popayan, cité historique complètement détruite par le tremblement de terre de la semaine dernière, un compte a été ouvert à la Banque Sudaméricaine, 12, rue Halévy, Paris 75009. (Compte n° 58 25 78 000.00, mentionner Sinistrés de Colombie.)

Un prochain test, de moindre importance mais néanmoins significatif, aura lieu le 17 mai à Philadelphie, avec les primaires démocrates pour la mairie de cette ville. Seront en compétition un Noir (M. Wilson Goode) et un Blanc

(M. Frank Rizzo). Philadelphie, qui est la quatrième ville des États-Unis, compte à peu près la même proportion de Noirs que Chicago.

Ces dernières années, les Noirs ont conquis de nombreux bastions municipaux, et parmi les plus grands. La capitale fédérale leur est

acquise depuis qu'elle élit directement son maire. A Los Angeles, M. Thomas Bradley est toujours en place, malgré son échec au poste de gouverneur de Californie, qui a sonné le glas de ses ambitions nationales (s'il avait emporté le capitole de Sacramento, il pouvait espérer poursuivre à Washington un parcours jusqu'à la fin de sa vie). M. Andrew Young et Coleman Young, dont les personnalités sont très contrastées, règnent respectivement sur Atlanta (Géorgie) et Detroit (Michigan), de même que M. Kenneth Gibson sur Newark (New Jersey), et Ernest Morial sur La Nouvelle-Orléans (Louisiane). On atteint au symbole avec M. Richard Arrington à Birmingham (Alabama), théâtre de violents affrontements au temps de Martin Luther King et de la lutte pour les droits civils.

Il est visiblement plus facile pour un Noir d'être élu maire que membre du Congrès. Il n'y a actuellement que vingt et un représentants noirs et aucun sénateur. Mais l'accession des Noirs à la vie politique est un phénomène progressif qui se poursuit, pratiquement sans coup ni recul notable, depuis les grands combats des années 50. Le vote noir est, dans chaque élection présidentielle, un élément considérable, et parfois, comme en 1976 avec M. Carter, décisif. Dans les régions à forte population noire, telles que le Sud profond ou les grandes métropoles de la côte Est et du Nord-Est industriel, leur choix est prépondérant.

Le leçon de Chicago, malgré les aigreurs de la campagne, est heureuse non seulement pour le parti démocrate, mais pour la démocratie tout court.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Washington. — Pour la première fois dans son histoire, Chicago s'est donné un maire noir. Le candidat démocrate, M. Harold Washington, l'a emporté, mardi 12 avril, sur son adversaire républicain, M. Bernard Epton, par 51,5 % des suffrages, contre 48,2 %. Ainsi se conclut une intense bataille (le Monde daté 10-11 avril) qui avait fait beaucoup de bruit aux États-Unis en raison de son caractère racial.

L'écart entre les deux candidats aurait dû normalement être beaucoup plus net. Ville démocrate depuis 1931, Chicago ne donne jamais plus de 30 % de ses voix au représentant du parti républicain. Mais, cette fois, c'est un Noir qui avait remporté les « primaires » démocrates, amenant nombre d'électeurs blancs à changer de camp.

L'élection du 12 avril a battu tous les records de participation (plus de 85 %), mais aussi tous les records financiers puisque 18 millions de dollars auraient été dépensés entre les primaires et le scrutin final. Racial, la campagne l'a été de bout en bout. C'est parce qu'il est noir que M. Washington a gagné les « primaires », faisant le plein des voix de sa communauté, qui représente 40 % des inscrits. Mais parce qu'il est noir, la mairie risquait de lui échapper.

Les deux candidats ont contribué à ce climat, chacun à sa façon. M. Washington avait fait des allusions maladroites au pouvoir noir, présentant sa victoire comme la revanche d'une communauté humiliée. Quant à M. Epton, il ne faisait rien pour dissiper la peur des électeurs blancs. Son slogan était ambigu à souhait : « Epton, avant qu'il ne soit trop tard... »

ROBERT SOLÉ.

L'élection de Chicago a illustré la persistance des tensions raciales aux États-Unis. Mais elle les a reflétées assez mal, en raison du caractère particulier de cette ville — la deuxième du pays après New-York — dont les communautés ethniques sont nombreuses et très coupées les unes des autres. D'autres grandes métropoles, comme Los Angeles, Washington, Detroit et Atlanta, se sont données des maires « de couleur » sans autant de drames.

La personnalité des candidats faussait également le scrutin. Si M. Epton — un juif libéral — devait se faire accepter par une ville de tradition catholique et conservatrice, M. Washington, lui, devait justifier plusieurs « erreurs » passées, comme la non-déclaration de ses impôts pendant quatre ans.

Les résultats du 12 avril peuvent avoir des conséquences locales et nationales. Sur place, on s'interroge sur l'avenir de la « machine démocrate » de Chicago — la plus célèbre des États-Unis — que M. Washington s'était engagé à réformer, sinon à détruire. Logiquement, les Noirs devraient recueillir davantage d'emplois municipaux et assurer de meilleurs services publics à leurs quartiers souvent très défavorisés. Il faudra du temps pour dissiper les peurs et les rancunes accumulées en quelques semaines.

Au-delà de Chicago, la victoire de M. Washington encouragera les Noirs américains à participer à la vie politique, en s'inscrivant en plus grand nombre sur les listes électorales. Leur voix se fera entendre lors de l'élection présidentielle de 1984.

ation du voyage, au et les par les. Faut-il signe de versée France, ecertes à francs l'entre- son

ait donc trds de 2,6 mil-an. eloppée va sans aggration et reprise. tachés re 1982 emplies irée du « ente- puis à décom- a. Les s. une ntaires basses

ntation 21 4. 5 (3). ivité a in l'an on de

roducc- orique i éci- a pr- deux visque ri) et nains. relat- est la aucel ns de ement ' a un tage :

rem- P. les taque ' les s de pour de

qu'il l'hui ment de de mble gou- une : tra- tique pou- tou- sa. in- éant rics. s au les nan- est les s.

193 de me, na- ces nos les : us- de (la es- ge- de r- r- le si la s- > r-

Les États-Unis refusent de négocier avec le Nicaragua dans le cadre de l'ONU

Les ministres des affaires étrangères du « groupe de Contadora » (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama) ont poursuivi mardi 12 avril une tournée des capitales d'Amérique centrale pour tenter de trouver une issue pacifique aux conflits de la région. D'autre part, les chefs d'État de Colombie, du Costa-Rica et du Panama ont réclamé lundi le retrait de tous les conseillers militaires étrangers des pays d'Amérique centrale. M. Betancur, président colombien, a déclaré mardi qu'il s'agissait d'« éviter une guerre contre les États-Unis et l'Union soviétique », et que les super-puissances devaient « s'affronter ailleurs qu'en Amérique centrale ».

De leur côté, les États-Unis ont refusé la proposition du Nicaragua en faveur d'une double négociation bilatérale (entre Managua et le Honduras, et entre Managua et les États-Unis) sous l'égide des Nations unies. M^{me} Jeane Kirkpatrick, ambassadrice des États-Unis à l'ONU, a envoyé une lettre au président du Conseil de sécurité pour souligner que l'Organisation des États américains (O.E.A.) était déjà saisie de ce problème. Elle a affirmé mardi que les États-Unis ne voulaient pas renverser le régime de Managua.

Mais, au cours d'une conférence de presse, M^{me} Kirkpatrick a refusé de confirmer ou de démentir l'appel accordé par les États-Unis aux rebelles antisandinistes. Et elle a déclaré tout ignorer d'un accord secret conclu entre Washington et Buenos-Aires, il y a deux ans, pour l'entraînement des antisandinistes par des « conseillers » argentins.

M^{me} Kirkpatrick, le terrorisme et les guérilleros

De notre correspondant

New-York. — L'ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, M^{me} Jeane Kirkpatrick, fait figure de spécialiste de l'Amérique latine dans l'administration Reagan : elle parle couramment l'espagnol, connaît bien l'histoire et la culture de la région et y a fait, au début de cette année, un voyage qui paraît avoir joué un rôle important dans le spectaculaire renouveau des activités américaines, ces dernières semaines, en Amérique centrale.

M^{me} Kirkpatrick a donné, lundi 11 avril, à la presse étrangère quelques échantillons de ses vues, qui sont généralement abruptes, parfois surprenantes, mais jamais indifférentes.

Les Américains font-ils une « guerre » ouverte ou clandestine au Nicaragua ? Il n'y a pas de « guerre » contre le Nicaragua ou un autre pays, rétorque M^{me} Kirkpatrick, « puisqu'on n'y voit pas de soldats américains ». Mais, un peu plus tard, elle indique qu'« aucune administration américaine, présente ou passée, n'a jamais accepté de confirmer ou de démentir les opérations qu'elle entreprenait en Amérique latine ».

A un journaliste argentin qui l'interroge sévèrement sur l'attitude de Washington pendant la guerre des Malouines, M^{me} Kirkpatrick répond, enjouée : « Mais nous sommes tous des Euro-

péens dans cet hémisphère, n'est-ce pas ? »

Comment l'ambassadeur explique-t-elle que, un an après des élections célébrées comme une « grande victoire de la démocratie », le gouvernement du Salvador se retrouve aux prises avec une guérilla plus vigoureuse que jamais ? Comment se fait-il que Washington n'ait toujours pas obtenu que les responsables de l'assassinat de quatre religieuses américaines soient traduits en justice ? Réponse : un gouvernement démocratiquement élu, comme celui du Salvador, est aussi impuissant devant la guérilla que... le gouvernement français devant le terrorisme. Comme en France, les terroristes assassinent, au Salvador, les gens dans les restaurants et les lieux publics. M^{me} Kirkpatrick, qui ne paraît pas avoir entendu parler de la théorie du « poisson dans l'eau », ajoute : « Il est bien vrai que les élections de 1982 ont été un retardement succès, malheureusement la trombe nicaraguayenne est devenue une voie grande ouverte aux infiltrations terroristes ».

Quant aux quatre religieuses américaines assassinées, il y a maintenant deux ans, prie de l'aéroport de San-Salvador, « l'enquête est en bonne voie ».

N.S.

Suite aux nouvelles mesures du Contrôle des Changes, American Express communique :

Tous les Français voyageant à l'Etranger pour Affaires ont le droit de dépenser ce dont ils ont besoin. Avec une Carte d'entreprise.

La Carte d'entreprise American Express, vous la connaissez. Plus de 60.000 Cadres et Dirigeants l'utilisent déjà.

Partout dans le monde, elle leur permet de régler hôtels, restaurants, locations de voiture, billets d'avion. Et de faire face à tout imprévu.

Plus de 500.000 établissements dans le monde entier acceptent la Carte d'entreprise American Express.

Pour obtenir très rapidement la Carte d'entreprise American Express, appelez le (1) 749 01 07 ou écrivez à : American Express Carte France, 1 avenue de Chatou 92561 Rueil Malmaison Cedex.

Bon voyage !



ANGHAI
amnés
son

MADE AMERICAINE

VO REUSER
Tokyo

garde le Japon
cament
militaires

DIPLOMATIE

LA TENSION FRANCO-SOVIÉTIQUE

Tass dénonce la « campagne hystérique » des médias français

Alors qu'aucune mesure de représailles n'a encore été annoncée à Moscou à la suite de l'expulsion des fonctionnaires soviétiques de Paris, les protestations se poursuivent dans les médias soviétiques. « Cette action inamicale », écrit notamment l'agence Tass, jeudi 12 avril, a été suivie d'une vague trouble d'inventions absurdes dans les moyens d'information français. Ceux-ci diffusent, dans le style des romans policiers de mauvais goût, des spéculations sur le vol de secrets politiques, scientifiques et techniques français et toutes sortes d'allégations absurdes. La presse, française et non seulement française, exploite ces affirmations pour provoquer une campagne hystérique. Tass reproche à « de nombreux journaux français » de reproduire à ce sujet « les spéculations et inven-

tions que leur fournissent abondamment les agences de presse et les médias américains », tout en ajoutant que d'autres organes de presse français non précises éprouvent devant cette campagne « une inquiétude légitime ». On constate dans ce contexte, écrit l'agence soviétique, que les vraies raisons de cette action relèvent d'une grande mesure de la situation intérieure en France et qu'elle devait détourner l'attention de l'opinion française de la conjoncture économique dans le pays. « Les Soviétiques », conclut l'agence, réagissent avec indignation et désapprobation, comme en témoignent les lettres qui parviennent dans les journaux, à la radio et à la télévision, aux actions des autorités françaises et au tapage provocateur soulevé autour de ces actions. »

La tension franco-soviétique a eu ses répercussions à la conférence intergouvernementale sur l'éducation pour la compréhension, la paix et les droits de l'homme qui s'est ouverte mardi 12 avril à l'UNESCO, à Paris, et doit se prolonger jusqu'au 20. Les pays de l'Est, et en particulier l'U.R.S.S., se sont montrés très réticents à accepter le choix de la France pour le poste de rapporteur de cette conférence, comme le proposent les pays occidentaux appuyés par le groupe des « 77 », c'est à dire les pays du tiers-monde. Ce n'est qu'à l'issue de longues discussions que les pays de l'Est, favorables au départ au choix de la Tunisie, se sont ralliés à la candidature de M^{me} Suzanne Bastid, ancienne présidente de l'Académie des sciences morales et politiques, pour le poste de rapporteur.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● RÉAMÉNAGEMENT AU SEIN DU PARTI UNIQUE. — Les autorités angolaises ont procédé, mardi 12 avril, à un réaménagement des instances dirigeantes du Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.), parti unique, marqué par le limogeage de M^{me} Ruth Lara, directrice du département des cadres, et par la nomination de deux nouveaux directeurs pour la radio et la télévision. M^{me} Ruth Lara, épouse de M. Lucio Lara, secrétaire du comité central pour le département de l'organisation, avait été suspendue, ainsi que trente militants en décembre dernier. Quatre responsables avaient été emprisonnés pour « fractionnisme et manque de respect au président Dos Santos ». Début février, dix-huit des trente militants suspendus ont été réhabilités et trois des quatre responsables emprisonnés ont été libérés. Seul, M. Costa Andrade, biographe du président Neto et secrétaire de l'Union des journalistes, est encore détenu.

● LE SORT DES PRISONNIERS TCHÉCOSLOVAQUES DE L'UNITA. — Cinquante-trois des quatre-vingt-quatre ressortissants tchécoslovaques et portugais capturés le 12 mars par l'Unita (le Monde du 18 mars) sont soit malades, soit épuisés, a annoncé, mardi 12 avril, le mouvement rebelle dans un communiqué diffusé à Paris. Les vingt-six personnes « les plus affaiblies se trouvent actuellement dans une zone sûre où elles reprennent des forces », précise le communiqué. Celui-ci ajoute que en raison « de l'état physique de certains prisonniers et, surtout, pour éviter les embuscades éventuelles, les prisonniers ont été répartis en six groupes ». — (A.F.P.)

Brésil

● LA JUSTICE BRÉSILIENNE a accusé, mardi 12 avril, quatre policiers de Rio d'appartenir à l'Escadron de la mort. Les autorités détiennent six autres policiers soupçonnés du même délit, tandis que vingt-cinq de leurs collègues, toujours en liberté, seront inculpés dès qu'auront été réunies les preuves nécessaires. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de l'opération de nettoyage engagée contre l'Escadron de la mort par le nouveau gouverneur de l'Etat de Rio. Les membres de cette organisation auraient tué, ces dix dernières années, environ cinq mille personnes dans les bidonvilles de Rio. — (Reuter.)

Irlande du Nord

● QUATORZE MEMBRES D'UNE ORGANISATION PARAMILITAIRE LOYALISTE PROTESTANTE d'Irlande du

Nord, l'Ulster Volunteer Force (U.V.F.), ont été condamnés, lundi 11 avril à Belfast, à de lourdes peines, sur la foi d'un indicateur issu de leurs rangs. Deux des quatorze accusés ont été condamnés à la prison à perpétuité, huit autres à vingt ans, deux à quinze ans et deux à cinq ans de détention par un tribunal d'exception siégeant sans jury. Ils totalisaient quarante-cinq chefs d'accusation, allant de la possession d'armes à feu et d'explosifs au meurtre d'un militant républicain. Le seul témoin à charge, lui-même ancien dirigeant de l'U.V.F. et impliqué, de son propre aveu, dans deux affaires de meurtre, a bénéficié de l'immunité en échange de l'information fournie à la police, et qui a permis l'inculpation des quatorze condamnés. Il se cache désormais hors d'Ulster. — (A.F.P.)

Nouvelle-Zélande

● LE PREMIER MINISTRE CHINOIS, M. Zhao Ziyang, a entamé, le mercredi 13 avril, à Christchurch, la première visite jamais effectuée par un chef de gouvernement chinois en Nouvelle-Zélande. — (A.F.P.)

Pakistan

● SOIXANTE PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES, le mardi 12 avril, alors que l'armée intervenait pour réprimer de nouveaux affrontements confessionnels impliquant des milliers de manifestants à Karachi. Des témoins ont indiqué que des magasins, des maisons et des véhicules avaient été brûlés. Un communiqué officiel indique que cinq personnes ont été blessées, notamment deux policiers. — (Reuter.)

U.R.S.S.

● M. PAVEL NAUMOV, ancien rédacteur en chef de la revue internationale des P.C. publiée à Prague, puis membre de la direction de l'agence soviétique Novosti, a été nommé, lundi 11 avril, président de cette dernière institution. Il remplace M. Tolstoukhov, qui dirigeait, depuis février, les Investia (le Monde du 5 février). D'autre part, M. Lomonosov, président du comité pour le travail et les affaires sociales au sein du gouvernement, a été libéré de ces fonctions et remplacé par M. Iouri Bataline, jusqu'à présent premier vice-ministre de la construction des entreprises pétrolières et gazières. Samedi 9 avril, M. Jigaline, âgé de soixante-cinq ans, ministre des constructions de machines lourdes et de transport, avait été remplacé par M. Serge Afanasiev, jusqu'à présent ministre des constructions mécaniques générales. M. Oleg Balkanov a été nommé à la tête de ce dernier ministère. — (Tass.)



AU NOM DE DIEU TOUT PUISSANT

L'AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN a l'avantage d'inviter tous les ressortissants iraniens qui ont sollicité un emploi ou une fonction en rapport avec leur spécialité (branches scientifiques, industrielle, agronomique, médicale, etc.) ainsi que ceux qui ont terminé leurs études universitaires ou ceux qui sont en cours d'études préparant à une licence, une maîtrise ou un doctorat, de bien vouloir s'adresser, par écrit, — au lieu de se présenter — à l'AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN à Paris, afin que l'on puisse leur indiquer la date d'un contact direct et leur préparer un dossier pour qu'ils puissent être agréés et servir utilement leur pays.

AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN
4, avenue d'Iéna, 75116 PARIS

EUROPE

Pologne

Les autorités réagissent avec prudence à la rencontre entre M. Walesa et les dirigeants de la clandestinité

Les autorités polonaises ont, pour l'instant, réagi avec prudence à l'annonce, mardi 12 avril, de la rencontre secrète qu'ont eue le week-end dernier M. Walesa et les membres de la direction clandestine de Solidarité (le Monde du 13 avril).

Commentant presque à chaud la nouvelle au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, s'est, en effet, contenté de déclarer qu'aucune loi n'interdisait « formellement à quelqu'un de rencontrer une autre personne » à moins qu'il ne soit prouvé que cela était fait dans une « intention criminelle ». « Ce qui est illégal », a-t-il encore dit avant d'ajouter sans terminer sa phrase : « Si tel était le but de cette rencontre... ». Interrogé par les correspondants occidentaux, un porte-parole du parquet a, quant à lui, estimé que le caractère délictueux ou non des conversations de M. Walesa « dépendait de leur sujet ».

Les autorités autrement dit attendent d'en savoir plus sur les décisions que les syndicalistes ont pu prendre le week-end dernier, avant d'envisager d'éventuelles poursuites contre M. Walesa. Commentant cette attitude, le président du syndicat dissous l'a qualifié d'« approche raisonnable », en ajoutant : « Il me semble que les autorités commencent à devenir civilisées. C'est

ce que nous avons toujours espéré. » Pour le reste, M. Walesa s'est refusé à toute précision sur le sens politique et les implications de cette rencontre. Il a lancé au pouvoir, indiquant cependant que la direction clandestine publierait un communiqué sur les entretiens qu'elle a eus avec lui, que ce texte ne porterait pas sa propre signature et que lui-même recevrait les correspondants occidentaux la semaine prochaine.

Recherche

d'un compromis

En s'abstenant de signer le communiqué dont la publication est maintenant attendue, M. Walesa semble offrir la possibilité aux autorités de l'exclusion des poursuites que son contenu pourrait, éventuellement, susciter. Il n'est, en démontrant, pas sûr que cette future déclaration en rajoute au défi initial de la rencontre du week-end dernier. Ayant, au nez et à la barbe de la milice, « discuté de la situation du pays et coordonné leurs positions », les syndicalistes ont manifesté leur unité et leur volonté de poursuivre leur combat malgré les risques encourus. Ils pourraient maintenant, forte de cette démonstration, se contenter de repeler leurs invitations constantes à la recherche d'un compromis avec les autorités.

La France et l'Espagne vont signer un nouvel accord de coopération militaire

De notre correspondant

Madrid. — La France et l'Espagne vont conclure un nouvel accord de coopération militaire qui remplacera celui qui avait été signé en 1970, à l'époque de Franco, par MM. Debré et Lopez Bravo. Tel est le principal résultat de la visite effectuée à Madrid les 11 et 12 avril par le ministre français de la défense, M. Charles Hernu. Outre son homologue espagnol, M. Narcis Serra, il a rencontré le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, le ministre des affaires étrangères, M. Fernando Moran, et a été reçu en audience par le roi.

« Il fallait marquer le changement survenu tant en Espagne qu'en France, et nous avons jugé préférable de mettre au point un nouvel accord plutôt que de coller des additifs à l'ancien », a affirmé M. Hernu en ajoutant avec emphase : « C'est le commencement d'un rapport bilatéral privilégié de coopération militaire entre nos deux pays. » Une commission de quatre membres a été formée pour élaborer ce nouveau document, qui devrait être signé lors de la visite que M. Serra effectuera à Paris en octobre prochain.

Le texte tiendra compte d'une demande pressante de Madrid : que les ventes d'armement par la France s'accompagnent d'un transfert accru de technologie. Les Espagnols ne veulent plus se contenter de fabriquer chez eux des chars et des avions sous licence française ; ils entendent dorénavant participer da-

vantage à l'étude et à l'élaboration des nouveaux modèles. Le document prévoit par ailleurs une multiplication des échanges d'unités militaires, des stages de formation et des manœuvres communes.

M. Hernu a affirmé avec insistance que la France n'entendait nullement par cet accord « se substituer aux États-Unis » (qui ont avec l'Espagne un traité de défense bilatéral régulièrement renouvelé depuis 1953). « Nous continuons à soutenir la tendance des deux Grands à vouloir mener les affaires d'Europe à notre place, et nous n'allons donc pas nous substituer à eux », a-t-il souligné. Il s'agit là d'un thème délicat : dans les milieux diplomatiques espagnols on laisse entendre que le rapprochement en cours entre Madrid et Paris, et notamment la recherche d'une diplomatie commune à l'égard du Maghreb et de l'Amérique centrale, n'est guère apprécié à Washington.

Le ministre français de la défense a d'ailleurs souligné, lors du dîner offert lundi par M. Serra, que la France et l'Espagne veulent « déterminer librement leurs grands engagements internationaux » et accordent une grande importance à leur « autonomie de décision », ce qui constitue un « facteur de rapprochement » entre elles. Il a toutefois tenu à préciser que ce concept « n'est pas contraire à celui de solidarité » (avec les Alliés).

Le ministre s'est montré moins loquace sur le problème des ventes d'armes. S'il a affirmé qu'il s'agit d'un « tour d'horizon des besoins dans tous les domaines, hélicoptères, missiles, avions et chars notamment », il a précisé que les conversations étaient restées au stade de la « présentation du catalogue ». Dans ce domaine, deux dossiers retiennent actuellement l'attention. Celui des chars d'abord : l'Espagne possède deux cent quatre-vingt AMX-30 fabriqués sous licence française près de Séville. Elle étudie présentement un nouvel achat et hésite entre une version améliorée de l'AMX-30 et le Leopard-2 allemand, plus sophistiqué mais plus cher. Par ailleurs, l'Espagne pourrait construire un nouveau modèle actuellement à l'état de prototype en France, l'AMX-32, et l'exporter vers des pays tiers, notamment l'Égypte intéressée par l'acquisition de quelque six cents unités.

D'autre part, dans le cadre de la modernisation de son armée de l'air, l'Espagne s'apprête à signer un grand contrat portant sur près d'une centaine d'appareils. Si le F-18 A de la Mc Donnell-Douglas semble nettement favori, le gouvernement de Madrid n'annonce toutefois qu'à la fin du mois de mai sa décision. La firme Dassault a, entre autres, quelques jours, une offre correspondant au Mirage-2000, mais celui-ci semble disposer de peu d'atouts. L'Espagne entend, en effet, diversifier ses sources d'approvisionnement et elle possède déjà soixante-douze Mirage-F1 et vingt-sept Mirage-III.

THIERRY MALINAK.

Le 23 mars, tout en appelant à manifester les 1^{er} et 3 mai prochains, la direction clandestine avait déjà demandé à la population de s'abstenir de toute forme de protestation durant la visite du pape. Le bureau de coordination de Solidarité en Europe occidentale vient, maintenant, de diffuser le texte d'une lettre adressée, lundi, au pape par les dirigeants clandestins du syndicat dans laquelle ils se félicitent de sa prochaine venue en espérant qu'elle « renforcera l'espérance, la foi et la charité qui sont le fondement idéologique de notre mouvement ; dans nous sommes issus et auquel nous espérons rester fidèles ».

Après avoir évoqué longuement le sort des victimes de l'état de guerre, ils ajoutent : « Avec vous nous prions pour nous-mêmes afin de ne pas nous laisser envahir par la haine. Notre mouvement était, est et sera (1) une révolution spirituelle visant à créer des valeurs nouvelles. Les persécutions qu'on nous inflige ne nous écarteront pas de cette voie. Nous résisterons à cette épreuve. Nous ferons de la Pologne un Etat stable, démocratique (...) où la dignité de l'homme et de la nation ne sera pas bafouée. Telles sont les intentions de la génération de Solidarité. C'est ainsi que pense notre jeunesse ».

La télévision, lundi soir, puis la presse écrite, mardi, ont, par ailleurs, diffusé divers témoignages tendant à démentir la véracité d'un film récemment diffusé par TF1 et dans lequel on voyait un camion de la milice écraser délibérément un manifestant lors des manifestations du 31 août dernier, à Wrocław.

L'agence officielle PAP a, enfin, annoncé, mardi, la réunion à la mi-mai, d'un plénum du comité central consacré aux « questions idéologiques et politiques ».

(1) Cette formulation paraphrase l'une des formules habituelles des communistes officiels : « La Pologne a été, est et sera un millionnaire de la communauté socialiste ».

● L'ambassadeur de France à Varsovie, M. Jean-Bernard Raymond, a été convoqué, mardi 12 avril, au ministère des affaires étrangères au sujet d'une surprenante affaire de « visa de sortie » que les autorités françaises auraient refusé à un citoyen polonais, M. Andrzej Zajac. Celui-ci, après avoir obtenu le statut de réfugié en France, a manifesté le désir de regagner son pays d'origine. Il semble en fait qu'il n'ait abandonné son passeport d'apatrié et repris son passeport polonais, M. Zajac se soit trouvé en situation irrégulière puisque le visa avec lequel il était entré en France avait expiré. Cette difficulté paraît avoir été levée puisqu'on indique, mardi soir, de source autorisée à Paris, que M. Zajac et sa femme pourraient regagner la Pologne dès ce mercredi. — (A.F.P., A.P.)

Union soviétique

SIX PENTECOTISTES QUITTENT L'AMBASSADE AMÉRICAINE OÙ ILS ÉTAIENT RÉFUGIÉS IL Y A CINQ ANS

Moscou (Reuter). — Six pentecotistes soviétiques vivant au sein de l'ambassade des États-Unis à Moscou depuis le 27 juin 1978 ont décidé de rentrer en Sibirie. Ils se sont rendus mardi à l'aéroport de Domodedovo, pour rentrer chez eux. Un des six pentecotistes a déclaré qu'ils retourneraient à Tchernogorsk afin d'y présenter des demandes de visas de sortie pour émigrer en Israël.

Ils ont décidé de suivre l'exemple de Lydia Vachtchenko, qui avait fait le grève de la faim l'année dernière pour obtenir un visa de sortie. Celle-ci avait dû être hospitalisée en dehors de Moscou, de l'ambassade, puis avait regagné la Sibirie. Elle a pu, ces jours derniers, gagner Israël.

La famille de M^{me} Vachtchenko, ses parents, deux sœurs et deux de leurs coreligionnaires, M^{me} Maria Tchernykhov et son fils Timofei ont remercié les Américains pour leur hospitalité avant de quitter l'ambassade. Ils espèrent que les autorités soviétiques leur permettront aussi, dans un certain temps, de quitter l'U.R.S.S., ainsi qu'ils le demandent ou vain depuis vingt-trois ans pour pouvoir pratiquer librement leur religion, qui n'est pas autorisée en U.R.S.S.



Pavillon Christoffe

Le 24, rue de la Paix
remplace aujourd'hui à Paris
le 31, boulevard des Italiens

(Tél. : 265.62.43)

صكنا من الأصيل

Ratification des ordonnances sur la retraite à soixante ans et la limitation des cumuls retraites-activités

L'Assemblée nationale a adopté, le mardi 12 avril, le projet de loi portant diverses mesures relatives aux prestations de vieillesse. Les députés du R.P.R. et de l'U.D.F. n'ont pas pris part au vote. Ceux de la majorité ont approuvé un texte qui ratifie l'ordonnance du 26 mars 1982 sur la retraite à soixante ans, et celle du 30 mars 1982, qui limite la possibilité de cumul entre pension de retraite et revenus d'activité, leur apporte quelques modifications et permet au gouvernement de fixer par décret un minimum de pension de vieillesse (celui-ci sera, à compter du 1^{er} avril 1983, de 2.200 francs par mois pour trente-sept années de durée de cotisations).

En adoptant la loi du 6 janvier 1982, qui autorisait le gouvernement à déposer dans le délai légal - avant le 30 avril 1982 - un projet de loi ratifiant les dix-huit ordonnances qu'il avait prises pour l'application de son programme social. Mais, comme il est de coutume, ce texte n'est toujours pas venu en discussion.

Seulement, l'accord signé le 4 février 1983 entre les partenaires sociaux pour l'application du droit à la retraite à soixante ans, à partir du 1^{er} avril 1983, nécessitait l'intervention du législateur : le gouvernement avait, en effet, pris l'engagement d'augmenter le minimum de pension de retraite, ce qui implique une modification de l'article 1-345 du code de la Sécurité sociale. Ce minimum s'applique aux pensions du régime général, du régime des salariés agricoles et à celui des artisans et commerçants pour la période postérieure à 1973. Il ne concerne que les pensions liquidées après le 1^{er} avril 1983 : il sera diminué, proportionnellement à la durée de cotisations, pour les personnes n'ayant pas cotisé trente-sept ans et demi. Mais le rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Gannone (P.S., Lot-et-Garonne), a regretté l'absence de dispositions contrai-

gnantes en matière de revalorisation, périodicité et indice, de ce minimum.

Profitant de cette occasion, le gouvernement a fait approuver son ordonnance ainsi que celle sur la limitation du cumul entre retraite et salaire. Mais pour celle-ci, reconnaissant que des « aménagements » étaient nécessaires, il a proposé - et l'Assemblée l'a suivi - que ne soient pas concernés les « artistes auteurs » et les « artistes interprètes », ainsi que les activités « à caractère artistique, littéraire ou scientifique exécutées accessoirement avant la liquidation de la pension de retraite » et la « participation à des jurys de concours publics ou à des instances consultatives ou délibératives réunies en vertu d'un texte législatif ou réglementaire ». Toutefois, l'Assemblée n'a pas accepté, comme le demandait M. Madelin (U.D.F., Ile-et-Vilaine), qui a dénoncé l'« absurdité de la législation anti-cumul », que le cumul soit aussi autorisé avec une activité « éducative ».

Soyez le ministre de la rétroactivité

« Le rêve est devenu réalité ! » s'est exclamé M. Laborde (P.S., Gers). « Un repliement sans précédent », a répliqué M. Fuchs (U.D.F., Haut-Rhin). Car ce projet n'a pas trouvé grâce aux yeux de la droite bien qu'elle n'ait pas voté contre ni même s'abstenir. M. Aubert (R.P.R., Alpes-Maritimes) a estimé que « rien n'est clair, rien n'est chiffré, rien n'est acquis ». Comme M. Madelin, il trouve que le système antérieur, celui de la garantie de ressources, était plus avantageux. Le député d'Ile-et-Vilaine, rappelant que tous les salariés ayant soixante ans n'ont pas cotisé à la Sécurité sociale pendant trente-sept ans et demi, déclare : « Un homme sur cinq, deux femmes sur dix sont exclus du bénéfice de la retraite à soixante ans. Or est le progrès social ? Il a même estimé que ce texte « va créer de nouvelles zones de pauvreté », évoquant tous ceux qui n'auraient pas cotisé assez « et qui se verraient contraints par la pression sociale ou par les conventions collectives » de partir en retraite à soixante ans. Mais il n'a pu obtenir que la loi précise que les accords sociaux ne pour-

raient imposer une cessation du travail à cet âge. M. Bérégovoy et l'Assemblée se satisfaisant de l'engagement pris en ce sens par les partenaires sociaux.

La droite n'a donc pas été convaincue par les arguments du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, qui a rappelé que la préretraite « n'était pas garantie », que « tout le monde ne pouvait y prétendre » et que « son financement était devenu fort aléatoire ». Comme la majorité, il a vu dans ce texte la réponse « à l'une des plus vieilles revendications ouvrières ». Mais les députés du P.S., du M.R.G. et du P.C. ne s'en satisfont pas totalement. M. Legrand (P.C., Pas-de-Calais) a demandé que ceux qui sont partis en retraite avant le 1^{er} avril 1983 bénéficient des mêmes avantages que ceux qui partiront maintenant.

Soyez, a-t-il dit à M. Bérégovoy, le ministre de la rétroactivité des lois sociales. « Celui-ci n'a pu que lui répondre : « Le budget social de cette année ne permet pas de faire plus que ce qui a été décidé. » M^{me} Provost (P.S., Calvados) a plaidé la cause des femmes qui « ne comptabilisent pas, pour la plupart, les cent cinquante trimestres de cotisations nécessaires ». Et M. Bonpex (P.S., Ariège) celle des artisans, commerçants et exploitants agricoles, « travailleurs déjà défavorisés ». Le ministre des affaires sociales a simplement répondu à M. Moutonnet (app. P.C., Gers) que la situation des DOM-TOM, où le régime de retraite n'a été institué qu'en 1948 - donc il y a moins de trente-sept ans - sera étudiée.

La critique la plus fondamentale du projet est parvenue venue de M. Laborde, qui a demandé : « Est-il assuré que la meilleure façon de répartir le temps de travail et le temps de repos réside dans l'abaissement de l'âge de la retraite ? N'est-il pas préférable de favoriser une répartition plus souple des activités professionnelles ? ». Il réajuste la leçon des orateurs de l'opposition, qui ont demandé la mise en place d'une retraite progressive. C'était un tout autre choix, dont M. Bérégovoy a dû convenir qu'il n'était pas conforme à l'esprit de l'ordonnance, ni à celui des discussions entre les partenaires sociaux.

L'Assemblée nationale a aussi adopté, le mardi 12 avril - l'opposition s'abstenant, les groupes socialiste et communiste votant pour - un projet de loi ratifiant l'ordonnance du 30 janvier 1982 sur les contrats de solidarité des collectivités locales en étendant la possibilité de cessation anticipée d'activité pour leurs salariés. Les modalités retenues par l'ordonnance n'ayant pas permis d'atteindre les objectifs escomptés. Six mille emplois ont été créés par ce mécanisme, a expliqué M^{me} Jaquaint (P.C., Seine-Saint-Denis), rapporteur de la commission des affaires sociales, alors que la création de quinze mille emplois avait été espérée.

THIERRY BRÉHER

M. MITTERRAND RENONCE AUX VOYAGES OFFICIELS A L'ÉTRANGER

M^{me} Danielle Mitterrand a décidé de ne plus accompagner le président de la République dans ses déplacements à l'étranger par « solidarité avec les Français » soumis à des restrictions dans leurs voyages hors de France, a annoncé M. Michel Vanzelle, porte-parole de l'Elysée.

L'épouse du chef de l'Etat, a précisé M. Vanzelle, entend ainsi souligner que, « par esprit de civisme et dans la mesure où ses visites personnelles peuvent avoir un caractère privé, elle souhaite manifester sa solidarité avec les autres citoyens français ».

En outre, il a été décidé, dans le même esprit, de limiter le nombre des personnes accompagnant le président de la République au cours de ses voyages officiels, notamment le nombre de ses invités personnels. C'est ainsi que, pour le prochain voyage en Chine de M. Mitterrand, prévu au mois de mai, seuls deux sinologues figureront parmi ces invités.

M. Edgar Faure (U.D.F., rad.), sénateur du Doubs, a été réélu, lundi 11 avril, à Besançon, président au conseil régional de Franche-Comté, par 19 voix contre 17 à M. Raymond Forni (P.S.), député du Territoire de Belfort, lui-même ancien président du conseil régional.

Les députés examinent un texte réglementant les sociétés de gardiennage

L'Assemblée nationale devait débattre, mercredi 13 avril, d'une proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds. Présentée au nom de la commission des lois par M. François Massot, député (app. P.S.) des Alpes-de-Haute-Provence, elle est en fait le regroupement de trois propositions de loi déposées par M^{me} Nicole de Hautecloque, député R.P.R. (Paris), M. Georges Sarre, député P.S. (Paris) et M. André Lajoinie, député P.C. (Allier) cherchant, à des degrés divers, à « moraliser la profession ».

L'activité de ces sociétés n'est actuellement soumise à aucune réglementation : « Aucune condition n'est mise à leur création et aucun contrôle n'est exercé, ni sur leur activité ni sur leur personnel », précise M. Massot. De plus, il suffit d'un agrément préfectoral pour que les gardiens soient autorisés à porter une arme dans l'exercice de leurs fonctions.

Des « bergers » au-dessus de tout soupçon

Du gardiennage comme solution de repli. Les Renseignements généraux en sont convaincus : le vide juridique qui facilite la prolifération des sociétés de protection et de surveillance fait de ce secteur professionnel - ainsi que du travail intérieur - l'un des lieux de prédilection de l'extrême droite. Invités, depuis mai 1981, à s'intéresser mieux que sous la gestion précédente aux « factieux » et autres violents potentiels de cette famille politique, c'est leur conclusion essentielle, développée dans une synthèse récente : aux côtés de sociétés « saines » ou parfois à l'intérieur de celles-ci, sous forme de couverture ou de prétexte, vivraient ainsi tout un petit monde de rescapés de l'O.A.S., de barbouzes diverses, de policiers activistes en retraite, d'anciens militants de l'extrême droite étudiants et d'adhérents de l'« Service d'action civique » (SAC).

Le SAC, dont la dissolution en juillet 1982 n'a pas empêché les policiers activistes à tout ce qui manifestait une « volonté de servir » ou parfois à l'intérieur de celle-ci, sous forme de couverture ou de prétexte, vivraient ainsi tout un petit monde de rescapés de l'O.A.S., de barbouzes diverses, de policiers activistes en retraite, d'anciens militants de l'extrême droite étudiants et d'adhérents de l'« Service d'action civique » (SAC).

Le SAC, dont la dissolution en juillet 1982 n'a pas empêché les policiers activistes à tout ce qui manifestait une « volonté de servir » ou parfois à l'intérieur de celle-ci, sous forme de couverture ou de prétexte, vivraient ainsi tout un petit monde de rescapés de l'O.A.S., de barbouzes diverses, de policiers activistes en retraite, d'anciens militants de l'extrême droite étudiants et d'adhérents de l'« Service d'action civique » (SAC).

Qu'en est-il ? Des noms, des sigles, des adresses, circulent avec cette valeur restreinte de renseignements policiers sans poids judiciaire. Dans le lot, la société parisienne Les Bergers. Présentée comme un lieu de regroupement d'anciens membres du SAC, elle existe depuis 1973 et a souvent changé d'adresse, précise un inspecteur. Ses membres font dans la lutte contre la « subversion » sous toutes ses formes, ne dédaignent pas le coup de main avec la C.S.L. - ex-C.F.T. - et sont souvent des policiers à la retraite. Une réorganisation du SAC ? Non loin de la porte de Saint-Ouen, le long du boulevard périphérique, dans ses immenses locaux rachetés à une célèbre société de matelas, M. Claude Guedj n'est pas avare d'explications. Le voici surpris : tout n'est-il pas limpide ? Certes, la société anonyme CRIT (Centre de recherches industrielles et techniques), qu'il a créée en 1962 et dont il est P.D.G., comporte une société de gardiennage - Les Bergers - mais à côté de tant d'autres activités ! Un groupe de dix-huit sociétés, employant trois mille cinq cents personnes, avec 8 millions de francs de chiffre d'affaires annuel, allant de l'interim - CRIT-Interim, un tiers du chiffre d'affaires - à la planche à voile - un modèle champion du monde en 1982 - en passant par le négoce d'outillage, les boutiques de sports, les groupes scéniques et la publicité et la production de films - la Question, Salsa pour Goldman - plutôt à gauche en somme. Bref, pas de quoi placer le SAC dans ce tourbillon industriel.

Vilaine rumeur policière donc. Seul que, si M. Guedj, P.D.G. de CRIT-S.A. est aussi président de la société Les Bergers, le responsable quotidien de la bonne marche de celle-ci est M. Jack Dauphin.

Outre cette moralisation d'un secteur évalué à six cent cinquante entreprises, employant cinquante-cinq mille à soixante mille personnes, la proposition de loi a pour « premier objectif d'interdire les activités antérieures ou antisyndicales qui constituent une extension inadmissible des activités des entreprises de gardiennage et de surveillance ». L'intervention suscitée, à Isigny-sur-Mer (Calvados), en février 1982, des vigiles de la société Normandine dans un conflit du travail n'a pas été sans laisser de traces.

Les vingt et un articles de la proposition comportent notamment : des conditions précises, de moralité et d'honorabilité, pour les dirigeants et les employés ; la délivrance des autorisations administratives préalable par la préfecture ; des restrictions, complètes ultérieurement par décret, sur la délivrance des ports d'armes. Pour se mettre en conformité, un délai d'un an serait laissé aux sociétés et de six mois aux personnels.

Et, que l'on sache, avoir appartenu au SAC ne constitue pas un motif de licenciement plaidable aux prud'hommes !

Car M. Dauphin s'est tout de même confié à son P.D.G. : « En mai-juin dernier », précise M. Guedj, lui disant alors avoir été au SAC et avoir, pour ce fait, « des ennemis ». Réponse : « Si vous avez été condamné, je ne vous garde pas. Pour le reste, vous êtes là pour votre travail, seulement pour cela. » Quant à M. Dauphin, souriant et moins disert que son patron, il nous renvoie plaisamment aux deux tomes du rapport parlementaire. M. Guedj n'a pas l'air très au courant : « Ah ! bon. On y parle de vous ? C'est vrai que vous étiez un big boss là-dessus ? »

M. Guedj se veut généreux, en tout cas peu soupçonneux. M. Dauphin ? Il l'a recruté - il y a quatre ans, par petites annonces, pas par relations. Je n'ai jamais cherché à savoir d'où il venait. Il est dévoué, je n'ai rien à lui reprocher. La société Les Bergers, avec ses cent cinquante gardiens, tourne bien, travaille pour de grosses entreprises - Dassault, Chausson, - est agréée défense nationale, n'a fait l'objet d'aucune plainte, d'aucune condamnation et, jure-t-il, « n'est jamais intervenue dans un conflit du travail ». De plus, ajoute-t-il, le port d'armes y est exclu. Alors quoi ? N'y a-t-il pas de communistes parmi le personnel de la société ?

EDWY PLENEL

(1) Le rapporteur était M. Louis Odry, député (P.C.) de Seine-Saint-Denis. Les députés des groupes R.P.R. et U.D.F. avaient refusé le rapport final, dénonçant une « enquête illégale ».


Le calendrier des travaux

La conférence des présidents de l'Assemblée nationale, réunie le mardi 12 avril, a établi l'ordre du jour des séances de l'Assemblée jusqu'au 26 avril. Les députés débattent :

- Le mercredi 13 avril, après les questions au gouvernement, de divers accords internationaux, de la modification de la liste des emplois réservés aux invalides et victimes de guerre, et, en soirée, de la réglementation des activités privées de surveillance ;
- Le jeudi 14, de la réglementation de la pêche maritime, et de la protection de la sécurité des consommateurs ;
- Le mardi 19, notamment en deuxième lecture, de l'abrogation de la loi dite « sécurité et liberté », et de l'application d'une directive européenne sur le maintien des droits des salariés en cas de transfert d'entreprises ;
- Le mercredi 20, de la réforme des enquêtes d'utilité publique ;
- Le jeudi 21, de la réforme des caisses d'épargne ;
- Le jeudi 25, de la réforme des marchés à terme des entreprises ;
- Le mardi 26, de la démocratisation du secteur public.

l'essentiel de l'informatique traduit pour les décisionnaires
DATAFRANCE
LA REVUE DES GRANDS CHOIX INFORMATIQUES
Spécialiser sur demande DATAFRANCE, tel : 348.52.06 poste 145

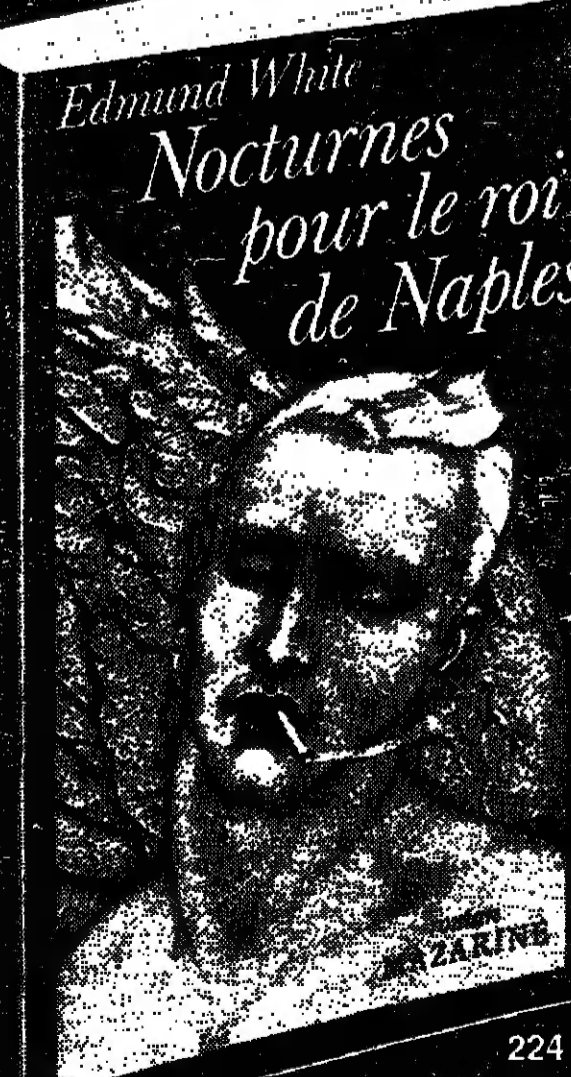
avril !
un mois étonnant chez NEUBAUER pour tout achat d'une
● TOU PEUGEOT ● TALBOT SOLARA
● TALBOT HORIZON ● TALBOT SAMBA



Le meilleur prix - le meilleur service
NEUBAUER
M. JOËL 821.60.21

LE TEMPS RETROUVE

Edmund White
Nocturnes pour le roi de Naples



Mazarine
224 p. 65F

Le gouvernement donne des apaisements

(Suite de la première page.)

En outre, la loi devrait s'accompagner de textes de nature réglementaire auxquels les médecins n'attachent pas moins d'importance puisqu'ils devront régir, en particulier, le statut des médecins hospitaliers. Ce statut est d'une double nature : il concerne d'une part le sort des médecins des C.H.U., qui devront être discutés en collaboration avec l'Association nationale d'entraide pour les médecins des hôpitaux généraux, qui relève de la seule administration de la santé publique. Les discussions sur ce double statut sont donc ouvertes avec l'ensemble des partenaires : les textes ne verront pas le jour avant l'automne, ce qui devrait contribuer grandement à l'apaisement du conflit.

En outre, le secrétariat d'Etat à la santé s'est engagé à ouvrir au recrutement un certain nombre de postes dont les titulaires devaient partir à la retraite, et à en ouvrir d'autres, ex nihilo. Il s'agit, dans les C.H.U., de 70 postes de maîtres de conférences agrégés et de 115 postes de moniteurs (de rang A), mais des postes universitaires. Dans les hôpitaux généraux, 450 postes de chefs de service et 45 postes de moniteurs agrégés seront ouverts ; on crée, ainsi que 900 postes d'adjuvants. Sont promis, en outre, 100 postes de chefs de service dans les établissements psychiatriques (et 800 postes d'adjuvants). En outre, 45 postes de chefs de travaux (c'est-à-dire l'équivalent des chefs de clinique dans les disciplines biologiques) seront créés. Des réunions auront lieu dans les régions pour décider de l'affectation de ces postes.

D'autre part, le gouvernement souhaite répondre favorablement à de très anciennes revendications des internes, dont le statut fait lui aussi l'objet d'une négociation. Il s'engage en particulier à améliorer nettement le paiement des « gardes » à l'hôpital et d'étendre leur couverture sociale, notamment pour les maladies contractées au cours de leur service. Enfin, il semble acquis que le clinicien dans sa forme actuelle (c'est-à-dire quatre années de formation consécutives à l'Internat) serait maintenu pour les internes nommés au concours de 1983. Au-delà, une formule qui permettrait de leur garantir deux ans de formation

DÉFENSE

LA FRANCE REPORTE A 1984 SA PARTICIPATION A L'EXERCICE « RED FLAG » AUX ETATS-UNIS

L'armée de l'air française ne participera pas, cette année, à l'exercice « Red Flag » (Drapeau rouge) d'entraînement au combat aérien en vraie grandeur qui a lieu sur la base américaine de Nellis (Nevada). Des informations de source américaine ont fait état de l'annulation de la participation française, pour des raisons de restrictions financières. En réalité, selon l'état-major de l'armée de l'air française, la participation d'avions Jaguar de la force aérienne tactique (Fatac) à cet exercice « Red Flag », en 1983, est reportée à janvier 1984.

On avance, à l'état-major de l'armée de l'air française, l'argument d'un report de cet exercice, d'août 1983 (date initialement prévue) à janvier 1984, en raison d'engagements antérieurs de la Fatac. En 1981 et en 1982, des Jaguar, spécialisés dans des missions tactiques et de pénétration à basse altitude, avaient participé à « Red Flag », à Nellis, après une traversée de l'Atlantique avec ravitaillement en vol.

« Red Flag » est un exercice très important, qui permet des simulations de missions offensives au-dessus d'un territoire ennemi. A Nellis, en plein désert du Nevada, a été reconstitué un complexe soviétique de défense aérienne à base de canons, de missiles anti-aériens et de moyens de guerre électronique obtenus au Vietnam ou au Proche-Orient. Des avions de combat F-3 ont été transformés pour simuler des avions Mig-21, qui sont chargés de représenter la menace air-air adverse.

Outre les pilotes américains, des pilotes européens, notamment britanniques, ouest-allemands et français, s'entraînent à Nellis dans des conditions jugées « réalistes » et opérationnelles par les experts.

LES DÉPUTÉS SOCIALISTES NE JUGENT PAS « SATISFAISANT » LE PROJET DE RÉFORME DU CODE DU SERVICE MILITAIRE

« Le projet de réforme du code du service national », approuvé par le conseil des ministres du 6 avril (le Monde du 8 avril), « n'est pas très satisfaisant tel qu'il est », pour les députés socialistes. C'est ce qu'a expliqué M. Claude Estier, député P.S. de Paris et porte-parole du groupe à l'Assemblée nationale, à l'issue d'une réunion, mardi 12 avril, des députés socialistes au Palais-Bourbon.

Constatant que le projet de gouvernement porte notamment sur la possibilité d'une prolongation, jusqu'à vingt-quatre mois, de la durée du service militaire d'appelés volontaires, M. Estier a rappelé que les députés socialistes « restent très attachés à une réduction de la durée du service militaire à six mois ». « Si s'avère difficile, pour des raisons économiques, de réduire le service à six mois, a encore précisé le porte-parole du groupe, il est souhaitable, dans un premier temps, qu'il passe au moins à neuf mois. »

Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale souhaite ouvrir un débat en son sein et entendre, à la fin du mois, le ministre de la défense, M. Charles Hernu.

De son côté, le quotidien du P.C.F., l'Humanité du 13 avril, s'interroge sur « l'avenir du service militaire » en estimant que le projet de loi de programmation militaire 1984-1988, qui devrait être discuté la semaine prochaine en conseil des ministres, apportera des réponses sur « la physionomie du service militaire », compte tenu de la différenciation envisagée de sa durée selon les cas.

Revenant sur la création d'un service militaire « à la carte » ou sur mesure (le Monde du 3 mars), le chroniqueur militaire de l'Humanité, Jean-Pierre Kervy, redoute « un affaiblissement durable de la composante populaire de la défense française », dans la mesure où la réforme « risque d'accroître des tendances anciennes à la professionnalisation d'un corps de bataille relativement faible en effectifs et secondé par une armée de suppléants appelés, selon une doctrine très en vogue dans les états-majors de l'alliance atlantique ».

Une perte financière considérable pour les établissements publics

Le mouvement de grève des internes et chefs de clinique dans les centres hospitalo-universitaires se répercute chaque jour davantage sur le fonctionnement des établissements — et, notamment, sur leur situation financière. Aussi, des protestations commencent-elles à s'élever dans les milieux des gestionnaires hospitaliers, qui s'inquiètent des conséquences à long terme d'une éventuelle prolongation de la grève.

Dans un certain nombre de services en effet, les pertes enregistrées, du fait de la baisse du nombre des admissions, sont déjà considérables. Ainsi, à l'Assistance publique de Paris, la chute de l'activité s'est avérée, au cours du premier semestre de l'année, quelque 20 % dans les services de chirurgie, par rapport à la même période de 1982. Cette baisse a été de 10 % environ dans les services de médecine. Compte tenu de la durée du mouvement, un nombre croissant d'interventions chirurgicales ont dû être reportées. La

transfert de malades vers le secteur privé lui aussi augmente. D'une manière plus générale, M. Philippe Cadène, délégué général de la Fédération hospitalière de France, estime que la réduction du taux d'activité des services, qu'il était possible de chiffrer au début du mouvement à quelque 10 %, atteindrait dans certains cas 35 à 45 %.

Aussi, estime M. Cadène, la perte financière enregistrée par les hôpitaux publics est-elle d'ores et déjà considérable. Compte tenu du fait que 70 % des charges des hôpitaux sont des charges fixes (salaires du personnel pour l'essentiel) et indépendantes du taux d'occupation des services, 20 à 25 % du budget journalier des hôpitaux ne sont plus couverts par des recettes correspondantes.

D'autre part, souligne M. Cadène, ce mouvement commence à porter un préjudice grave à la réputation de l'hôpital public, et comporte un

risque majeur d'atteinte à la qualité des soins et à la sécurité des malades.

De son côté, M. Gérard Vincent, directeur de l'Hôtel-Dieu de Paris et président du Syndicat national des cadres hospitaliers, vient d'adresser à M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, une lettre dans laquelle il souligne l'inquiétude des cadres hospitaliers et écrit notamment : « Il est clair que les soins médicaux ne sont plus assurés de manière satisfaisante et que la qualité du service public hospitalier se dégrade de jour en jour. De plus, les établissements concernés connaîtront, si le mouvement de grève se prolonge, de graves difficultés financières (...). Les déficits importants qui en découleront auront des conséquences graves sur la trésorerie des hôpitaux concernés. Il conviendrait donc de prévoir, dès maintenant, un ajustement budgétaire en cours d'année, par révision éventuelle des prix de journée ».

Les ressources financières des hôpitaux reposent, en effet, sur la perception des prix de journée versés par la Sécurité sociale. Dans la mesure où de nombreux malades sont transférés vers le secteur privé conventionné, les prix de journée liés au traitement de ces malades seront perçus par le secteur privé. Les ressources de l'hospitalisation publique redoutent enfin qu'une partie non négligeable de cette clientèle ne se détourne, à l'avenir, de l'hôpital public.

Quoi qu'il en soit, tous soulignent que le mouvement de grève ne s'est accompagné d'aucun incident significatif et que la prise en charge des cas urgents et des malades hospitalisés s'est effectuée sans heurts majeurs.

Conscients de leurs responsabilités et de l'extrême sensibilité de l'opinion sur ce sujet, les grévistes ont, en effet, apporté le plus grand soin à éviter tout dérapage.

● LYON : les « malades perdus » reviendront-ils ?

De notre correspondant régional

Lyon. — Heureusement il y a les banderoles, très en vue sur les murs des établissements hospitaliers publics de la ville, les traces affichées de la grève des internes et chefs de clinique. Sans ces symboles extérieurs, la grève des internes et des chefs de clinique ne serait pas perceptible pour un visiteur non initié. Tout juste remarquerait-on une activité ralentie, comparable à celle des dimanches et des jours de fête, notamment dans les services dits de « médecine lente ».

Les malades ne protestent pas. Le registre des réclamations à l'hôpital Edouard-Herriot — mille six cents lettres — recense toujours les mêmes plaintes : voisinage difficile, qualité des repas ou mauvais fonctionnement du téléphone. M. Rochaix, directeur, assure qu'il n'a pas reçu « une seule plainte » à propos de la grève des médecins. « Je suis, au courant, les internes m'en ont parlé mais je n'ai vraiment pas à me plaindre de la qualité des soins. On ne se sent ni abandonné ni délaissé », témoigne un blessé de la route en traitement secondaire dans un service de médecine générale.

Même appréciation de la part du personnel administratif ou soignant : « Pas de problème avec les personnes admises ». Au contraire, une infirmière semble presque regretter une activité plutôt ralentie (douze à quinze lits seulement occupés dans son service d'orthopédie qui en compte vingt et un) : « On finit par prendre de mauvaises habitudes ». Une autre formule résume les difficultés : « Il n'y a pas de problème. Ni à l'entrée de l'hôpital ni même à la « porte ». C'est avant la porte que se trouvent les blocs ».

De lourdes conséquences

« Avant la porte », c'est le malade atteint d'une affection bénigne qui voit ses rendez-vous repoussés de semaine en semaine ou les parents d'un enfant qui arrivent, rendez-vous pris à l'hôpital Debrousse et qui voient l'admission du jeune malade refusée in extremis. C'est dans ces circonstances que les plaintes sont les plus vives.

Mais si les réclamations, notamment téléphoniques, sont nombreuses, elles sont dirigées, sur le personnel administratif et restent dans l'ensemble courtoises, parées, estime un interne gréviste, « les gens ont bien compris notre problème ».

Pour les familles, c'est un peu plus délicat : faute d'interlocuteur médical privilégié — l'interne, elles doivent adresser leurs demandes d'information aux infirmières : celles-ci doivent obtenir des rendez-vous avec des « patrons » par ailleurs débordés, puis, en plus des interventions chirurgicales, ils assurent, le plus souvent seuls, les visites des malades. Sans compter certaines gardes effectuées par des

chefs de service, en majorité favorables au mouvement de grève de leurs subordonnés.

En résumé, pour les malades, le mouvement laisse d'autant moins de traces désagréables que, comme l'explique une porte-parole des internes lyonnais, « la tactique n'est pas de laisser traîner les malades dans les lits ».

Les patients refusés vont-ils vers les établissements privés ? Aucune donnée statistique ne permet de mesurer l'ampleur du phénomène, qui s'est conjugué avec les vacances pascales. Pourtant, il apparaît que le transfert du secteur public vers le privé n'est pas général dans la région lyonnaise. Le directeur de la clinique Jeanne-d'Arc, proche de l'hôpital Edouard-Herriot, estime que son établissement n'a pas été nettement touché par un afflux exceptionnel de clientèle. « Mais il est vrai, ajoute-t-il, que nous sommes presque toujours complets. » En fait, le plus souvent les malades non admis pour cause de grève ont, pour la plupart, choisi de différer leur entrée. La petite berne attend, l'attente du genou aussi, à moins que la douleur, « qui peut être aussi une urgence », précède les grévistes, ne précipite une intervention.

Mais la grève est-elle sans dommage pour l'ensemble de l'hôpital ? Certes, non. En termes financiers, c'est bien un déficit inquiétant qui se creuse jour après jour. Le directeur de l'hôpital Edouard-Herriot a fait ses comptes : « Déjà quatre mille cinq cents journées perdues, soit environ 9 millions de francs de recettes non réalisées ». M. Maurice Rochaix, directeur général des hôpitaux de Lyon (H.C.L.) estime à 8 millions et demi de francs les recettes perdues pendant la seule dernière semaine sur tous les établissements lyonnais et à 15/20 % la baisse de fréquentation.

Au sein d'une institution — les H.C.L. — qui est depuis deux ans au moins sous surveillance financière très stricte et où, assure M. Rochaix, « on ne peut plus espérer des économies de fonctionnement très significatives », la situation créée par la grève pose, à terme, un problème financier qui pourrait toucher soit le personnel, soit les nombreux fournisseurs des hôpitaux aujourd'hui régulièrement payés à six mois, et dont l'équilibre dépend de leur gros client, les hôpitaux.

Pour éviter ces deux scénarii qui inquiètent fort les syndicats, notamment la C.G.T., la direction des H.C.L. proposera deux solutions, en compagnie des autres directions d'établissements. Jeudi matin, à M. Edouard Herriot, secrétaire d'Etat chargé de la santé : le relèvement des prix de journée ou un emprunt exceptionnel pris en charge par la Sécurité sociale. En espérant que le retour des « malades différés » entraînera un surplus d'activité dès la fin du conflit et permettra un réajustement financier.

CLAUDE RÉGENT.

● NANCY : les « malgré nous »

De notre correspondant

Nancy. — A un jet de pierre de la faculté de médecine où les étudiants commencent leur huitième semaine de grève, le C.H.U. de Nancy-Brabois est installé dans sa léthargie tranquille d'hôpital touché par la grève des internes et des chefs de clinique. A la réception, on enregistre toujours les entrées. Ce n'est qu'au secrétariat des différents services que les patients sauront s'ils sont acceptés ou non en consultation.

Seul, entre deux ascenseurs qui mènent à l'un des quatre niveaux de cet hôpital d'une capacité de 1 250 lits, un affichage signale que les internes et les chefs de clinique sont en grève : « Nous regrettons d'être conduits à cette décision extrême par l'incohérence de nos interlocuteurs, qui portent l'entière responsabilité de ce conflit », écrit le petit tract qui date du début du mouvement national.

Les manifestations des étudiants en grève

COURSE-POURSUITE AUX ABORDS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Plusieurs centaines d'étudiants en médecine en grève ont manifesté, mardi 12 avril dans l'après-midi, à Paris. A l'exception d'un « sit-in » d'environ quinze minutes devant l'Assemblée nationale, cette manifestation a consisté en un parcours rapide et parfois en une course-poursuite avec les forces de police, boulevard Saint-Germain, rue de St-Yves, boulevard des Invalides et rue de Grenelle.

Cette manifestation imprévue avait pour objet d'appuyer une demande d'entrevue avec M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. Diverses actions spectaculaires ont encore eu lieu à Marseille, à Montpellier et à Strasbourg.

A propos de la longue grève des étudiants en médecine, M. Denis Dubieu, président de l'UNEF (proche des communistes), estime qu'« on en est arrivé à une impasse totale ». Ce qui était, selon lui, une « demande d'explications et de précisions » à l'origine, est devenu un véritable rejet de la loi. Estimant que la grève s'est toutefois politisée, M. Dubieu estime qu'il ne faut pas la prolonger, mais reprendre les discussions et trouver les arrangements qui répondent aux exigences des étudiants.

L'UNEF indépendante et démocratique (animée par des trotskistes et des socialistes) regrette que les discussions récentes n'aient pas abouti et affirme, elle aussi, sa volonté de négocier.

Une grève nationale sage, raisonnée, suivie à plus de 70 % par les internes et les chefs de clinique, qui assurait eux-mêmes jusqu'à lundi 11 avril l'organisation de leur service minimum. « Oui, j'ai lu qu'on annonçait que les urgences ne seraient plus assurées à Nancy à partir de lundi et j'ai eu peur. J'ai aussitôt téléphoné », explique une vieille dame qui s'apprête à appuyer sur le bouton de l'ascenseur qui doit la conduire au dixième étage. Plusieurs dizaines de malades, voire des bien-portants, ont en effet le réflexe de téléphoner aux hôpitaux de la région en lien avec l'urgence d'un jour quotidien un titre lapidaire : « Plus d'urgences au C.H.U. de Nancy dès lundi ! ». « Nous avons même eu un appel téléphonique du conseil national de l'ordre des médecins qui nous demandait des explications », commente le docteur Jean-Claude Lebori, président du Syndicat des chefs de clinique et des assistants du C.H.U. de Nancy.

« En effet, par une erreur d'interprétation, nous avons été propulsés, ajoute-t-il, malgré nous, au premier plan des grèves actuellement en cours en annonçant que nous enverrions, ce lundi, en grève totale. Une formule qui est appliquée depuis plusieurs jours, sinon depuis le début du mouvement, à Toulouse, Marseille, Lyon ou Saint-Etienne. Cela ne signifie nullement que les urgences et la continuité des soins ne sont plus assurées. Elles sont toujours assurées par les professeurs, les médecins hospitaliers non universitaires et les médecins attachés au C.H.U. En outre, nous assurons nous-mêmes un service minimum chaque fois que la direction générale nous envoie une mise en demeure de le faire. »

Toutefois, les « malgré-nous » de Nancy ne sont pas mécontents, à la veille de négociations importantes, d'avoir indirectement, par médias interposés, proposé l'inconcevable de refus d'assurer les urgences. « Un de nos buts est de vider actuellement au maximum les hôpitaux, mais pas au risque de l'irréparable, conclut le docteur Lebori. Il existe d'ailleurs des mouvements bien plus durs que le nôtre dans le sud de la France. »

Il est vrai que, ces premiers jours de « grève totale », le taux de remplissage des lits à Nancy reste encore de 45 %, alors que habituellement il voisine entre 70 % et 80 %. Une baisse qui ne va pas toutefois sans exaspérer de certains malades dont les opérations chirurgicales sont urgentes et les consultations sont remises souvent à deux mois. « D'ici là, nous espérons y voir plus clair », conclut un assistant.

JEAN-LOUIS BEMER.

FAITS ET JUGEMENTS

● La Ligue des droits de l'homme et l'affaire Barbie. — M^{rs} Henri Noguerès et Pierre Joffa, avocats parisiens de la Ligue des droits de l'homme, se sont rendus à Lyon mercredi 13 avril où ils ont déposé entre les mains de M. Christian Riss, juge d'instruction, la constitution de partie civile dans l'affaire Klaus Barbie de cette association fondée en 1898, c'est-à-dire plus de cinq ans avant les faits reprochés à Barbie, condition exigée en l'état des textes par l'article 2-4 du code de procédure pénale (le Monde du 24 mars).

● Interpellation de l'ancien champion de boxe Gilbert Cohen. — Des policiers de la brigade de répression du banditisme ont appréhendé, lundi 12 avril dans l'après-midi, trois hommes surpris en flagrant délit de cambriolage dans un appartement de la rue Lacépède, à Paris (5).

Parmi les malfaiteurs se trouvait Gilbert Cohen, trente-cinq ans, originaire de Tunisie, qui fut champion d'Europe dans la catégorie des super-welters en 1978, et devait perdre son titre l'année suivante au profit du Yougoslave Marijan Benes.

● L'auteur de coups de feu contre des établissements soviétiques de Marseille a été inculpé. — M. Witold Bialoboki (en son Bialo Boki, comme nous l'avions nommé par erreur), un ressortissant polonais âgé de vingt-deux ans, appréhendé le 10 avril après avoir été surpris en train de tirer contre l'agence de la compagnie aérienne soviétique Aeroflot à Marseille (le Monde du 12 avril), a reconnu être également l'auteur des coups de feu tirés la veille contre le consulat général d'U.R.S.S. inculpé, lundi 11 avril, de « détérioration d'immeubles », M. Bialoboki a été écroué.

● Les obsèques du prince Thibault d'Orléans, victime d'une crise cardiaque en République Centrafricaine (le Monde du 25 mars), ont été célébrées, mardi 12 avril, à la chapelle royale de Dreux.

Une association des amis du prince Thibault vient de se constituer. Elle a pour objet de « maintenir des liens d'amitié autour de sa mémoire » et « réunir et gérer toute forme d'aide » pour la constitution d'un fonds d'éducation de son fils mineur, Robert. Son siège social est au château de Thoiry, 78770 Thoiry.

l'essentiel de l'informatique
analysé pour les dirigeants
DATAFRANCE
LA REVUE DES GRANDS CHOIX INFORMATIQUES
Spécimen sur demande à DATAFRANCE - tel : 548.52.06 poste 445

LE PROGRAMME DES CADRES DÉCIDEURS.

Sous l'égide de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, le Groupe ESCP propose un programme de « Généraliste ». Siège Gestion-Direction. Il a pour vocation de permettre aux spécialistes opérationnels d'élargir leur domaine de compétence, leur champ d'activité et de développer leur aptitude à la direction des entreprises.

Sur 20 jours de formation, le Siège Gestion-Direction consacre une semaine à un diagnostic d'entreprise, « sur le terrain ».

tege
groupe escp

79, avenue de la République - 75011 Paris - Tél. : 355.39.08.

Votre nom : _____
Votre Société : _____
Adresse : _____
Tél. : _____

Les Maisons familiales rurales sont prêtes à négocier

voyages sans nuage
AIRCOM SETI

JUSTICE

La banqueroute d'une banque tranquille

Le Monde DE L'EDUCATION

Figure 1

DATAFRANCE

(1). Avant de devenir directeur de l'administration pénitentiaire, M. Zahe avait été, comme M^{re} Ezratty, directeur de l'éducation surveillée.

Le Monde DE
L'ÉDUCATION

NUMÉRO D'AVRIL

**Réussir dans la vie :
LA MOBILITÉ SOCIALE**

Une enquête de Michel HEURTEAUX

Tel père, tel fils
Malgré de profonds changements, rien ne bouge
La course au diplôme
Se mettre à son compte ou « trimer pour les autres » ?

•

**INFORMATIQUE ET ÉDUCATION :
LE CHOC DU MARCHÉ PRIVÉ**

**A NOISY-LE-SEC :
LE LYCÉE DE LA DEUXIÈME CHANCE**

**QUE FAIRE AVEC UN DEUG
DE SCIENCES ÉCONOMIQUES ?**

DOSSIER :

**LES EMBUCHES
DES SÉJOURS
LINGUISTIQUES**

Un marché encombré. Cinq précautions. Agréments et patronages abusifs. Une rentabilité difficile à mesurer. Comment trouver un correspondant.

JEUNESSE : Les enfants face à la télévision

PRACTIQUE : Les métiers du cheval

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
Publication mensuelle du *Monde* - En vente partout
Le numéro : 10 F

DATAFRANCE

*la revue
des grands choix
informatiques*

Une nouvelle revue d'informatique apparaît sur le marché. **DATAFRANCE** s'adresse aux dirigeants d'entreprise, pour leur permettre de dégager des éléments de prévision technologiques et économiques.

Dans **DATAFRANCE**, c'est le concept qui prend le pas sur l'exposé technique, ce sont les notions de rentabilité qui précèdent celles d'ampleur ou de provenance des matériels.

DATAFRANCE n'a pas d'équivalent sur le marché, vous devez absolument la lire.

AU SOMMAIRE DU PREMIER NUMERO :

- Cinq ans pour réussir la bureautique dans l'entreprise — L'utilité des progiciels
- L'arrivée de Télécom 1 et les réseaux
- Le garde-fou juridique du contrat
- Les cartes à mémoire — Les prochains personnels d'exploitation
- Pourquoi des mots de 32 bits, etc.

Pour recevoir sans frais DATAFRANCE, retournez votre carte de visite professionnelle à SPS Service Promotion, 49, rue de l'Université 75007 PARIS.

DATAFRANCE paraît le 15 de chaque mois et est vendue uniquement sur abonnement.

ASSOCIATION CULTURELLE POUR LE TOURISME ET LES ÉCHANGES (ACTE International)
13, rue de Grenelle 75007-PARIS
Agrément de Tourisme N° 79.106.

SÉJOURS LINGUISTIQUES : en Grande-Bretagne (en famille ou en résidence) ; aux États-Unis (en famille ou en « Campus » universitaires).

SÉJOURS EN FAMILLE : en Thaïlande, au Japon, en Corée, à Hong-Kong et au Mexique ; étudiants de 18 à 31 ans ; jeunes de 18 à 26 ans.

VACANCES A LA FERME AU QUÉBEC : plus de 18 ans.

VACANCES EN GRÈCE ET EN YOUGOSLAVIE : plus de 18 ans.

TRANSPORTS AÉRIENS A TARIF RÉDUIT : jeunes, étudiants et adultes.

grande et ancienne passion (au point de préférer le lire plutôt que de le voir au théâtre), M^{me} Ezratty figurerait au milieu des caractères ardents et raisonnables bâtis par le poète : Andromaque, parce qu'elle est mère ; Bérénice parce qu'elle est femme ; ou Titus parce qu'elle est chef. Ces caractères qui, au plus fort de leurs tourments et de leurs désirs, savent ce qui doit être rendu à l'Etat, mais, en même temps, ce que l'honneur commande à soi-même.

Ph. B.

LES SYNDICATS SONT CIRCONSPECTS

Les syndicats de l'administration pénitentiaire accueillent avec une certaine circonspection le remplacement de M. Ivan Zelkine par M^{me} Myriam Ezratty à la tête de cette administration. Pour M. Jacques Valette, secrétaire général du Syndicat national des personnels de surveillance (F.O.), « on sait qui on perd, on ne sait pas à qui on va avoir affaire ». Faisant allusion aux difficultés qui attendent M^{me} Ezratty, M. Valette, lui souhaite « beaucoup de chance et de bonheur » et se demande s'il ne s'agit pas d'une « nouvelle M^{me} Thatcher ».

M. Jean-Pierre Martinez, secrétaire général du Syndicat national des personnels pénitentiaires de direction (F.O.), « ne peut cacher son inquiétude à changer de pilote en plein milieu d'une vague de réformes ». « Néanmoins », ajoute M. Martinez, nous accueillons sans aucun, a priori la prise en main par un directeur de l'administration pénitentiaire.

M. Henri Brunovic, secrétaire général de la fédération C.G.T. du ministère de la justice, est plus circonspect encore. « On verra », se borne-t-il à déclarer, ajoutant seulement : « On a déjà fait l'expérience d'un directeur venant de l'éducation surveillée (1) alors... »

(1). Avant de devenir directeur de l'administration pénitentiaire, M. Zelkine avait été directeur de l'éducation surveillée.

MÉMOIRES DE BRONISLAVA NJINSKA 1891-1914

Le rire des princesses

OLIVER MERLIN.

La gloire de mon père

Serge Diaghilev entre dans les souvenirs de Nijinska en 1902, lorsqu'il vient en tête

MARCEL E. MICHELI

★ BRONISLAVA NIJINSKA. MÉMOIRES. AUTOGRAFIE. Editions Ramsay. 111 p., 145 F. — Les *Mémoires* s'arrêtent en 1914, mais le manuscrit original comporte une suite consacrée à l'autographie de Nijinska, qui s'est poursuivie jusqu'à la fin de sa vie.



RENCONTRES AVEC LA MUSIQUE.
10^e SALON INTERNATIONAL DE LA MUSIQUE.


inter

DU 13 AU 17 AVRIL. 11H A 19H. CNIT PARIS LA DEFENSE.

SAINT-LAZARE PASQUIER - 7 PARNASSIENS - GAUMONT HALLES
NATION - GAUMONT CONVENTION - TRICYCLE AMBASSADE

ANDREA FERREOL
MARIA SCHNEIDER
SERGE VALLETTI
CAPUCINE

BALLES



PERDUES

un film de
JEAN-LOUIS COMOLLI

هكذا من الأصل

EXPOSITIONS

« VERS L'ORIENT »

A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Turqueries et turcologie

DANS l'Orient désert, quel monde... se plaignait. Mais, à défaut de l'Occident, il avait au moins l'Orient. Aujourd'hui les temps sont durs : tandis qu'on interdit aux Français d'aller briller leurs excédents de devises sous les cieux de leur choix, et alors que l'Orient-Express remis en usage — au moins jusqu'à Venise — est à nouveau un rêve prohibé, la Bibliothèque nationale vient nous agiter avec une exposition hautement touristique : « Vers l'Orient ». Touristique ? Entendons-nous, elle a sorti de ses tiroirs un bel et riche ensemble de manuscrits, complétés de quelques imprimés, objets et costumes, pour évoquer l'évolution de la connaissance mutuelle de l'Occident et de l'Orient, prenant comme point d'ancrage Constantinople, son incessant va-et-vient commercial, diplomatique, guerrier, scientifique.

L'amorce d'un pendant

A bien des égards, cependant, « Vers l'Orient » est le pendant de « L'Amérique vue par l'Europe », splendide exposition présentée il y a quelques années au Grand Palais. Le pendant, ou l'amorce d'un pendant. Car le thème modestement abordé dans la galerie Mazarine mériterait incontestablement d'être un jour développé au-delà du Bosphore, vers l'Asie et l'Afrique du Nord. Avec une contribution plus large d'autres institutions ou musées nationaux.

Le travail ample, sérieux, subtil, des responsables de cet ensemble (1) n'a pas — on nous permettra de commencer par ce regret, car c'est ce qui frappe au premier lieu — été servi par la présentation, sans doute faite de moyens financiers. Les vitrines sont inadéquates. Il faut parfois s'agenouiller pour tenter d'apercevoir les ouvrages des rayons inférieurs, et en nombre insuffisant, livres et manuscrits s'y trouvent très à l'étroit. Les panneaux explicatifs sont les épreuves de catalogue, pas même agrandies, découpées et collées. L'éclairage est insuffisant ou irrégulier, etc.

Moyennant quoi, si l'on a les reins... »

l'Orient — une passionnante manifestation, susceptible d'intéresser tous ceux qui ne gardent pas les yeux braqués sur l'Hexagone, par nécessité, mais par curiosité culturelle, la première partie, où l'on assiste, dans la curiosité européenne, au peuplement de la Turquie, le plan n'est pas très évident. Mais, du moins qu'il soit évident d'échapper à la chronologie, il faut peu aisé à l'observateur. Les manuscrits, les imprimés, les objets et costumes, d'échanges, sauf à accentuer les péripéties politiques, et finalement à l'Occident, les techniques de leur diffusion, l'image de Constantinople et du Turc qui se déforme, en forme, se précise.

En dépit, on règle générale, le Turc n'a pas bonne et avenante mine. Longitudes, il a part quel que soit le « connaisseur », tel Gilles de Bouvier, qui, en 1402, après la bataille de Nicopolis et la captivité de ses glorieux chevaliers, peut écrire : « Ces gens sont les plus honnêtes de tout les Saracens, et les meilleurs gens de guerre... et les plus forts hommes de toutes les contrées ». Quoi, dans tout ce défilé pas si ennemi puis-je et généreux que ce soit un Turc ?

Général, on cas, le Turc pour les images de l'exotisme trois siècles plus tard. N'est-ce pas flanqué d'un pareil adjectif qu'il faut son dans *Les Indes galantes* de Fuzelier et de Rameau en 1735 ?

Général, plus éloigné de la réalité, si cela se peut, le *Turc de Beaumarchais* du XVIII^e siècle en 1787. Et c'est cet état, généralement souligné, l'exposition par une bagatelle décorative, construite à partir d'un « Turc » de l'Opéra, que nous nous séparons de notre « Turc », si deux ou trois ouvrages dix-neuvième siècle nous ramènent à l'érudition.

Depuis la chute de Constantinople, en effet (1453), nous sommes assignés à la fin de notre Moyen Âge, la fantaisie est doublée, et plutôt précisée, puisqu'elle s'appuie négligemment sur des très anciens travaux. Parmi cent exemples touchant à l'Orient, on ne peut que constater, en particulier, l'exposition de la présence d'Antoine Galland. Il est familier pour avoir donné en France la première et aimable traduction des *Mille et Une Nuits*, mais c'était, on le découvre, le fruit d'un travail de sa langue. Sa labo- rieuse érudition, et, une fois de plus, de son Journal, on le voit vainement s'efforcer d'un premier dictionnaire d'arabe au Collège royal.

Austère, disons-nous pour nous plier à l'image traditionnelle du Turc. En vérité, rien n'est si sévère que la manière présentée de la galerie Mazarine, des peintures qui ornent les manuscrits — orientaux ou occidentaux — à la calligraphie des lettres ou « capitulations » de Suleyman I^{er} le législateur. On comprend, devant ces rouleaux de Soliman devenu « Magnifique », l'Europe. Elle est loin derrière, les échos et proclamations de ses conquêtes les plus laires.

FREDÉRIC EDELMANN.

(1) Annie Berthier, la collaboration de Francis Richard et le concours de François Karro, conservateurs à la Bibliothèque nationale.

Au vingtième siècle la voie étroite

L'ORIENTALISME est son essor est l'un des succès de l'exposition « Vers l'Orient », à la Bibliothèque nationale. Les voyages, aux époques évoquées, même les plus honorables, scientifiques, n'étaient pas si tout comme on est. Le vingtième siècle a apporté la vitesse, supprimé certains risques, mais réinventé, dans sa seconde moitié, une étonnante malheureuse des frontières, dont sont victimes, parmi d'autres, les scientifiques. L'Iran est un cas type, illustré pour les chercheurs français.

On sait aussi le dimanche qu'il faut trouver un poète d'obtenir une bourse ou des subventions. On sait moins la situation délicate dans laquelle se trouvent nombre de revues spécialisées. Indispensables à la recherche pour les sciences exactes, peu d'entre elles parviennent aujourd'hui à survivre économiquement, ou à survivre tout court. Turquie, la revue des études turques, bénéficie du soutien de l'université de Strasbourg, et la *Revue des études islamiques* n'a pas trop de mal à obtenir des subventions consistantes. En revanche, *Studia Ira-*

nica rencontre les plus grandes difficultés pour assurer sa publication, malgré un soutien du C.N.R.S., un autre modeste de la Société française des études iraniennes, et un enfin, symbolique, de la Société française des pétroliers. Si l'on compare l'Iran, l'archéologie et l'Iran en Angleterre, et l'Iran Amique, revue belge sur l'Iran préislamique, *Studia Iranica* est la seule publication à consacrer l'ensemble des questions de l'Iranologie. Elle ne peut, faute de moyens, être diffusée en librairie et la diffusion n'est assurée que par le libraire et éditeur hollandais Brill (1).

Le onzième fascicule de ce périodique en principe bimensuel — mais double pour cette fois — a été dédié à Raoul Curjel. Car si la France n'a pas les moyens de soutenir sérieusement ses publications les plus érudites, elle a personnellement assuré la survie de la personnalité pour maintenir au meilleur niveau sa réputation scientifique. — F. E.

(1) *Iranica*, 11. Diffusion : E.-J. Brill, Oude Rijn 33-35, Leiden (Hollande). Prix du volume : 250 francs.

A LA VILLA MÉDICIS

Une leçon du printemps romain sur les secrets de la mode

I l'y a un an mourait à Rome un des personnages les plus originaux, les plus attachants de l'Italie : le professeur Mario Prati. Un grand amour des excentriques, un culte déclaré de l'art néo-classique, des propos volontiers sarcastiques et la publication d'un livre étonnant, *La Caracalla Morte e il Divo* (1980), sur les obsessions et les perversités du siècle dernier, lui ont valu auprès des Romains la réputation à la fois fâcheuse et flatteuse d'exercer le « mauvais œil ». Devenu, au Palais Primoli directeur du musée Napoléon, on l'y trouvait parmi les meubles polis, les miniatures, les objets rares, les tableaux et même les chestnons dont l'Empire a vu partout la création. Au lendemain de sa mort, ce merveilleux musée privé fut cambriolé. La malice romaine y vit une fatalité et la fin de la jettatura.

Les initiatives italiennes vont certainement s'inspirer de plus en plus de l'esprit de ce grand chroniqueur de la « curiosité ». Ayant tout le ton d'un poète, il savait orienter la réflexion vers les manifestations négligées par les historiens traditionnels, de la littérature et de l'art, comme le mobilier et le vêtement. Il était à l'aise parmi ces « produits » nécessaires et insaisissables, à la fois, et éphémères ou à la fois, selon les cas, du monde humain. Il faut, pour les approcher, le mélange d'érudition particulière et de dévouement dont ses jolis essais sur l'ameublement (1948), sur le goût néo-classique (3^e éd. 1974) ont donné l'exemple. L'étude de la mode est devenue une exigence de l'histoire « socio-culturelle » : mais elle est restée aux pédales.

Des réflexions de cet ordre viennent immédiatement à l'esprit de qui visite la brillante, séduisante et intelligente petite exposition qui a inauguré le printemps de l'Académie de France. Après l'Académie de France, l'étude de la Méditerranée, de son « Paysage et la Méditerranée », Jean Leymarie a eu l'heureuse idée d'ouvrir les portes de la Villa Médicis à une présentation de « La mode dans Rome-capitale » (1871-1914). C'est la première d'une série de manifestations — dirigées par R. Nicolini — sur Rome, son évolution, son rôle après l'unification

du pays par la maison de Savoie. Commencant par les costumes, on a montré en un vis-à-vis historique et... ascendant le portrait roi Victor-Emmanuel (surnommé « le héros ») avec ses « hermines » et le Pontife, le prisonnier du Vatican, Pie IX, avec ses souaves. Les costumes « mannequin » ont grisé ont leur éloquence.

Plus loin, les livrées des grandes maisons romaines montent la garde. Au palier, les somptueuses du soir : l'une de soie couleur ocre avec dentelles, strass et broderies florissantes, signée Worth Paris et une « traine » damassée pour l'épouse du Florio en 1893 (on imagine aussitôt cette grande dame dans son miroitement de soie et d'or, un personnage de D'Annunzio dans un film « psychologique »). De grandes photographies y invitent. La reine Margherita, au milieu de ses dames de compagnie toutes fleuries, rappelle l'effort de la cour, finalement assez moderne, en face de l'éclatante robe et rouge de la pontificale.

Décor rare et robe du soir

Une trouvaille ! En 1871, après les malheurs du pays, la mode féminine lança le noir en France et ce fut un événement mondial. Les beautés romaines eurent compte. Mais après l'entrée de Victor-Emmanuel II en mai 1872 dans la ville déclarée capitale du royaume, les couleurs douces, les « taffetas » clairs, les « volants » surmontés de bouillonnés « reparsent », pour le bonheur des romaines « attentives » aux « mesures » de la « Cosmopolis » : Bourget, Henry James, Zola, et tous ceux qui après Balzac et avant Proust se sont essayés à faire passer dans le livre le merveilleux et fugitif accord d'un décor rare et d'une robe du soir.

Il est question à Paris que l'on rénove et développe le Musée du costume. Mais il faut aller au-delà de la notion de musée. Les expositions de costumes demandent généralement aux visiteurs un effort dont on se dispense dans les salles claires de la Villa. L'explication de ce succès est

simple. L'organisatrice, Vera Marzot, costumière de Luciano Visconti. Et justement on peut voir à la Galerie nationale la présentation de documents et tournages, de souvenirs, qui reconstituent étape par étape la carrière du réalisateur du *Inferno* (1963), *Il Venise* (1970), *Il In-* (1976).

Le somptueux narrateur du cinéma le plus sensuel et mélancolique du « fin de siècle » est l'intérieur « fin de siècle » d'une résonance troublante. Il relance par la vertu et la couleur d'une interrogation qui est peu plus que les prestiges de ces « symboles » qui accompagnent partout les passions. Spécialment ceux et celles du dix-neuvième siècle, finissant, qui glissent derrière les « trains » si bien groupés à la Villa.

En un dernier épisode parisien, autour d'une voiture mobile et de l'évocation du premier vol Turin à Rome (1909), les silhouettes aujourd'hui si coquises des équipages « épones ». L'idée est claire : en comparant les « costumes », on fait entrer l'histoire dans le jeu et la démonstration ne peut prendre l'allure d'un « qu'on si » des corrigés de mannequins au musée, plutôt celle d'un défilé de haute couture. Un recoupement amusant complète l'affaire. Un tel costume Primoli, ce fut un comte Primoli, et fidèle à son lien avec Paris, une « série » de photographies de dames au chapeau fleuri et de portraits de redingotes occupées à photographier. Elles sont là, comme la prise de conscience du phénomène qui va tout changer. C'est dans son palais de Rome que fut reçue Sarah Bernhardt, une « four-rune ». Ce palais, devenu musée Napoléon, est celui où Mario Prati a passé, attentif, disert et moqueur, ses dernières années.

ANDRÉ CHASTEL.

« L'Europe » à Giora : la « Mode » (première série de la série Rome-capitale 1870-1911). Académie de France, Rome (jusqu'au 17 avril).

PLUTIT ODEON
12 avril - 15 mai
les Sables mouvants
de Pierre Amette
mise en scène de Jean Louis Jacopin
En collaboration avec la Comédie Française

GALERIE REGARDS
40, rue de l'Université (7^e)
de 14 h à 19 heures (jeudi fermé)
Téléphone : 261-10-22
HOSIASSEN
Peintures-Gouaches 1963/1968
15 avril - 21 mai
A cette occasion, présentation
du livre HosiasSEN, gouaches
d'un expressionnisme abstrait

AMERICAN CENTER
261, Bd Raspail (14) 321-42-20
TURBULENCES
J. BONNAN - R. DUBOIS - L. MARIN
vernissage 15 avril, à partir de 19 h
Rencontre avec R. Mahdevi
Du 15 avril à 14 h
Du 15 avril au 20 mai
jeudi au vendredi 12 h - 19 h
samedi 12 h - 17 h

CENTRE D'ARTS PLASTIQUES
738-05-89
LAUDE
33, rue Brissard - CLAMART
ALBERT CHAMOT

Galerie LOURSE LEURS
4, rue de Valenciennes 75011 PARIS 11
ANDRÉ MASSON
jusqu'au 23 avril
Tous les jours sauf dimanche et lundi

galerie denise rené
111 boulevard Saint-Germain, PARIS - T. : 222-77-57
ART CONCRET
Agm. Albens, Arg. Max B. Danerco, S. Delaney, Equipé 87,
Garcia, Gorb, Lohr, Lucie, Nemoz, Sierpina, Vassily.
AVRIL - MAI 1983

GALERIE MAEGHT S.A.
14 rue de Téhéran Paris 8^e - 563 13 19
avril 83 - 20 mai 83
JIM DINE
Monotypes et gravures
13 rue de Téhéran Paris 8^e
23 avril 83
ED KIENHOLZ
ET
NANCY REDDIN-KIENHOLZ
The Kienholz women

INSTITUT CULTUREL ITALIEN ET DIRECTION DES MUSÉES DE FRANCE
Colloque sur
LES MUSÉES AUJOURD'HUI : ARCHITECTURE ET AMÉNAGEMENTS
Lundi 18 avril à 10 h et 14 h
au Grand Palais, entrée av. Eisenhower
Mardi 19 avril à 10 h et 14 h 30
à l'Institut Culturel Italien, 50 rue de Valenciennes, 7^e
Avec la participation de
H. Landau, J.-C. Argon, R. Nicolini, H. Danneberg, I. Schain, L. Belgioioso, I. Godeaux,
B. Zahraoui, L. Magagnoli, R. Meier, M. Lachaux, G. Aulenti, C. Bertoli, R. Piana,
R. Stouvenel, H. Hollan, V. Gregotti, etc.
CARLO SCARPA ET LE MUSÉE DE VÉRONNE
à l'INSTITUT CULTUREL ITALIEN
du 18 avril au 19 mai
T.J. de 11 h à 13 h et de 15 h 30 à 19 h sauf sam. après-midi et dim.

MUSÉE RODIN
77, rue de Valenciennes (7^e) - Métro Varenne
de carpeaux à matisse
tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 18 h
JUSQU'AU 30 MAI

MAISON DU DANEMARK
Champ-Élysées - Métro Étoile
CRÉATIONS ET ARTS DANOIS
Couture - Tissage - Vêtements - Bijoux
Tapisserie - Tissage - Vêtements - Bijoux
T.J. de 12 h à 19 h, Dim. et Fêtes de 15 h à 19 h
ENTRÉE LIBRE - Du 14 avril au 21 mai

EXPOSITION
INSTITUT DE FRANCE
Histoire, son patrimoine, ses activités
Les Académiciens, les Bibliothèques, les Musées
Du 12 avril au 29 mai au C.N.A.M. : 1, rue Vauvray (3^e)
Tous les jours 13 h à 17 h 30, le 10 h à 17 h 15

tion du
au et les
par les
A. Faut-il
de
France,
à francs
l'entre-
et son

ait donc
urds
2,6 mil-
ar.
cloppée
as sans
upme-
tion
reprise,
achées
re 1982
emploi
avec du
« entre-
plus à
sécom-
n. Les
s. une
nuitée
basses

nation
31 à
5,71,
ivité a
en l'an
on de

roduc-
orque
i clai-
a gro-
deux
visque
et i
mains.
rela-
sur la
d'assi-
ms de
ement
à un
rage :

tem-
P. les
sages
les s
de
pour
se de

qu'il
l'hu-
ment
de de
mble
gou-
une
tra-
que
pou-
tout-
te.
in-
ent
ries,
s au
les
nan-
est
les
s.

T

108

de
ne,
ce
voe
les
7)
se-
de
la
es
de
le
le
s-
v-
T

SÉLECTION

Les titres les plus simples

Plus d'éditorial dans le numéro 1, ni de déclaration d'intention, mais le sommaire indique une nette volonté d'actualité, et les pages intérieures ~~confirment~~ ~~insistent~~ ~~exclut~~ pas le sérieux, que le sérieux n'implique pas l'ennui, et que l'on ne craint pas l'ennui lorsqu'il s'agit d'informer par des tableaux ou des glossaires précis. Cette revue, entièrement en cou-

F. F.

Il y a le père Falsch, la mère Falsch, l'oncle Falsch, la tante, la sœur et le petit frère Falsch : la famille - **■** juive - célébrant un Shabbat macabre - l'arrivée du fils **■** qui a **■** son ra-

moins, cela fait beaucoup en un an pour le peu qu'en retiendra la postérité. Raison de plus pour aller entendre *Il bambino perduto* de Sandro Gorli (jeudi 14 avril, au Grand Auditorium de Radio-France) ou le *Concerto da camera* de Luis de Pablo (samedi 16 mai, centre culturel de Boulogne-Billancourt à 16 h 30), pour aller prêter l'oreille à ces musi-

« Le rythme, dit Carlos Santana, c'est l'épique de la musique. Plus il y en a, plus la mélodie est soignée et plus la joie est rehaussée. » Carlos Santana — son groupe multiplient ainsi depuis 1966 les succès la fête rythmique. *Seigneur d'acier* dans un concert au Palais des sports de Saint-Ouen le jeudi 18 avril et le mardi 19 à 20 heures.

ET AUSSI : Philippe Petit et Alain Jean-Marie au Savoy (13 et 14); Marie-Ange Martin au Petit-Opportun (jusqu'au 17); Watergate Seven au Petit-Journal (13 et 14).

Le London Festival Ballet présente « la Sylphide » dans la version de Bournonville reprise par Peter Krieger. Si le spectacle est différent de l'original créé par Philippe Tagliani et reconstruit par Josselyn Launois, Le corps de ballet y joue un rôle élargi au cours du second acte.

ET AUSSI : Le G.R.C.O.P. au Théâtre de la Ville (L'Opéra saisi par la modernité dans « Quinte » de la danse à l'École Maomet Marceau avec les lauréats de Bagnolet (M. Brecker, K. Onofreia, Long et Desourneaux, F. Cuillard...) *Théâtre national d'A. Wixman Anaya* à la salle des fêtes de Clamart. Le 19 avril (visions oniriques, paysages sidéraux) *les Pils* de *ma mémoire*, création de M. Caserta par l'ensemble chorégraphique de Vitry.

**Tableaux
du « Siècle d'or »
à l'Institut néerlandais**

De petits tableaux du Siècle
hollandais collectionnés par
Lugt. Natures mortes, paysag-
es de la Hollande du XVII.
moment où sa peinture était
sommet de l'Europe avec Ruys-
dael.

Saenredam, Steen, Van Goyen,
Avercamp, Van de Velde, Kalf...
Des œuvres de grande qualité qui
témoignent aussi du goût sûr de ce
grand amateur.

Les Monet de Giverny
au Centre culturel
du Marais

Monet et le paysage : les arbres, les fleurs, l'eau, le ciel, les rochers... À l'occasion du centenaire de la naissance du peintre, le Centre culturel du Marais expose des tableaux de l'époque héroïque de Giverny, la maison de l'artiste devenue musée. Monet y avait aimé sa vie, son jardin comme un paysage, pour s'y livrer à la peinture de plein air, regardant la lumière du jour passer sur les choses pour en saisir l'impression dans l'instant.

D'AMÉRIQUE LATINE
LOCATION AUX GUICHETS DE
11H A 18H30 - RENSEIGNEMENT
OPÉRA-COMIQUE - 296.17.20

MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS A BOBIGNY
du 15 avril au 7 mai
LE COSMOS
histoires de banlieue
par
Le Centre Dramatique de la Courneuve
mise en scène **Christian Dente**



■ COACH BAG ■

■ 5520 — Coach Bag ■

Souples ■ décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain — c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit ■ beauté.

Ce sont les ■ les plus connus depuis dix ■ aux U.S.A. ■ déjà reconnus — aujourd'hui à Paris.

Galerie Coach Bag

23 Rue Jacob, Paris 6e.
326.29.17

مَكْرًا مِنَ الْأَعْمَالِ

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques: 277-11-12.

SAINT-MARTIN, de 12 à 20 h; dim. et dim. de 10 à 18 h. Entrée libre le dimanche et le mardi.

ANIMATION gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage); jeudi, vendredi, 17 h, galerie contemporaine.

GEORGIO DE CHIRICO, jusqu'au 25 avril. Ventes-dimanches le jeudi, vendredi, samedi et dimanche, de 10 h à 18 h.

YVES KLEIN, rétrospective, jusqu'au 25 mai.

DE LA BOSSIE A LA MESS, le jeune Jean-Pierre Messiaen, jusqu'au 6 juin.

BARRY FLANAGAN, sculpteur anglais; **ULRICH RUCKENSTEIN**, sculpteur allemand, jusqu'au 20 avril.

TABU-DADA, Jean-Claude Sautou, jusqu'au 30 mai.

UNE MAISON, DES LIVRES ET DES MOTS, Carrière des régions, jusqu'au 9 mai.

LE CINEMA INDEEN, des origines à nos jours, salle animation, jusqu'au 2 mai.

CONSTANTIN CAVAFY (1893-1957), poète grec, jusqu'au 25 avril.

PAOLO GIOCHI, corps et espace, jusqu'au 25 avril.

JEAN DEBUSSAY-PIERRE-FRANCOIS, jusqu'au 20 avril.

LE PREMIER CHANT, Bibliothèque des enfants, place, jusqu'au 2 mai.

CCI, en conférences, jusqu'au 30 mai.

ABRES-PROTECTORATS ET PAYSAGES, XIX-XX siècles, jusqu'au 30 mai.

Musées

GRAVURES DE LA COLLECTION DUTRUIL, Petit Palais, avenue Winston Churchill (263-12-77), jusqu'au 30 avril.

CLAUDE CELLIER, dit **LE LOUBAIN** (1898-1962), jusqu'au 10 mai.

CLAUDE CELLIER, dit **LE LOUBAIN** (1898-1962), jusqu'au 10 mai.

LES COLLECTIONS DU COMTE D'ORSAY, dessin du musée de Louvre, jusqu'au 25 avril.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'OEUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

REMERCIEMENTS, jusqu'au 25 avril.

ATELIER AMOR, Peintures, jusqu'au 23 avril.

GUSTAVO GALLI, jusqu'au 23 avril.

CHAZEL RASTOW, Peintures, jusqu'au 23 avril.

JEAN, Les portraits 1923-1963, jusqu'au 23 avril.

CARLO BERTÉ, jusqu'au 23 avril.

JEAN-PIERRE BERTHIAUX, jusqu'au 23 avril.

PAUL CHABAS, jusqu'au 23 avril.

REUS, Le langage de la lumière, jusqu'au 23 avril.

DE CHIRICO, Le retour de l'indéfini, jusqu'au 23 avril.

JEAN DUBUFFE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

ATELIER AMOR, Peintures, jusqu'au 23 avril.

GUSTAVO GALLI, jusqu'au 23 avril.

CHAZEL RASTOW, Peintures, jusqu'au 23 avril.

JEAN, Les portraits 1923-1963, jusqu'au 23 avril.

CARLO BERTÉ, jusqu'au 23 avril.

JEAN-PIERRE BERTHIAUX, jusqu'au 23 avril.

PAUL CHABAS, jusqu'au 23 avril.

REUS, Le langage de la lumière, jusqu'au 23 avril.

DE CHIRICO, Le retour de l'indéfini, jusqu'au 23 avril.

JEAN DUBUFFE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

ATELIER AMOR, Peintures, jusqu'au 23 avril.

GUSTAVO GALLI, jusqu'au 23 avril.

CHAZEL RASTOW, Peintures, jusqu'au 23 avril.

JEAN, Les portraits 1923-1963, jusqu'au 23 avril.

CARLO BERTÉ, jusqu'au 23 avril.

JEAN-PIERRE BERTHIAUX, jusqu'au 23 avril.

PAUL CHABAS, jusqu'au 23 avril.

REUS, Le langage de la lumière, jusqu'au 23 avril.

DE CHIRICO, Le retour de l'indéfini, jusqu'au 23 avril.

JEAN DUBUFFE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

ATELIER AMOR, Peintures, jusqu'au 23 avril.

GUSTAVO GALLI, jusqu'au 23 avril.

CHAZEL RASTOW, Peintures, jusqu'au 23 avril.

JEAN, Les portraits 1923-1963, jusqu'au 23 avril.

CARLO BERTÉ, jusqu'au 23 avril.

JEAN-PIERRE BERTHIAUX, jusqu'au 23 avril.

PAUL CHABAS, jusqu'au 23 avril.

REUS, Le langage de la lumière, jusqu'au 23 avril.

DE CHIRICO, Le retour de l'indéfini, jusqu'au 23 avril.

JEAN DUBUFFE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE, jusqu'au 23 avril.

ATELIER AMOR, Peintures, jusqu'au 23 avril.

GUSTAVO GALLI, jusqu'au 23 avril.

CHAZEL RASTOW, Peintures, jusqu'au 23 avril.

JEAN, Les portraits 1923-1963, jusqu'au 23 avril.

LE MONDE DES ARTS

Théâtre/danse : Ensemble Koteba
les 13, 14 et 16 ■ 18 ■ 30 : Travail
public : les 13 et ■ à ■ ■ ■

OPÉRA (742-57-30). (Di), les 13, 14, 16 et 19 ■ 18 ■ 19 ■ 30 : Soirée de ballets : le 15 et 18 ■ 19 ■ 30 : Erzsebet/Pailasse.

SALLE FAVART (256-06-11). (V.). D., les 13, 14, 18 et 19 ■ 20 ■ 30 : L'opéra.

Le Pavane ■ Le Cavalier ■ Mendelssohn, N. Nordmann (Haendel, Mendelssohn, Albeniz, etc.) : 20 ■ 30 ■ Concert ■ de l'Aho (Mozart, Schumann, Hindemith, Debussy) ■ de la Musique traditionnelle ■ d'Amérique ■ de la Musique vivante.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-30). les 13 et 17 ■ 20 ■ 30 : l'avant; les 14 et 18 ■ 20 ■ 30 : la surprise ■ Surprise ■ Les Femmes de bon ton ■ Les Femmes de bien ■ Les Femmes de bien ■ les 13 ■ 17 ■ 14 ■ 18 ■ 20 ■ 30 : le Médecin volant/Amphytrou.

CHATELAIN (727-81-15). Grand Théâtre (dim. soir. L.). les 13, 14, 15 ■ 16 ■ 19 ■ 20 ■ 30 : les 13, 14, 15 ■ 16 : Falsch ; Théâtre Gémier (dim. soir. L., Mar.). les 13, 15, 16 ■ 20 ■ 30 : les 17 ■ 15 ■ 18 : L'Ordinaire ■ 14 ■ 20 ■ 30 : Concert ; Quatre ■ 20 ■ 30 : Paris, de l'ensemble Musique vivante.

■■■■■ (325-76-32) (dim. soir. L.). ■ 13, 14, 15, 16 ■ 20 ■ 30 : le 17 ■ 15 ■ 18 : Victor ou les enfants au pouvoir.

PETIT ODEON (325-70-53) (L.). ■ 13 ■ 14 ■ 15 ■ 16 ■ 17 ■ 18 ■ 19 ■ 20 ■ 30 ■ 31 ■ 32 ■ 33 ■ 34 ■ 35 ■ 36 ■ 37 ■ 38 ■ 39 ■ 40 ■ 41 ■ 42 ■ 43 ■ 44 ■ 45 ■ 46 ■ 47 ■ 48 ■ 49 ■ 50 ■ 51 ■ 52 ■ 53 ■ 54 ■ 55 ■ 56 ■ 57 ■ 58 ■ 59 ■ 60 ■ 61 ■ 62 ■ 63 ■ 64 ■ 65 ■ 66 ■ 67 ■ 68 ■ 69 ■ 70 ■ 71 ■ 72 ■ 73 ■ 74 ■ 75 ■ 76 ■ 77 ■ 78 ■ 79 ■ 80 ■ 81 ■ 82 ■ 83 ■ 84 ■ 85 ■ 86 ■ 87 ■ 88 ■ 89 ■ 90 ■ 91 ■ 92 ■ 93 ■ 94 ■ 95 ■ 96 ■ 97 ■ 98 ■ 99 ■ 100 ■ 101 ■ 102 ■ 103 ■ 104 ■ 105 ■ 106 ■ 107 ■ 108 ■ 109 ■ 110 ■ 111 ■ 112 ■ 113 ■ 114 ■ 115 ■ 116 ■ 117 ■ 118 ■ 119 ■ 120 ■ 121 ■ 122 ■ 123 ■ 124 ■ 125 ■ 126 ■ 127 ■ 128 ■ 129 ■ 130 ■ 131 ■ 132 ■ 133 ■ 134 ■ 135 ■ 136 ■ 137 ■ 138 ■ 139 ■ 140 ■ 141 ■ 142 ■ 143 ■ 144 ■ 145 ■ 146 ■ 147 ■ 148 ■ 149 ■ 150 ■ 151 ■ 152 ■ 153 ■ 154 ■ 155 ■ 156 ■ 157 ■ 158 ■ 159 ■ 160 ■ 161 ■ 162 ■ 163 ■ 164 ■ 165 ■ 166 ■ 167 ■ 168 ■ 169 ■ 170 ■ 171 ■ 172 ■ 173 ■ 174 ■ 175 ■ 176 ■ 177 ■ 178 ■ 179 ■ 180 ■ 181 ■ 182 ■ 183 ■ 184 ■ 185 ■ 186 ■ 187 ■ 188 ■ 189 ■ 190 ■ 191 ■ 192 ■ 193 ■ 194 ■ 195 ■ 196 ■ 197 ■ 198 ■ 199 ■ 200 ■ 201 ■ 202 ■ 203 ■ 204 ■ 205 ■ 206 ■ 207 ■ 208 ■ 209 ■ 210 ■ 211 ■ 212 ■ 213 ■ 214 ■ 215 ■ 216 ■ 217 ■ 218 ■ 219 ■ 220 ■ 221 ■ 222 ■ 223 ■ 224 ■ 225 ■ 226 ■ 227 ■ 228 ■ 229 ■ 230 ■ 231 ■ 232 ■ 233 ■ 234 ■ 235 ■ 236 ■ 237 ■ 238 ■ 239 ■ 240 ■ 241 ■ 242 ■ 243 ■ 244 ■ 245 ■ 246 ■ 247 ■ 248 ■ 249 ■ 250 ■ 251 ■ 252 ■ 253 ■ 254 ■ 255 ■ 256 ■ 257 ■ 258 ■ 259 ■ 260 ■ 261 ■ 262 ■ 263 ■ 264 ■ 265 ■ 266 ■ 267 ■ 268 ■ 269 ■ 270 ■ 271 ■ 272 ■ 273 ■ 274 ■ 275 ■ 276 ■ 277 ■ 278 ■ 279 ■ 280 ■ 281 ■ 282 ■ 283 ■ 284 ■ 285 ■ 286 ■ 287 ■ 288 ■ 289 ■ 290 ■ 291 ■ 292 ■ 293 ■ 294 ■ 295 ■ 296 ■ 297 ■ 298 ■ 299 ■ 300 ■ 301 ■ 302 ■ 303 ■ 304 ■ 305 ■ 306 ■ 307 ■ 308 ■ 309 ■ 310 ■ 311 ■ 312 ■ 313 ■ 314 ■ 315 ■ 316 ■ 317 ■ 318 ■ 319 ■ 320 ■ 321 ■ 322 ■ 323 ■ 324 ■ 325 ■ 326 ■ 327 ■ 328 ■ 329 ■ 330 ■ 331 ■ 332 ■ 333 ■ 334 ■ 335 ■ 336 ■ 337 ■ 338 ■ 339 ■ 340 ■ 341 ■ 342 ■ 343 ■ 344 ■ 345 ■ 346 ■ 347 ■ 348 ■ 349 ■ 350 ■ 351 ■ 352 ■ 353 ■ 354 ■ 355 ■ 356 ■ 357 ■ 358 ■ 359 ■ 360 ■ 361 ■ 362 ■ 363 ■ 364 ■ 365 ■ 366 ■ 367 ■ 368 ■ 369 ■ 370 ■ 371 ■ 372 ■ 373 ■ 374 ■ 375 ■ 376 ■ 377 ■ 378 ■ 379 ■ 380 ■ 381 ■ 382 ■ 383 ■ 384 ■ 385 ■ 386 ■ 387 ■ 388 ■ 389 ■ 390 ■ 391 ■ 392 ■ 393 ■ 394 ■ 395 ■ 396 ■ 397 ■ 398 ■ 399 ■ 400 ■ 401 ■ 402 ■ 403 ■ 404 ■ 405 ■ 406 ■ 407 ■ 408 ■ 409 ■ 410 ■ 411 ■ 412 ■ 413 ■ 414 ■ 415 ■ 416 ■ 417 ■ 418 ■ 419 ■ 420 ■ 421 ■ 422 ■ 423 ■ 424 ■ 425 ■ 426 ■ 427 ■ 428 ■ 429 ■ 430 ■ 431 ■ 432 ■ 433 ■ 434 ■ 435 ■ 436 ■ 437 ■ 438 ■ 439 ■ 440 ■ 441 ■ 442 ■ 443 ■ 444 ■ 445 ■ 446 ■ 447 ■ 448 ■ 449 ■ 450 ■ 451 ■ 452 ■ 453 ■ 454 ■ 455 ■ 456 ■ 457 ■ 458 ■ 459 ■ 460 ■ 461 ■ 462 ■ 463 ■ 464 ■ 465 ■ 466 ■ 467 ■ 468 ■ 469 ■ 470 ■ 471 ■ 472 ■ 473 ■ 474 ■ 475 ■ 476 ■ 477 ■ 478 ■ 479 ■ 480 ■ 481 ■ 482 ■ 483 ■ 484 ■ 485 ■ 486 ■ 487 ■ 488 ■ 489 ■ 490 ■ 491 ■ 492 ■ 493 ■ 494 ■ 495 ■ 496 ■ 497 ■ 498 ■ 499 ■ 500 ■ 501 ■ 502 ■ 503 ■ 504 ■ 505 ■ 506 ■ 507 ■ 508 ■ 509 ■ 510 ■ 511 ■ 512 ■ 513 ■ 514 ■ 515 ■ 516 ■ 517 ■ 518 ■ 519 ■ 520 ■ 521 ■ 522 ■ 523 ■ 524 ■ 525 ■ 526 ■ 527 ■ 528 ■ 529 ■ 530 ■ 531 ■ 532 ■ 533 ■ 534 ■ 535 ■ 536 ■ 537 ■ 538 ■ 539 ■ 540 ■ 541 ■ 542 ■ 543 ■ 544 ■ 545 ■ 546 ■ 547 ■ 548 ■ 549 ■ 550 ■ 551 ■ 552 ■ 553 ■ 554 ■ 555 ■ 556 ■ 557 ■ 558 ■ 559 ■ 560 ■ 561 ■ 562 ■ 563 ■ 564 ■ 565 ■ 566 ■ 567 ■ 568 ■ 569 ■ 570 ■ 571 ■ 572 ■ 573 ■ 574 ■ 575 ■ 576 ■ 577 ■ 578 ■ 579 ■ 580 ■ 581 ■ 582 ■ 583 ■ 584 ■ 585 ■ 586 ■ 587 ■ 588 ■ 589 ■ 590 ■ 591 ■ 592 ■ 593 ■ 594 ■ 595 ■ 596 ■ 597 ■ 598 ■ 599 ■ 600 ■ 601 ■ 602 ■ 603 ■ 604 ■ 605 ■ 606 ■ 607 ■ 608 ■ 609 ■ 610 ■ 611 ■ 612 ■ 613 ■ 614 ■ 615 ■ 616 ■ 617 ■ 618 ■ 619 ■ 620 ■ 621 ■ 622 ■ 623 ■ 624 ■ 625 ■ 626 ■ 627 ■ 628 ■ 629 ■ 630 ■ 631 ■ 632 ■ 633 ■ 634 ■ 635 ■ 636 ■ 637 ■ 638 ■ 639 ■ 640 ■ 641 ■ 642 ■ 643 ■ 644 ■ 645 ■ 646 ■ 647 ■ 648 ■ 649 ■ 650 ■ 651 ■ 652 ■ 653 ■ 654 ■ 655 ■ 656 ■ 657 ■ 658 ■ 659 ■ 660 ■ 661 ■ 662 ■ 663 ■ 664 ■ 665 ■ 666 ■ 667 ■ 668 ■ 669 ■ 670 ■ 671 ■ 672 ■ 673 ■ 674 ■ 675 ■ 676 ■ 677 ■ 678 ■ 679 ■ 680 ■ 681 ■ 682 ■ 683 ■ 684 ■ 685 ■ 686 ■ 687 ■ 688 ■ 689 ■ 690 ■ 691 ■ 692 ■ 693 ■ 694 ■ 695 ■ 696 ■ 697 ■ 698 ■ 699 ■ 700 ■ 701 ■ 702 ■ 703 ■ 704 ■ 705 ■ 706 ■ 707 ■ 708 ■ 709 ■ 710 ■ 711 ■ 712 ■ 713 ■ 714 ■ 715 ■ 716 ■ 717 ■ 718 ■ 719 ■ 720 ■ 721 ■ 722 ■ 723 ■ 724 ■ 725 ■ 726 ■ 727 ■ 728 ■ 729 ■ 7

Débat autour de l'exposition - Maccas : le 14 à 19 h : Carte blanche aux Ateliers Libérés : le 13, de 18 à 19 h : Exposition "L'été du Solaire" : 21 h Débat en lien avec l'exposition - In Champs renoués : le 16 de 13 h à 19 h : carte blanche - Le 18 de 14 à 19 h : carte blancs à 19 h : 17 h 30 : Conférence Translucency et... Après une légère exposition de Jean Paris - C. Clémence/videio : les 13, 14, 15, 16 et 17 Nouveaux B.P.L. 11 h : Ma femme chamade 11 h : la coupe du monde de football des virtuoses : à 19 h : Channele/l'ours locale : les 13, 14, 15, 16 et 17 à 13 h, mûts à De Chicric : concordance, différence, à 18 h : Drige Vertov : les 13 à 18 h 30 : Ecrits des femmes : le 14 de 18 h 30 à 19 h 30 : le 15 de 18 h 30 à 19 h 30 : cartes blanches aux Editions Fata Morgana - Festival du cinéma indien : le 14 à 14 h 10 il était mes fols, de G. Karand : à 17 à 30 : Shome, de M. Sen : à 20 h 30 : Rohini, de K. Menegal : le 15 à 17 h 30 : Talissane, de Boggal : à 17 h 30 : Le piège à rats, de A. Gopalakrishnan : le 16 à 30 : La chasse royale, de M. Sen :

Adama champion.
HEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) (M) : les 13, 14, 15, 16 h : *Les Femmes de Louison Fautou* ; 17 h : *Le grand Ballet* ; 18 h : *Syphilis* ; le 18 h : *Concerts* ; 18 h 30 : *F. F. Clidat/L. Sebitch* (soprano) (Schubert, Wagner, Liszt, Duparc) ; 8 h 30 : *Radio-Luxembourg*, Direction L. Hager (Mendelssohn, Berlioz, Schumann).

THEATRE DE LA VILLE (274-22-77) (D, soir. L.) : les 13, 14, 15, 16 h : *Le grand Ballet* ; 17 h : *Le grand Ballet* ; 18 h 30 : *Le Maître et Marguerite* ; (dim., L.) : les 13, 14, 15, 16 h : *Le grand Ballet* ; 18 h 30 : *G.R.C.O.P. + F.* ; 19 h : *Le grand Ballet* ; 20 h 30 : *Galaxie* ; 21 h : *Le grand Ballet*.

ARABES SILVIA MONFORT (531-28-34) (dim. soir. L.) : les 13, 14, 15, 16 et 17 h : *Les Joyeuses Comédiennes de Windsor*.

Les autres salles

ALLIANCE (344-41-42) (D, soir. L. et le 15) : 20 h 30 : *dim.*, 17 h : *Les Jours de Khayyam*.

AMERICAN CENTER (321-42-03) (D, J.) : 15 h : *L'Exil des Comtes Pisani*, 17 h : *Le grand Ballet*, 18 h 30 : *Le grand Ballet*, 20 h 30 : *Comp. de soleil*.

ARCO (723-61-27) (D, L.) : 20 h 30 : *Intime*.

ASTELLE - THEATRE (238-35-55) (D, J., L.) : 19 h 30 : *Le grand Ballet*, 20 h 30 : *Le grand Ballet*, 21 h : *Le grand Ballet*, 22 h : *Le grand Ballet*, 23 h : *Le grand Ballet*, 24 h : *Le grand Ballet*, 25 h : *Le grand Ballet*, 26 h : *Le grand Ballet*, 27 h : *Le grand Ballet*, 28 h : *Le grand Ballet*, 29 h : *Le grand Ballet*, 30 h : *Le grand Ballet*, 31 h : *Le grand Ballet*, 32 h : *Le grand Ballet*, 33 h : *Le grand Ballet*, 34 h : *Le grand Ballet*, 35 h : *Le grand Ballet*, 36 h : *Le grand Ballet*, 37 h : *Le grand Ballet*, 38 h : *Le grand Ballet*, 39 h : *Le grand Ballet*, 40 h : *Le grand Ballet*, 41 h : *Le grand Ballet*, 42 h : *Le grand Ballet*, 43 h : *Le grand Ballet*, 44 h : *Le grand Ballet*, 45 h : *Le grand Ballet*, 46 h : *Le grand Ballet*, 47 h : *Le grand Ballet*, 48 h : *Le grand Ballet*, 49 h : *Le grand Ballet*, 50 h : *Le grand Ballet*, 51 h : *Le grand Ballet*, 52 h : *Le grand Ballet*, 53 h : *Le grand Ballet*, 54 h : *Le grand Ballet*, 55 h : *Le grand Ballet*, 56 h : *Le grand Ballet*, 57 h : *Le grand Ballet*, 58 h : *Le grand Ballet*, 59 h : *Le grand Ballet*, 60 h : *Le grand Ballet*, 61 h : *Le grand Ballet*, 62 h : *Le grand Ballet*, 63 h : *Le grand Ballet*, 64 h : *Le grand Ballet*, 65 h : *Le grand Ballet*, 66 h : *Le grand Ballet*, 67 h : *Le grand Ballet*, 68 h : *Le grand Ballet*, 69 h : *Le grand Ballet*, 70 h : *Le grand Ballet*, 71 h : *Le grand Ballet*, 72 h : *Le grand Ballet*, 73 h : *Le grand Ballet*, 74 h : *Le grand Ballet*, 75 h : *Le grand Ballet*, 76 h : *Le grand Ballet*, 77 h : *Le grand Ballet*, 78 h : *Le grand Ballet*, 79 h : *Le grand Ballet*, 80 h : *Le grand Ballet*, 81 h : *Le grand Ballet*, 82 h : *Le grand Ballet*, 83 h : *Le grand Ballet*, 84 h : *Le grand Ballet*, 85 h : *Le grand Ballet*, 86 h : *Le grand Ballet*, 87 h : *Le grand Ballet*, 88 h : *Le grand Ballet*, 89 h : *Le grand Ballet*, 90 h : *Le grand Ballet*, 91 h : *Le grand Ballet*, 92 h : *Le grand Ballet*, 93 h : *Le grand Ballet*, 94 h : *Le grand Ballet*, 95 h : *Le grand Ballet*, 96 h : *Le grand Ballet*, 97 h : *Le grand Ballet*, 98 h : *Le grand Ballet*, 99 h : *Le grand Ballet*, 100 h : *Le grand Ballet*, 101 h : *Le grand Ballet*, 102 h : *Le grand Ballet*, 103 h : *Le grand Ballet*, 104 h : *Le grand Ballet*, 105 h : *Le grand Ballet*, 106 h : *Le grand Ballet*, 107 h : *Le grand Ballet*, 108 h : *Le grand Ballet*, 109 h : *Le grand Ballet*, 110 h : *Le grand Ballet*, 111 h : *Le grand Ballet*, 112 h : *Le grand Ballet*, 113 h : *Le grand Ballet*, 114 h : *Le grand Ballet*, 115 h : *Le grand Ballet*, 116 h : *Le grand Ballet*, 117 h : *Le grand Ballet*, 118 h : *Le grand Ballet*, 119 h : *Le grand Ballet*, 120 h : *Le grand Ballet*, 121 h : *Le grand Ballet*, 122 h : *Le grand Ballet*, 123 h : *Le grand Ballet*, 124 h : *Le grand Ballet*, 125 h : *Le grand Ballet*, 126 h : *Le grand Ballet*, 127 h : *Le grand Ballet*, 128 h : *Le grand Ballet*, 129 h : *Le grand Ballet*, 130 h : *Le grand Ballet*, 131 h : *Le grand Ballet*, 132 h : *Le grand Ballet*, 133 h : *Le grand Ballet*, 134 h : *Le grand Ballet*, 135 h : *Le grand Ballet*, 136 h : *Le grand Ballet*, 137 h : *Le grand Ballet*, 138 h : *Le grand Ballet*, 139 h : *Le grand Ballet*, 140 h : *Le grand Ballet*, 141 h : *Le grand Ballet*, 142 h : *Le grand Ballet*, 143 h : *Le grand Ballet*, 144 h : *Le grand Ballet*, 145 h : *Le grand Ballet*, 146 h : *Le grand Ballet*, 147 h : *Le grand Ballet*, 148 h : *Le grand Ballet*, 149 h : *Le grand Ballet*, 150 h : *Le grand Ballet*, 151 h : *Le grand Ballet*, 152 h : *Le grand Ballet*, 153 h : *Le grand Ballet*, 154 h : *Le grand Ballet*, 155 h : *Le grand Ballet*, 156 h : *Le grand Ballet*, 157 h : *Le grand Ballet*, 158 h : *Le grand Ballet*, 159 h : *Le grand Ballet*, 160 h : *Le grand Ballet*, 161 h : *Le grand Ballet*, 162 h : *Le grand Ballet*, 163 h : *Le grand Ballet*, 164 h : *Le grand Ballet*, 165 h : *Le grand Ballet*, 166 h : *Le grand Ballet*, 167 h : *Le grand Ballet*, 168 h : *Le grand Ballet*, 169 h : *Le grand Ballet*, 170 h : *Le grand Ballet*, 171 h : *Le grand Ballet*, 172 h : *Le grand Ballet*, 173 h : *Le grand Ballet*, 174 h : *Le grand Ballet*, 175 h : *Le grand Ballet*, 176 h : *Le grand Ballet*, 177 h : *Le grand Ballet*, 178 h : *Le grand Ballet*, 179 h : *Le grand Ballet*, 180 h : *Le grand Ballet*, 181 h : *Le grand Ballet*, 182 h : *Le grand Ballet*, 183 h : *Le grand Ballet*, 184 h : *Le grand Ballet*, 185 h : *Le grand Ballet*, 186 h : *Le grand Ballet*, 187 h : *Le grand Ballet*, 188 h : *Le grand Ballet*, 189 h : *Le grand Ballet*, 190 h : *Le grand Ballet*, 191 h : *Le grand Ballet*, 192 h : *Le grand Ballet*, 193 h : *Le grand Ballet*, 194 h : *Le grand Ballet*, 195 h : *Le grand Ballet*, 196 h : *Le grand Ballet*, 197 h : *Le grand Ballet*, 198 h : *Le grand Ballet*, 199 h : *Le grand Ballet*, 200 h : *Le grand Ballet*, 201 h : *Le grand Ballet*, 202 h : *Le grand Ballet*, 203 h : *Le grand Ballet*, 204 h : *Le grand Ballet*, 205 h : *Le grand Ballet*, 206 h : *Le grand Ballet*, 207 h : *Le grand Ballet*, 208 h : *Le grand Ballet*, 209 h : *Le grand Ballet*, 210 h : *Le grand Ballet*, 211 h : *Le grand Ballet*, 212 h : *Le grand Ballet*, 213 h : *Le grand Ballet*, 214 h : *Le grand Ballet*, 215 h : *Le grand Ballet*, 216 h : *Le grand Ballet*, 217 h : *Le grand Ballet*, 218 h : *Le grand Ballet*, 219 h : *Le grand Ballet*, 220 h : *Le grand Ballet*, 221 h : *Le grand Ballet*, 222 h : *Le grand Ballet*, 223 h : *Le grand Ballet*, 224 h : *Le grand Ballet*, 225 h : *Le grand Ballet*, 226 h : *Le grand Ballet*, 227 h : *Le grand Ballet*, 228 h : *Le grand Ballet*, 229 h : *Le grand Ballet*, 230 h : *Le grand Ballet*, 231 h : *Le grand Ballet*, 232 h : *Le grand Ballet*, 233 h : *Le grand Ballet*, 234 h : *Le grand Ballet*, 235 h : *Le grand Ballet*, 236 h : *Le grand Ballet*, 237 h : *Le grand Ballet*, 238 h : *Le grand Ballet*, 239 h : *Le grand Ballet*, 240 h : *Le grand Ballet*, 241 h : *Le grand Ballet*, 242 h : *Le grand Ballet*, 243 h : *Le grand Ballet*, 244 h : *Le grand Ballet*, 245 h : *Le grand Ballet*, 246 h : *Le grand Ballet*, 247 h : *Le grand Ballet*, 248 h :

[illegible]

PONTAINE (874-74-40). (D.) 20 h à 15 h, sam. 18 h: *Vive les Femmes*; (D.) soir. 18 h, 22 h, dim. 15 h: *S. Joly*.

GYMNASIE (246-79-39) (D.) ar. L., 21 h, 22 h, 23 h 30: *Gray Boudier*.

BUCHETTE (326-38-99) (D.) 20 h 30 la Cautrerie chaude; 20 h 30 la Le pont; 20 h 30: *Théâtre d'ombres* à 17 h.

LA BEUVÈRE (874-76-99) (D.) 20 h, 21 h, dim. 15 h: *Mort assassinée*, *amarcheuse*.

L'ECLEAIRE (544-57-34) L., 18 h, 20 h, 22 h: *Enfants du silence*; L., 18 h, 20 h, 22 h: *Archéologie*; (D.) 18 h 30: *Yes, peut-être* (dernière fois); 20 h 30: *Gray Boudier*; 21 h, 22 h, 23 h: *radié à l'amiable... Prenez soin de vous*; 20 h: *Om-Sant*.

MALESCIE (265-07-09) (D.) soir. L., 20 h 45, dim. 15 h: *La Déesse de thoven*.

MATHURINS (245-90-01) (D.) soir. L., 20 h, dim. 15 h: *Passage d'un constant*.

MARIGNY, Salle Gabriel (225-20-74) 20 h, 22 h, 23 h: *Le Rêve de Rila*.

MICHEL (265-35-02) (D.) 20 h, 21 h, 22 h, 23 h, 24 h, 25 h, 26 h, 27 h, 28 h, 29 h, 30 h, 31 h, 32 h, 33 h, 34 h, 35 h, 36 h, 37 h, 38 h, 39 h, 40 h, 41 h, 42 h, 43 h, 44 h, 45 h, 46 h, 47 h, 48 h, 49 h, 50 h, 51 h, 52 h, 53 h, 54 h, 55 h, 56 h, 57 h, 58 h, 59 h, 60 h, 61 h, 62 h, 63 h, 64 h, 65 h, 66 h, 67 h, 68 h, 69 h, 70 h, 71 h, 72 h, 73 h, 74 h, 75 h, 76 h, 77 h, 78 h, 79 h, 80 h, 81 h, 82 h, 83 h, 84 h, 85 h, 86 h, 87 h, 88 h, 89 h, 90 h, 91 h, 92 h, 93 h, 94 h, 95 h, 96 h, 97 h, 98 h, 99 h, 100 h, 101 h, 102 h, 103 h, 104 h, 105 h, 106 h, 107 h, 108 h, 109 h, 110 h, 111 h, 112 h, 113 h, 114 h, 115 h, 116 h, 117 h, 118 h, 119 h, 120 h, 121 h, 122 h, 123 h, 124 h, 125 h, 126 h, 127 h, 128 h, 129 h, 130 h, 131 h, 132 h, 133 h, 134 h, 135 h, 136 h, 137 h, 138 h, 139 h, 140 h, 141 h, 142 h, 143 h, 144 h, 145 h, 146 h, 147 h, 148 h, 149 h, 150 h, 151 h, 152 h, 153 h, 154 h, 155 h, 156 h, 157 h, 158 h, 159 h, 160 h, 161 h, 162 h, 163 h, 164 h, 165 h, 166 h, 167 h, 168 h, 169 h, 170 h, 171 h, 172 h, 173 h, 174 h, 175 h, 176 h, 177 h, 178 h, 179 h, 180 h, 181 h, 182 h, 183 h, 184 h, 185 h, 186 h, 187 h, 188 h, 189 h, 190 h, 191 h, 192 h, 193 h, 194 h, 195 h, 196 h, 197 h, 198 h, 199 h, 200 h, 201 h, 202 h, 203 h, 204 h, 205 h, 206 h, 207 h, 208 h, 209 h, 210 h, 211 h, 212 h, 213 h, 214 h, 215 h, 216 h, 217 h, 218 h, 219 h, 220 h, 221 h, 222 h, 223 h, 224 h, 225 h, 226 h, 227 h, 228 h, 229 h, 230 h, 231 h, 232 h, 233 h, 234 h, 235 h, 236 h, 237 h, 238 h, 239 h, 240 h, 241 h, 242 h, 243 h, 244 h, 245 h, 246 h, 247 h, 248 h, 249 h, 250 h, 251 h, 252 h, 253 h, 254 h, 255 h, 256 h, 257 h, 258 h, 259 h, 260 h, 261 h, 262 h, 263 h, 264 h, 265 h, 266 h, 267 h, 268 h, 269 h, 270 h, 271 h, 272 h, 273 h, 274 h, 275 h, 276 h, 277 h, 278 h, 279 h, 280 h, 281 h, 282 h, 283 h, 284 h, 285 h, 286 h, 287 h, 288 h, 289 h, 290 h, 291 h, 292 h, 293 h, 294 h, 295 h, 296 h, 297 h, 298 h, 299 h, 300 h, 301 h, 302 h, 303 h, 304 h, 305 h, 306 h, 307 h, 308 h, 309 h, 310 h, 311 h, 312 h, 313 h, 314 h, 315 h, 316 h, 317 h, 318 h, 319 h, 320 h, 321 h, 322 h, 323 h, 324 h, 325 h, 326 h, 327 h, 328 h, 329 h, 330 h, 331 h, 332 h, 333 h, 334 h, 335 h, 336 h, 337 h, 338 h, 339 h, 340 h, 341 h, 342 h, 343 h, 344 h, 345 h, 346 h, 347 h, 348 h, 349 h, 350 h, 351 h, 352 h, 353 h, 354 h, 355 h, 356 h, 357 h, 358 h, 359 h, 360 h, 361 h, 362 h, 363 h, 364 h, 365 h, 366 h, 367 h, 368 h, 369 h, 370 h, 371 h, 372 h, 373 h, 374 h, 375 h, 376 h, 377 h, 378 h, 379 h, 380 h, 381 h, 382 h, 383 h, 384 h, 385 h, 386 h, 387 h, 388 h, 389 h, 390 h, 391 h, 392 h, 393 h, 394 h, 395 h, 396 h, 397 h, 398 h, 399 h, 400 h, 401 h, 402 h, 403 h, 404 h, 405 h, 406 h, 407 h, 408 h, 409 h, 410 h, 411 h, 412 h, 413 h, 414 h, 415 h, 416 h, 417 h, 418 h, 419 h, 420 h, 421 h, 422 h, 423 h, 424 h, 425 h, 426 h, 427 h, 428 h, 429 h, 430 h, 431 h, 432 h, 433 h, 434 h, 435 h, 436 h, 437 h, 438 h, 439 h, 440 h, 441 h, 442 h, 443 h, 444 h, 445 h, 446 h, 447 h, 448 h, 449 h, 450 h, 451 h, 452 h, 453 h, 454 h, 455 h, 456 h, 457 h, 458 h, 459 h, 460 h, 461 h, 462 h, 463 h, 464 h, 465 h, 466 h, 467 h, 468 h, 469 h, 470 h, 471 h, 472 h, 473 h, 474 h, 475 h, 476 h, 477 h, 478 h, 479 h, 480 h, 481 h, 482 h, 483 h, 484 h, 485 h, 486 h, 487 h, 488 h, 489 h, 490 h, 491 h, 492 h, 493 h, 494 h, 495 h, 496 h, 497 h, 498 h, 499 h, 500 h, 501 h, 502 h, 503 h, 504 h, 505 h, 506 h, 507 h, 508 h, 509 h, 510 h, 511 h, 512 h, 513 h, 514 h, 515 h, 516 h, 517 h, 518 h, 519 h, 520 h, 521 h, 522 h, 523 h, 524 h, 525 h, 526 h, 527 h, 528 h, 529 h, 530 h, 531 h, 532 h, 533 h, 534 h, 535 h, 536 h, 537 h, 538 h, 539 h, 540 h, 541 h, 542 h, 543 h, 544 h, 545 h, 546 h, 547 h, 548 h, 549 h, 550 h, 551 h, 552 h, 553 h, 554 h, 555 h, 556 h, 557 h, 558 h, 559 h, 560 h, 561 h, 562 h, 563 h, 564 h, 565 h, 566 h, 567 h, 568 h, 569 h, 570 h, 571 h, 572 h, 573 h, 574 h, 575 h, 576 h, 577 h, 578 h, 579 h, 580 h, 581 h, 582 h, 583 h, 584 h, 585 h, 586 h, 587 h, 588 h, 589 h, 590 h, 591 h, 592 h, 593 h, 594 h, 595 h, 596 h, 597 h, 598 h, 599 h, 600 h, 601 h, 602 h, 603 h, 604 h, 605 h, 606 h, 607 h, 608 h,

64-66), jeu., ven., sam. à 20 h 30 : De
souris et des hommes.
THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79)
(D., L., Mar.) 20 h 30 : Freud : l'au-
tomatisme. 20 h 30, ven., sam., dim., 15 h
l'Écume des jours ; II. (D., soir., L., Mar.,
20 h 30, mat. dim. 15 h : Bête clos.
THÉÂTRE DES DÉCHARGEURS (236-
06-02) (D.), 20 h 30 : Lettres de guerre
22 h : Les Sangrès.

[illegible]

soir, L., 20 h ; mat. D., 17 h : M. L. Gueyrio ; Route : 22 h D. : Tragédie
L'ÉCURIE (542-116), ms 13, 14, 15, 16
 19 à 20 h 30 : P. Mada
LE FANAL (233-117) (D.), 20 h : A
 vendants la festure.
LA GACEUSE (7-62-65) (D., L.
 20 h 30 ; Ce n'est pas si grave
 femme ; 22 h : Parole d'homme.

SPLENDEUR SAINT-MARTIN
(18-19) (D. L.) 20 h 30 : Le monde est petit, les Pygmées ont peur : 22 h : M. Ser-
gent.

THÉÂTRE DES DEUX HÉROÏNES (406-
07-48) (D.) 18 h 30 : J'ai peur cloche
20 h 30 : Si Marijany... 21 h 30 : Soixante
bourgeoises : 22 h 30 : S. Hecquart.

VIEILLE CHÈLLE (707-60-93) (D. L.)
20 h 30 : M. Macquart.

La danse

CSP — (19-01), mer., jeu., ven., sam.
20 h 45, dim. 15 h : Ballet Iberia ; le 19 :
F. C. Loeuvel.

FORGE (771-71-89), 20 h 30 : International
and Dance Connection. (dern. le 16).

GRAND HALL MONTBOURGUEIL (296-
04-06), les. 15, 16, 20 et 30 : Dan-
sers le minot, les ombres.

THÉÂTRE DES CHAMPAIS-ÉLYSÉES
(723-67-17), les 15, 16, 17, 20 et 30
Internationals Ballet Connection Berlin.

THÉÂTRE 18 (226-47-47), 20 h : Le
Quais de la nuit (dernière le 17) ; le 19, 20
h : Comédie Motus.

AMERICAN CENTER
251, boulevard Raspail

L'EXIL DES MARCOS PISANS
Tragédie musicale
Textes d'EZRA POUND
Spectacle de NATHALIE EPRON
du 12 au 26 avril 21 h
Renseignements : 321-42-20

181 30 places
t.a.t. présente

OM.SAAD
chore. Théâtre phénicien
ghassan kanafani
révisé par a. petit - c. rustum
ils aiment :
• l'architecture
• le paysage

- Le MATIN
 - La souffrance seule parle
 est humble et familière.
 H. ROSTOM emprunte la conviction
 et l'excuse - L'EX-
 PRIME
 - Sa voix est à la fois chaude
 et discrète, sans emphase et
 d'une humble éloquence. Une
 étrange magie - EDUCATION
 HEBDO
 - Il y a un travail de pas-
 sation brève d'images fugitives
 qui mettent le cœur à nu - LA MARSEILLAISE
 AVIGNONNE
 Un n'aiment pas :
 - Un théâtre très moyen, voire
 médiocre - LE MONDE
 • Et vous •
 lucernaire 544-57-34

111 Entertainment Weekly Presents
Meryl Streep · Kevin Kline · Peter MacNicol
film de Alan J. Pakula "Le Choix de Sophie" Les Productions Kline
 Les Films W. Williams · Servino · International · Les Films Nestor · Almodovar, S.C. · Les
 Films 12 · Martin Starger · Alan J. Pakula · Keith Barish

116. *Enter-Lessing Presents*
Meryl Streep • Kevin Kline • Peter MacNicol
...and with Helen de la Haye • Meryl Streep • "Le Choix de Sophie" ... and Producer Keith Barish
 * Alan J. Pakula * William Strawn * Victor Almodarez, S.S. * George Jenkins
 * Marvin Hamlisch * Marvin Stargers * Alan J. Pakula * Keith Barish * Alan J. Pakula

Pour ~~UNE~~ renseignements concernant
l'ensemble des ~~PROJECTIONS~~ ou des ~~RESEAUX~~
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLE »
201-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

EN RAISON DU CARACTÈRE EXCEPTIONNEL DES SÉANCES
DÉBUT DU FILM 13 H/15 H/19 H/22 H.
(les portes seront fermées après le générique)

PUBLICIS CHAMPS-ELYSEES ☒ **COLORSYSTEM** - **PARAMOUNT MERCURY** ☒ **COLORSYSTEM**
PUBLICIS MATHISON ☒ **COLORSYSTEM** - **PARAMOUNT OPERA** ☒ **COLORSYSTEM** - **GRAND REX** ☒ **COLORSYSTEM**
FORUM LES HALLES ☒ **COLORSYSTEM** - **PARAMOUNT MONTPARNASSE** ☒ **COLORSYSTEM**
PARAMOUNT ODEON ☒ **COLORSYSTEM** - **PARAMOUNT MAILLOT** ☒ **COLORSYSTEM**
PARAMOUNT MONTMARTRE - **PARAMOUNT BASTILLE** - **PARAMOUNT ORLEANS** - **PARAMOUNT GALAXIE**
UGC ROTONDE - **UGC GODELINS** - **LES 3 SECRETAN** - **CONVENTIN ST-CHARLES** - **LE PASSY**
 Peripherie: **NEULLY Village** - **LA VARENNE** - **VILLIERS D'ANGY** - **COLORSYSTEM** - **PARINUT CROISSANT** - **SARCELLES Plateau**
GREYU Aral - **ROBERT ARI** - **ROSSY Aral** - **MONTREUIL Aral** - **VERSAILLES Cinema GRISAY Aral** - **ENGHIEN Francaise** - **ARGENTUILL Aral** -
COUSLY Aral - **LA DEFENSE 4 Route** - **VIRY-CHATILLON Calypso**

EVELYNE BOUTEY, MARCEL CERDAN, JACQUES MILLERET, FRANCIS HUNTER,
JEAN-CLAUDE BRUALY, JEAN BOUTSE, CHARLOTTE DE TUCKHEIM, CHARLES GERARD

Edith et Marcel

CLAUDE LEBOUR

CLAUDE LEROUX
MONSIEUR ORIGINAL
PREMIER FILM
DÉCOUVREZ LE NOUVEAU
CINÉMA
UN FILM DE
CLAUDE LEROUX
DÉCOUVREZ LE NOUVEAU
CINÉMA
UN FILM DE
CLAUDE LEROUX

هكذا من الله على

CINEMA

[illegible]

LES FILMS NOUVEAUX

[illegible]

UN DIMANCHE DE FLAC (Fr.) : Paramount. Marivault, 29 (296-80-40) ; U.G.C. Danzas, 29 (297-30-35) ; Normandie-Film, 29 (297-41-18) ; Opéra, 29 (242-51-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 29 (743-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 29 (242-51-59) ; Météorite, 14 (320-49-52) ; Mutual, 14 (320-52-52) ; Convention, 15 (R^e) ; Métropole, 14 (522-46-01).

LES UNES ET LES AUTRES (Fr.) : Studio. 14 (322-46-01).

VICTOR VICTORIA (A. v.a.) : S.Michel, 5 (326-73-17) ; Biographe-Lincoln, 5 (339-36-14) ; v.f. : Capri, 29 (508-10-00) ; Montparnasse, 29 (327-57-57).

Y A-T-IL ENFIN UN FUTE DANS L'AVION ? (A. v.a.) : Ciné Beauchamp, 5 (271-52-36) ; Saint-Michel, 5 (326-73-17) ; U.G.C. Saint-Germain, 5 (222-72-80) ; Le Paris, 5 (559-) ; Paramount City, 5 (563-45-56) ; v.f. : Paramount Marivault, 29 (296-80-40) ; U.G.C. Paris, 29 (261-52-52) ; Opéra, 29 (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Paramount Gaîteté, 19 (586-14-03) ; U.G.C. République, 19 (329-40-02) ; Convention Saint-Chair, 15 (579-33-00) ; Paramount-Marcel, 15 (579-33-00) ; Paramount-Mutual, 15 (579-33-00).

OL TURE VOI : 14 Juillet Patmos, 5 (326-73-00).

Les grandes reprises

ACQUERIR LA COLÈRE DE DIEU (All. v.o.) : 14 Juillet Patmos, 6 (326-73-00).

ALLÉE COUCHER ALLEURS ! (A. v.a.) : Action Berlin, 5 (325-72-07).

ALLEMAGNE MEET BLAFARIN (All. v.o.) : Metropolis, 5 (278-47-86).

ANAPONETA (A. v.a.) : Rialto, 19 (607-47-47).

ANTHROPOLOGIE NOW (A. v.o.) (v.f.) : Elysée-Saint-Germain, 6 (222-81-23).

LES ARISTOCRATES (A. v.f.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

ARSÉNIEN ET VIEILLES DENTELLES (A. v.a.) : Action Rue Gauche, 5 (354-77-00).

BAS LES MARCHÉS (A. v.a.) : Contraste, 6 (325-73-07).

LA BÊTE (Fr.) (v.f.) : Arcades, 2 (232-34-58).

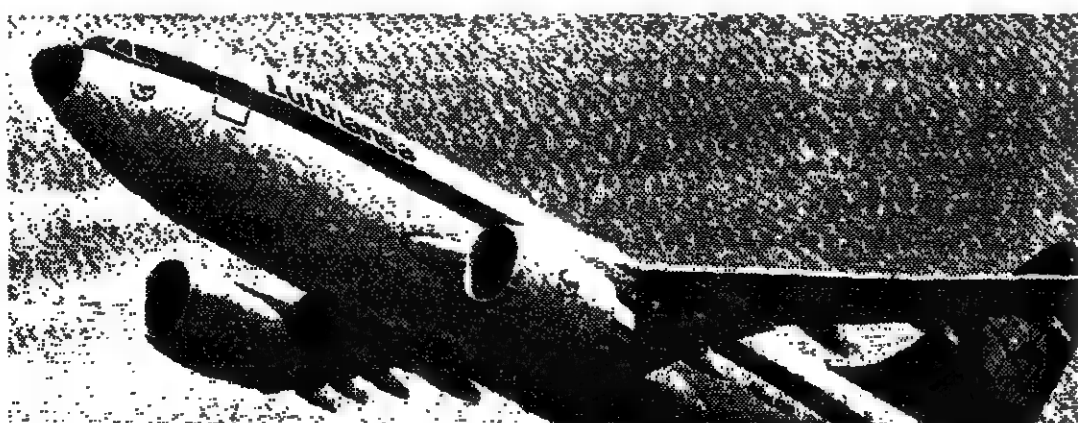
CABARET (A. v.a.) : Noctambule, 5 (325-73-07).

DREF DEN (Ang. v.o.) : Espace Gaîté, 14 (327-95-84).

[illegible][illegible]

Lufthansa est fière de mettre en service le nouvel Airbus A 310 en France.

Plutôt que de vous ennuyer avec des centimètres, des décibels, des puissances de moteur, nous préférons simplement vous dire que le nouvel Airbus A 310 est l'avion le plus avancé technologiquement qui soit en service à ce jour. Seule Lufthansa vous propose le nouvel Airbus A 310 entre la France et l'Allemagne. Tous les jours, départ de Paris à 18h55 pour Francfort. C'est votre exigence qui fait nos différences.

 **Lufthansa**

Pour tous renseignements complémentaires veuillez contacter votre **Agence de voyages** ou **133 Rue Royale, 75001 Paris. Tél. 2651919.**

مَكْنَا مِنْ الْأَعْيُنِ

COMMUNICATION

A FRANCE-INTER

La réforme des programmes est repoussée à septembre

La « grande » réforme des programmes annoncée à France-Inter serait-elle menacée, ou simplement remise à plus tard, comme l'assure la direction de Radio-France ? Selon un communiqué laconique publié dans l'après-midi du 12 avril, la décision de repousser au 1^{er} septembre prochain le premier train de réformes prévu pour juin (il s'agit en particulier des après-midi et des samedis) ne serait due qu'à des difficultés de calendrier, et non à une démission des techniciens et de personnes d'encadrement au titre du contrat de solidarité signé par Radio-France : elle n'aurait en rien, ajoute-t-on, le contenu de la réforme elle-même.

Depuis plus de huit mois maintenant, la direction de Radio-France tente de redresser la baisse d'audience enregistrée par France-Inter. Après l'« information » (le Monde du 14 janvier), c'est l'ensemble des programmes qui a été l'objet d'une « révision ». Nommé en octobre dernier par M. Jean-Noël Jeanneney, P.-D.G. de Radio-France, pour coordonner la réflexion sur l'avenir des programmes et met-

M. DE SÉDOUY DÉMISSIONNE DE TF1

M. Alain de Séduoy, qui produisait avec M. Frédéric Mitterrand le magazine télévisé « Des choses de la vie », dont le premier numéro consacré à « La génération » avait été assez mal accueilli par la critique, vient d'adresser sa lettre de démission à M. Michel May, P.-D.G. de TF1. Il se plaindrait de ne pas avoir reçu de la direction de la chaîne la compréhension et les moyens nécessaires pour accomplir ses projets, en même temps qu'il critiquerait l'orientation de TF1. On apprend aussi qu'il avait demandé la déprogrammation du deuxième numéro « Des choses de la vie », remplacé par M. de Séduoy en tant que coproducteur du magazine.

Rappelons que M. Alain de Séduoy a été nommé récemment directeur général des Éditions Ramsay. M. Philippe Santony, qui avait précédé au premier numéro « Des choses de la vie », remplacerait M. de Séduoy en tant que coproducteur du magazine.

C'est en 1981 que M. Alain de Séduoy était revenu à la télévision avec M. André Harris, son « complice » d'avant 1968, au petit écran, avec qui il avait réalisé « L'été de France » pour la chaîne de la France 2 et « L'été de France » pour la chaîne de la France 1. L'an dernier, M. de Séduoy avait produit le magazine du samedi après-midi « Pour changer un peu ».

VU

Notre travail quotidien

Je voudrais vous parler des femmes menacées de perdre un boulot souvent dur, ingrat, mal payé. Et qui s'accrochent. Et qui se cramponnent à leur outil de travail. Et qui refusent carrément, avec autant sinon plus de détermination froide, tranquille, que les hommes, d'accepter la mise à pied. Une remarque, pour commencer : ces femmes, il n'y a pas longtemps qu'on les croise à la télé, il y a tout juste deux ans. Sous l'ancien régime, il n'arrivait pratiquement jamais de pousser les grilles d'une usine. En cas de troubles, de grèves, on restait planté devant à attendre les déclarations des délégués syndicaux et des patrons.

Les ouvrières - il était rarement question des ouvrières, on allait voir chez eux. Aux heures des soirées de télévision. Ce n'était pas un peu d'embellie. Coincée avec l'équipe entre la cuisine et la buvette, on assistait au dir de famille, on voyait passer la porcelaine à pain et découper le poulet, et on bavardait à bâtons rompus de ce qui se passait là-bas à l'atelier, à la fondrie ou à la mine. A présent, on n'apprécie plus le besoin d'entre-couper ces enquêtes de choses vives, de scènes prétendument véridiques. Et on s'indigne aux travailleuses. A elles seules. On fait l'impasse sur les mariés, les mûflets, et on ne craint plus d'embêter le monde en entrant dans le détail fastidieux et démodé d'une reconstruction ou d'un dépôt de bilan.

Ainsi, à-ton vu passé une heure vendredi dernier sur FR 3 avec « Treize femmes en colère », treize Belges qui ont carrément refusé le principe du partage du

travail. Leur entreprise était en difficulté, on leur a proposé ou plutôt on leur a demandé - c'était à prendre ou à laisser - de céder la moitié de leur salaire et de leur temps devant un poste qu'elles occupaient depuis des dix, vingt ans, à des hommes moins qualifiés. Elles se sont révoltées. Pourquoi ferait-elles les frais de la crise ? A quel titre ? Sous quel prétexte ? Parce qu'elles étaient chargées de famille ? Elles ne voulaient pas le savoir, ce n'était pas leur problème. Elles refusaient une discrimination interdite par la loi.

Cette affaire - elle a fait grand bruit - souligne ce formidable besoin ressenti par beaucoup d'entre nous de participer à la vie active, et pas n'importe où, et pas après, n'importe quelles conditions. Le désir de conserver, de préserver coûte que coûte un outil et un lieu de travail, lieu-dit de l'amitié, de la camaraderie, de la solidarité, où nous avons investi tous nos espoirs, toutes nos fatigues, toutes nos inquiétudes aussi quant au sort de la boîte, notre boîte.

C'est ainsi qu'à Roanne, où se meurt la tradition du textile, le jour où on a voulu mettre le olé sous la porte chez Goutille, les femmes ont occupé les locaux - elles nous ont raconté ça mardi sur TF 1 (le titre à vendre) - et, après des mois d'efforts, elles ont réussi à créer une coopérative ouvrière de production, une de plus. Histoire de prouver, de se prouver, qu'en matière de gestion on s'y entend parfois mieux à la base qu'au sommet.

CLAUDE SARRAUTE.

Mercredi 13 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

REGLAGE ALLUMAGE.

IMMEDIATEMENT. SANS RENDEZ-VOUS. SOUS VOS YEUX. MONTRE EN MAIN.

Pièces garanties d'origine, quelle que soit votre Peugeot ou votre Talbot. Facturation selon barème officiel des temps et tarif en vigueur.

SERVICE IMMEDIAT

RESEAU PEUGEOT TALBOT

- 20 h 35 Les mercredis de l'information : le marché de la peur.
- Magazine de la rédaction de TF1.
- Si le pour est un sentiment fortement répandu chez les Français, est-elle vraiment justifiée ?
- 21 h 40 Musique : R. Wagner, L. Stravinski. Récit : J. Hémard.
- L'Orchestre de Paris, dir. Z. Mehta, interprète : « Récit » (ouverture), Wagner, et « Le Sacre du printemps », de Stravinski.
- 22 h 45 Ballo de match.
- Magazine mensuel du tennis.
- 23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

VOS PLAQUETTES DE FREIN.

IMMEDIATEMENT. SANS RENDEZ-VOUS. SOUS VOS YEUX. MONTRE EN MAIN.

Pièces garanties d'origine, quelle que soit votre Peugeot ou votre Talbot. Facturation selon barème officiel des temps et tarif en vigueur.

SERVICE IMMEDIAT

RESEAU PEUGEOT TALBOT

- 20 h 35 Téléfilm : La Veuve rouge.
- De J. Carrel, réal. E. Molinaro (première partie).

Adaptation de « M^{me} Steinheil ou la... » du président... d'A. Lanoux. (lire le Monde du 12 avril).

La veuve (elle a existé), c'est une femme du monde, servante, calculatrice et dangereuse pour qui l'ennemi n'est pas son mari. Accusée de meurtre par ses parents, elle saura se défendre... Un bon téléfilm soutenu par des dialogues vifs et ironiques et d'excellentes images.

11 h 10 Magazine : Les jours de notre vie.

L'enfant épileptique.

Les manifestations, les... les facteurs psychologiques de l'épilepsie. Cette... a été réalisée à l'hôpital Necker... les docteurs Alcardi, Sallou et Dravet.

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

VOTRE POT D'ÉCHAPPEMENT.

IMMEDIATEMENT. SANS RENDEZ-VOUS. SOUS VOS YEUX. MONTRE EN MAIN.

Pièces garanties d'origine, quelle que soit votre Peugeot ou votre Talbot. Facturation selon barème officiel des temps et tarif en vigueur.

SERVICE IMMEDIAT

RESEAU PEUGEOT TALBOT

- 20 h 35 Variétés : Contes et... d'A. Lanoux.
- Autour de... Moustouri, G. Baur, et M. Labèque.
- 21 h 35 Journal.
- 21 h 55 Divergence : Si Marcy m'était... ou le... qui déplace les lignes, réal. G. Gérard, avec B. Lajarrige et P. Lema.
- Chansons, ballets, poésies pour... s'envoler... divertissement... de Jules-Etienne Marcy, membre de l'Académie des sciences.
- 22 h 45 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
- 22 h 50... à la nuit.
- Sonate pour contrebasse et piano, de Hindemith, par J. L. Bessot et E. Rosenfeld.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30. La science en marche : « Fluctuat nec mergitur », ou la dérive des continents.
- 21 h 15. La mémoire du compositeur Claude Vivier.
- 22 h 30. Naïfs magnétiques : family life.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 5. Les chants de la terre.
- 20 h 30. Concert (en direct de la Basilique de Saint-Denis) : « War Requiem » de Britten, par l'Orchestre national de France et les chœurs et solistes de Radio-France : sol. L. Mazon et K. Richter ; sol. A. Bernard, soprano ; B. Brewer, ténor ; W. Grosjean, baryton.
- 22 h 30. Fréquence de nuit : Ruines et néons, Berlin !

Jeudi 14 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 Vision plus.
- 12 h 15 HF 12 (info.).
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Objectif santé : Aptitude au sport.
- 13 h 30 Croque-vacances.
- 13 h 45 C'est à vous.
- 14 h 25 Le village dans les nuages.
- 14 h 50... d'un rire.
- 14 h 50 Météorologie.
- 14 h 20 Émissions régionales.
- 14 h 45 Émission d'expression directe.
- La F.N.S.E.A.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Les Beaux Quartiers.
- D'après le roman de Louis Aragon, adaptation de P. Savatier, réal. Jean Kerchbron, avec B. Brioux.
- Les deux opposés de deux frères au début de siècle, drames bien mis en images. Dernier épisode.
- 22 h 20 Documentaire : Carnet de route en train.
- De J. Vidal.
- Que reste-t-il de l'antique Mésopotamie, de ses fabuleuses cités ?
- 23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h Journal (et à 13 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'Académie... 11.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 13 h 50 Série : La vie des autres.
- 14 h 5 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 5 Téléfilm : le Blé est vert.
- De George Cukor. Avec K. Hepburn, I. Saylor (rediff.).
- Mrs Moffat tente de créer une école pour illettrés.
- 16 h 30 Magazine : Un temps pour tout. Le thermomètre.
- 17 h 45 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (J.N.C.).
- 19 h 45 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Magazine : l'heure de vérité. De F.-H. de Vries.
- Avec M^{me} Marie-France Garsaud, ancienne candidate à la présidence de la République.
- 21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.
- Rockline (avec Fun Boy Three, Haysi Fantayose, Phil Collins, The Misunderstood, etc.) : Rock à Brant : un climat d'orage, une ville de bout du monde.
- 23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé : Tintin.
- Les jeux.
- 20 h 35 Parole donnée : Les séminaristes.
- De D. Karlin et C. Ozanborger.
- Denis, Pierre, Claude, Luc... Ils ont entre dix-huit et

vingt-trois... et sont séminaristes à Dijon. Selon le principe de l'émission, ils prennent la parole pour évoquer leurs problèmes.

- 21 h 35 Journal.
- 21 h 50... passion.
- 21 h 55 Le film : Les Perles Fugitives.
- Film franco-suisse d'Yves Yornis (1977), avec M. Robin, F. Barraud, D. B. B.
- Voici la ferme depuis quarante ans un pays vaudois, un vieil homme s'achète un vélomoteur avec l'argent de sa retraite, il se transforme en... fugue dans la nature. Merveilleuse création de Michel Robin.
- 0 h 15 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
- 0 h 20... à la nuit.
- Tarentelle, d'Y. Lefebvre, et... P. P. P. P. P.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2. Mathématiques.
- 8 h. Les chemins de la connaissance.
- 9 h. 7. Mathématiques de la littérature.
- 10 h 45. Questions en zigzag à R. Joutet : « Et la Normandie devint française... »
- 11 h. 2. Orgue de Barbara (et à 13 h 30 et 17 h 32).
- 12 h. 5. Agora.
- 12 h 45. Panorama.
- 14 h. 5. Sons à Athènes.
- 14 h 5. Un livre, des voix : « La disparition », de V. Afanassi.
- 14 h 45. Les après-midi de France-Culture : Itinéraires retrouvés : 15 h 20. Huxley n'aura pas raison ; 16 h. La semaine sainte à Séville ; 17 h. French la beautiful.
- 18 h 30. Feuilleton : La certaine France de mon grand-père.
- 19 h 25. Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30. Les progrès de la biologie et de la médecine : l'inf...
- 20 h. L'Australie, d'A. C. A. J. Duffin.
- M. Merito, J.-P. Farré...
- 22 h 30. Naïfs magnétiques : family life.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2. ... à la nuit.
- 7 h 5. Concert : œuvres de Gluck, Mozart, par... de H. H.
- 7 h 45. Le journal de musique.
- 8 h 10. Concert : « Deuxième symphonie » de Rachmaninov, par l'Orchestre national de France.
- 9 h 5. L'oreille en cul-de-sac : Concert dans...
- 9 h 20. Musiciens d'aujourd'hui : ... de Chabrier, Poulenc.
- 12 h. Le royaume de la musique : œuvres de Brahms.
- 12 h 35. Jazz : tout Duke.
- 13 h. Concours international de guitare : œuvres de J. S. Bach, Nobe.
- 13 h 30. Poissons d'or : œuvres de Kobalika, Lew-Brown, Lucier, Gibson, Monk.
- 14 h 4. La musique en France dans les salons au XIX^e siècle : œuvres de Chopin, Beethoven, Elgar, Saint-Saëns, Onslow, Paganini, Chabrier, David, Godard.
- 17 h 5. Les intégrales : la musique religieuse de Mozart.
- 18 h. Jazz : le bloc-notes.
- 18 h 30. Studio-Concert (en direct de 106) : jazz. Le groupe du flûtiste M. Edelin.
- 19 h 35. L'imprévu (en direct du Studio 119).
- 20 h 30. Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) : « Il... perdu » de Gori ; « Concerto pour piano et orchestre » de Saint-Saëns ; « Symphonie n° 11 » de Dutilleul, par le Nouvel Orchestre philharmonique ; dir. Y. Prin ; sol. Devoyon, piano.
- 22 h 40. Fréquence de nuit : Ruines et néons, Berlin ! Œuvres de Fiala, Weill.

Le Monde

DI MANCHE

Dans son numéro du 17 avril 1983

La simulation bat la réalité

Scientifiques, médecins, pilotes, militaires, hommes d'affaires : une nouvelle forme d'initiation qui transforme la vision du monde réel.

Une enquête de Joëlle Stolz

LES CŒURS DE LION LANCENT LE "SERVICE IMMEDIAT"

Si vous roulez Peugeot ou Talbot, vous serez accueilli immédiatement, sans rendez-vous, dans l'un des points "service immédiat" du réseau Peugeot Talbot. Diagnostic immédiat, réparation n'exécédant pas une heure de main-d'œuvre, sous vos yeux, montre en main.

RESEAU PEUGEOT TALBOT

Le bon service proche de vous

Le Salon du livre

Neuf cents maisons au Grand Palais

Au troisième Salon du livre de Paris, qui a lieu au Grand Palais du 15 au 20 avril, plus de neuf cents maisons d'édition francophones seront présentes sur trois cents stands. Le Salon, organisé conjointement par le Syndicat national de l'édition, l'Association pour le livre et la lecture et, pour la partie technique, par l'O.L.P. (Organisation livres promotion), aura l'an dernier près de 150 000 visiteurs, illustrant ainsi la vitalité de l'édition, le premier secteur de la production de biens culturels.

En 1982, le président de la République avait inauguré le Salon. Cette fois, c'est le premier ministre, M. Pierre Mauroy, qui se rendra au Grand Palais, dans la soirée du jeudi 14 avril, en compagnie de M. Jack Lang, ministre délégué à la culture.

Loin de régresser la pratique de la lecture augmente régulièrement. Ainsi, selon une

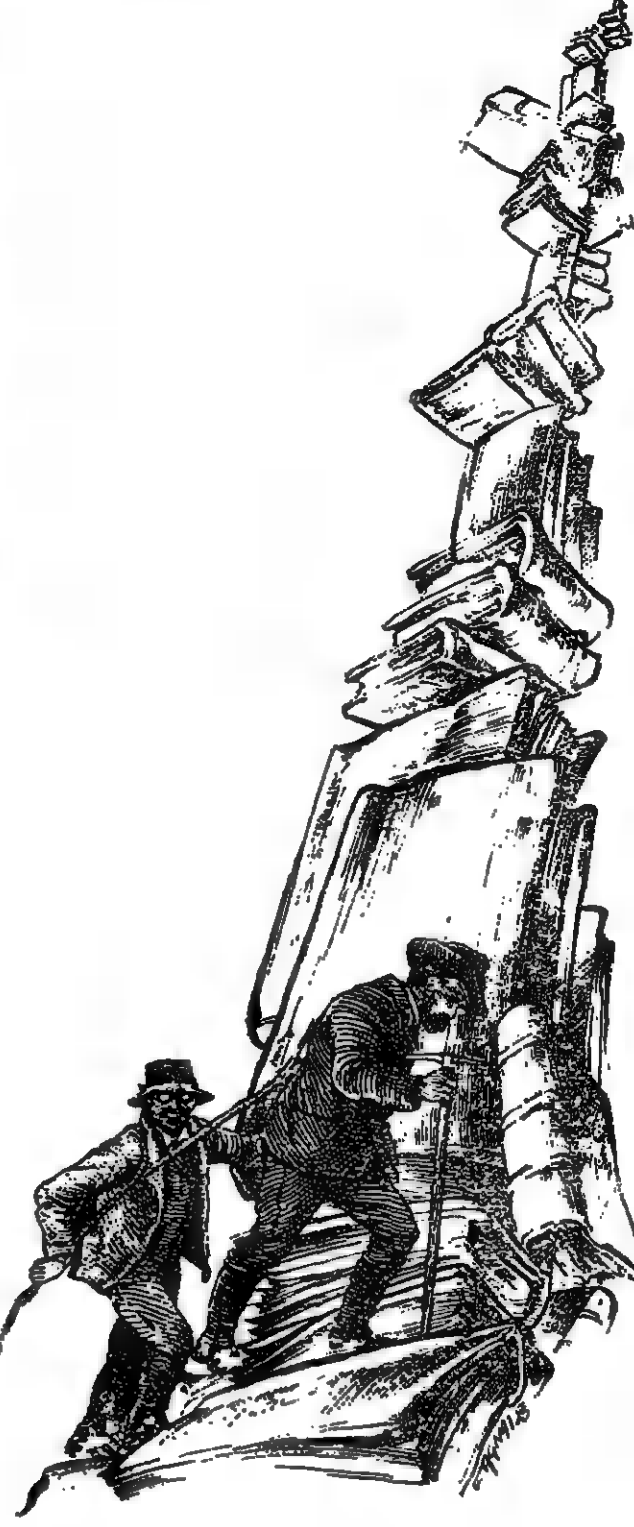
enquête du ministère de la culture (Le Monde du 12 novembre 1982), 74 % des Français avaient lu des livres en 1982 contre 69,7 % en 1973, et 51,3 % d'entre eux possèdent plus de cent livres, contre 31,3 % en 1973. En vingt ans, le livre a connu en France une progression exceptionnelle : 346 millions d'exemplaires ont été produits en 1981 (contre 197 millions en 1960). De 11 200 titres en 1960, on est passé à 25 600 titres en 1981.

Avec plus de 146 millions d'exemplaires produits en 1981, les ouvrages de littérature s'offrent la part du lion. Les Français s'intéressent toujours autant à la fiction, genre incomparable où le mensonge vrai enrichit la vision du monde, où se révèlent toutes les singularités de l'esprit.

Malgré le succès du récit historique ou d'une certaine littérature féminine (féministe ?), le roman doute de soi. Est-ce l'un des effets psychologiques de la crise ? Est-ce l'une des conséquences de l'hégémonie de l'école romanesque ? Est-ce l'un de ces serpents de mer qui reviennent périodiquement à la surface ? Ou bien la mort des derniers « grands » (Sartre, Aragon, par exemple) obscurcit-elle la présence vivante d'autres écrivains, gloires de demain ? Pour répondre à ces questions, nous avons consulté la littérature dans tous ses états.

A coup sûr, la littérature est bien au Grand Palais. Au lecteur de retrouver ses premières curiosités, de fouiller dans le fonds des éditeurs. Il saura bien y dénicher la merveille inattendue, à l'éblouissement, et qui le fera douter à son tour d'une prétendue panne de la création. Tout le reste est littérature. — B.A.

Dessin de Cognat.



La littérature dans tous ses états

Cinq éditeurs dressent leur bilan

L'ÉTÉ 1984, à Antibes, Christian Bourgois croise Genet, Chagall, et d'autres. Jünger. On le présente à René « J'aurais aimé un an et faire Sciences-Po. J'aimais Gaston Gallimard et Bernard Grasset. Mes lectures ? Fictions, de Borges, Dürer de Jean de La Fontaine, les Épées, le Nègre, et Lénine. J'aurais aimé un an et faire Sciences-Po. J'aimais Gaston Gallimard et Bernard Grasset. Mes lectures ? Fictions, de Borges, Dürer de Jean de La Fontaine, les Épées, le Nègre, et Lénine. J'aurais aimé un an et faire Sciences-Po. J'aimais Gaston Gallimard et Bernard Grasset. Mes lectures ? Fictions, de Borges, Dürer de Jean de La Fontaine, les Épées, le Nègre, et Lénine.

Calaferte, Vidal, Lanzmann, d'Ormesson, etc., formaient son décor. Il croyait surtout au roman mais aussi les Lettres de Nadeau et les Temps modernes de Sartre. Début 1958, j'ai démissionné de l'ÉNA pour entrer chez lui. Le roman français, même si je suivais les auteurs de la maison, ne m'intéressait pas. Plus tard, j'ai fait débiter dans l'édition Nora et Revel.

Ronde. J'ai eu une collection, « Libelles », pour éditer des pamphlets de Frérot, Déon, Audibert, et la « Librairie des Libelles ». En 1960, Grasset et Pasquellie se sont rapprochés. Privet et Nourissier, suivant la tradition romanesque de Grasset, sortaient des romans de Rochefort, Desautels, Dalmès et Régner. L'année 1966 a été décisive, avec le prix Médicis à Marie-Claire Blais, le Goncourt à Edmonde Charles-Roux, l'intermittent à Kéler Hasdars, le Grand Prix national des lettres à Julien Green et le Grand Prix du roman de l'Académie française à François Mauriac. Un bon livre doit aussi se vendre : le credo de Bernard Grasset était redevenu le nôtre.

Le roman français actuel, avec des dérivés qui donnent un livre tous les deux ans et son système des prix, s'est donc installé en une dizaine d'années, inventé en grande partie par Julliard. A la mort de celui-ci, ses auteurs, en ordre dispersé, ont traversé les catalogues de Grasset, de Flammarion, de Laffont et de Gallimard. Au Seuil, Jean-Marie Borzée, directeur littéraire, est arrivé longtemps après le début de cette histoire. « Je suis ici depuis quatre ans. J'ai fait avant du journalisme politique à Combat et au Quotidien de Paris, et j'ai été rédacteur en chef des Nouvelles Littéraires. Pour moi, le Seuil, c'était surtout l'éditeur des sciences humaines, histoire, sociolo-

Un pari : le best-seller

Si l'on savait avec certitude comment faire un best-seller, combien d'inconnus, se sachant quelque aptitude à écrire, seraient livrés à leurs machines, à mélanger les ingrédients de la recette pour fabriquer le fusé de l'année qui les emporterait, sinon vers la postérité, du moins au sommet des ventes ? Cette incertitude ne dispense pas d'une approche du phénomène. Le best-seller est-il un fait de fabrication ou un effet de promotion ? Pierre Belfond (P.-D.G. des éditions Belfond) a répondu le best-seller en tant qu'objet à mais en constatant le résultat.

Si, pour la quasi-totalité des éditeurs, le produit automatiquement assuré d'une grosse vente n'existe pas, au moins peut-on tenter de voir quels ingrédients permettent l'ascension à la catégorie best-seller : ingrédients dans le livre lui-même, dans sa promotion par les éditeurs, dans le médium, dans les médias, sans méconnaître la part de l'irrationnel, ce « quelque chose » qui soudain s'accroche et sera répété par ce qui, de l'avis général, est le mode imbattable de publicité : la bouche à oreille.

réfère, en employant le mot best-seller, à des romans populaires américains, qui, les premiers, furent ainsi désignés. Best-seller serait alors plus un genre qu'un tirage. C'est ainsi que je l'entendais quand j'ai créé, dès 1956, une collection nommée « Best-seller », raconte Robert Laffont, qui réunissait de gros romans d'imagination d'origine américaine, un type d'ouvrage pour lesquels j'ai choisi un format spécial, plus grand que les autres livres et qui est désormais celui de presque tous les best-sellers.

Josyane SAVIGNEAU.

Un programme abondant

De nombreuses manifestations sont prévues au cours de ce troisième Salon du livre.

- Une première rencontre internationale sur le thème « L'enfant lecteur » aura lieu le mercredi 20 avril des conférenciers venant d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine. Après une série de communications, un débat sera ouvert entre professionnels du livre et éducateurs au sujet des nouvelles formes d'accès à la lecture et au plaisir de lire (salle 404, 1^{er} étage).
- Notons qu'une bibliothèque pour enfants mettra plus de deux mille volumes à la disposition des jeunes lecteurs.
- Une journée des libraires, le lundi 18 avril, réunira vendeurs et éditeurs et sera consacrée à l'actualité du livre. Sur ce thème aura lieu, en particulier, un débat, à 15 heures, au Théâtre Renaud-Benoist.
- Un débat sur le « Renouveau de l'histoire en France » se tiendra à 15 heures, le samedi 16 avril, entre Theodor Zeldin, Pierre Chaux, Michel Winock, Georges Duby et Jacques Le Goff (petite salle, 1^{er} étage).
- Le prix au cours du salon : le prix du Livre Inter, qui couronne un ouvrage de fiction romanesque ; le

prix d'expression française dont « les caractères de modernité et de jeunesse d'esprit soulignent un tempérament proche de la liberté des ondes » ; le prix littéraire bre, qui distingue une fiction publiée par un autre éditeur que les « grands ».

(Lire la suite page 34.)

Julien Green sur les traces de François d'Assise

Le Salon du livre de Paris présente une exposition consacrée à Julien Green, écrivain français d'origine américaine. L'exposition explore les liens entre l'œuvre de Green et la figure de François d'Assise, notamment à travers ses romans et ses essais. Les visiteurs découvriront des documents originaux, des reproductions d'œuvres d'art, et des informations sur la vie et le travail de l'auteur.

Seuil

Julien Green, Frère François

Le Seuil présente une collection de livres de Julien Green, dont « Frère François ». Ces œuvres explorent la spiritualité, la foi, et la recherche de sens dans la vie. Les livres sont disponibles en format poche et relié.

du
au et les
par les
A. Faur-
versée
France,
scettes
francs
l'entra-
et son

lit donc
rds
2,6 mil-
an.
elopée
as sans
ugmen-
tion et
reprise,
rauchés
re 1982
emplois
Jrec du
« entie-
pua il
focem-
a. Les
une
nuires
basses

station
21 à
5 %),
ivité a
in l'an
on de

roduc-
orque
clair-
a pru-
deux
ylique
ai) et
naires.
rela-
si la
aussi
ns de
vment
a un
age :

rem-
P. les
sque
les
de
pour
te de

qu'il
l'ou-
ment
de m-
ble
gou-
une
tra-
gique
pou-
tous.

in-
tent
ries,
à au
les
nan-
est
les
s.

T
106
me,
ra-
tes
nos
les
);
us-
de
la
es
de-
e-
le
dis-
s-
-

Gérard GUEGAN : une empoignée entre l'instant et l'éternel

L'ÉCRIVAIN, qui souhaite
assujettir []
rait se laisser [] par
une hypothèse, pesant [] ou
optimisme. Si bien [] je ne
«aventures» [] réponse et
questions sans fin. La vie [] un
roman, comme nous disions naguère
[] Sagittaire, mais []
est une empoignade entre l'instant
et l'éternel. A bon entendre,
saché!

Henri POLLES : il suffirait d'une flambée de romantisme

[illegible]

Angelo RINALDI : l'amour de l'art exige des manières

ON exigeait toujours, comme d'habitude, que les hommes et les femmes des lettres fussent pressés de leur annoncer le titre d'un cousin qui les ait empêchés de se rendre au bal le soir même. Et c'était, au fond, une affaire d'importance mentale. Qu'ils se fussent privés d'une soirée n'était rien changeant, mais il y avait quelque chose de plus, d'aller dans un quel-
que domaine que ce soit, les fins de règne sont de toutes façons exquises. Et puis, sait-on jamais, vous pourriez peut-être rencontrer la personne qui n'attend que votre regard, et avec laquelle vous ferez votre ro-

S'il faut à tout prix admettre que ce genre est sur son déclin, il faut reconnaître qu'il n'est pas mort. À l'époque se trouvent sur elles-mêmes, et avec le propre de l'originalité est de passer d'abord inaperçue, le privait, de mon côté, que l'on s'avise du fait suivant : pour bien lire, il n'est pas inutile d'écrire soi-même un peu. Seulement voilà, on n'écrira plus de lettres, on téléphonera, on se verra plus perdre son temps. On se voit, on se parle, et si l'on écrit moins, on écrit mieux. On ne s'ennuie plus, et l'on s'ennuie moins. L'écriture est l'art - exigeant des romanciers. Cédant à la contagion, le romancier tente cette hâte. Comment voulez-vous que l'on écrive à ses histoires? Mais c'est un cercle vicieux : il n'écrira mieux que si les gens eux-mêmes décrivent, si cela ne reprendra de plus belle que si l'on réserve l'usage du téléphone pour les lettres. On ne s'ennuie plus, on s'ennuie moins. Les mariages, deuils, dévotions.

Jean-Marc ROBERTS : une « crisette »

P LUTOT une vague crise de nerfs. Tous ça parce qu'on s'arrête plus à maîtriser les choses, à maîtriser trop d'inclassables, pas de chef de file, pas de courant, pas d'école. Des phénomènes de modes, des donneurs de leçons, des petits profs, des caïmans : tout ça voyage immobile autour de Paris en « petite cellule » (il s'agit d'un autobus vert).

Je dis n'importe quoi, comme toujours, quand il s'agit de discourir, parler de mon travail. Je n'ai pas l'impression de travailler. Je m'ennuie, je m'ennuie, c'est selon. L'écriture, c'est pas mon métier. Un passage-temps, un temps-mau, survie quand je ne vais pas bien. Je n'aime pas parler de ça, expliquer ça, raconter ce que j'ai voulu faire. Je ne veux rien faire, de toute façon. Juste plaisir à ma mère, rattrapper le livre précédent que je déteste indubitablement trois mois après sa parution. Les gens sérieux me donnent mal à tête. La mort d'Hergé m'a fait de la peine.

Philippe SOLLERS : ne cédez pas !

VOUS êtes seul. Vous décidez l'abolition de la crise. Sur-le-champ. Vous ouvrez votre machine à écrire. Vous racontez ce qui vous arrive, là, tout de suite, les grimaces, les intonations, les gestes à double entente, les rapports de force, la contradiction, les séductions contradictoires.

Vous refusez les dettes, les devoirs, les emplois du temps, les ruminations sur le temps. Vous augmentez le temps. Vous n'êtes ni malheureux, ni misère, l'absurdité, le poids d'une fatalité qui n'a jamais existé.

Vous faites les personnages. Ils parlent, ils trahissent, la comédie commence.

■ Ils essayent tous de vous empêcher d'être vous ne cédez pas. Vous êtes digne, respectable. Vous êtes un monstre de plus en plus délicat. Ils se tordent, vous supplient, vous menacent, vous boudent, vous caressent, vous agressent, vous neutralisent, vous sous-estiment, vous banalisent, vous oublient, vous surveillent, vous réduisent, vous vampirisent, vous catalysent. Vous résistez, impénétrable. Vous écoutez tout, mais ne réagissez pas. Vous êtes d'un œil. Les rêves vous laissent froid. Vous coïncidez de mieux en mieux avec votre liberté. ■
■ racontez, simplement. Et encore. Vous restez dans la mise en scène. Vous venez de réinventer le roman.

Visites
LE STAND DE LA
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
AU SALON DU LIVRE
Allée C - N° 7
GRAND PALAIS
DU 15 AU 20 AVRIL

Le Monde
est présent au Salon du livre
STAND A11

Hector BIANCIOTTI : un genre en péril par défaut de verbe

TOUT comme d'habitude les autres pays, où c'est toujours le meilleur de la production étrangère que l'on traduit, le roman paraît, par comparaison, sur le déclin. Alors que c'est le genre même qui l'est.

Néanmoins, ■■■ plus que dans d'autres domaines linguistiques, le roman français semble partir de l'appareillement de son instrument, ■■■ langue française. Romanisme et journalisme peu à peu sont venus à bout de l'art de l'écrire et à la parler, et cela ■■■ particulier l'usage qui est fait ■■■ verbe, capital par ■■■ on pense une ■■■ temps le langage trahit Journal des précisions, rapporte de la phénomène ■■■ le maître résumait ■■■ stable des mots subtils, uniques, ■■■ plezzisti, cette épaisseur psychologique qui n'est, ■■■■ tous, qu'une conscience entière du corps, de sa sensibilité au plaisir et à la douleur, de sa capacité de produire, des vieds à la tête, de la mort.

chose d'une autre – le ciel ■ bleu,
– mot par excellence ■ dans ses
significations les plus modestes, ■
transmet ■ particules de ■
■ du Temps, notre substance.

■ cherche la naturel, et l'on
croit qu'à la recherche du ■
convient la simplification, la simplicité,
qui n'est rien, quand tout ce
qui relève de la nature est une
complication qui frise l'immensité,
et demande des nuances les plus ex-
tremes du langage ■

■ à l'emploi de quelques temps du
verbe ■ ne se ré-quit-on avec

L'idée ■ moi ■ indispensable
au roman. Mais si les verbes ne sont
pas employés dans ■ leurs pos-
sibilités, le mot n'aura jamais
qu'une existence réduite. J'irais...
■ survie de grabataire. Et, ■
conséquent, le ■ ■ dans
le meilleur des cas – lorsque
l'agencement des ■ réussira, le
■, à provoquer des ■ iso-
lées, – qu'un paradis de formations
vaines, peuplé ■ silhouettes, et
■ le personnage se sera exilé à
jamais ■ défaut de verbe.

craindre, le subjonctif, on reste au bordure. Alors que chaque temps de chaque mode du verbe implique que le sujet a, par exemple, pensé plus ou moins longuement, et de plus ou moins près : un peu plus, un peu moins.

Le personnage, comme le personnage et sa lutte, ses circonstances, il n'y aura plus de roman. A la limite, les chroniques. Avant d'en revenir au conte, nous avons oral.

Renaud CAMUS : l'emprise du « discours moyen »

Celle de la création ? C'est possible, mais elle ne peut pas être dissociée d'une crise culturelle plus large, qui tient à l'emprise, chaque jour aggravée, de la vie intellectuelle du « discours moyen » - celui de la classe culturellement dominante, hégémonique - qui domine tout ce qui la

J'écris ~~des romans~~ parce que, me semble-t-il, c'est le genre qui prend ~~aux~~ les ~~hommes~~. La fiction pose la question du « qui parle ? », et met toujours en branle, ~~par~~ ou prou, l'identité, y compris celle l'auteur. Elle fissure le je si assuré de l'homme politique, ~~du~~ militant, de l'historien, ~~de~~ l'essayiste, ~~et~~ le nôtre.


Bernard CLAVEL : le public attend de véritables histoires

S'

LIVRES ANCIENS

Librairie Le Tour du Monde
9, rue de la Pompe, 75016 Paris
vient d'éditer son catalogue n° 16
DIVERS ET SPÉCIAL

COLETTE

Plus de cent titres
en édition originale
sur  de Colette,
 autographes.

C'est-à-dire des œuvres qui nous aident à aimer, à respirer, à rêver. Qu'il soit romanesque, épique, le roman continue d'attirer celles et ceux qui demandent à une œuvre de les accompagner dans le quotidien et de leur éveiller.

Ne pas décourager les jeunes talents en accordant la priorité à des ouvrages où la correction l'emporte sur les qualités d'imagination et de style.

LE
HAMEAU
ÉDITEUR

10^e ANNIVERSAIRE

*sciences humaines
médecine
ouvrages pratiques*

des livres pour
chercher, s'informer, cheminer...

15, RUE BERGAND 75005 PARIS - 01 46 22 11 10

STAND F 18

Max Gallo romancier



La Demeure des Puissants
Son nouveau roman



1985

des femmes du M.L.L. Éditent...

Des essais, _____

Virginia Woolf
LES FRUITS ÉTRANGES
ET BRILLANTS DE L'ART

Virginia Woolf commente et analyse les œuvres des grandes romancières anglaises.

Maria Isabel Barreno
LA DISPARITION DE
LA MÈRE

La place de la production des femmes dans l'histoire des civilisations.

un témoignage, _____

Phyllis Chesler
JOURNAL D'UNE MÈRE

Que signifie faire un enfant lorsqu'on est, comme

Phyllis Chesler, une femme ■ 37 ■ écrivain, féministe, toujours ■ plus que jamais active socialement ■ politiquement ?

un roman, _____

Ana Vazquez
ABEL RODRIGUEZ
ET SES FRÈRES

Sur une trame très dépouillée, Ana Vazquez ■■ a scénarise la guerre familiale qui décime les Rodríguez, ■■ Chili, après le coup d'État de 1973.

et dans la collection
"écrire, entendre"

Sarah Bernhardt
MA DOUBLE VIE
lu par
Edwige Feuillère

Le journal d'une grande comédienne du siècle passé, lu par une grande comédienne contemporaine.

3^e Salon du Livre
Stand n° 116.

"Des femmes" 6, rue de Médan - Éditions M.L.L.

LA LITTÉRATURE DANS TOUS SES ÉTATS

Le Nouveau Roman : l'école est finie

CALME plat dans le paysage de la fiction littéraire en France. Plus guère de romans comparables à ceux que le Nouveau Roman a écrits entre 1950-70, même s'il faut attendre le dernier mouvement d'envergure dans l'ordre de la création romanesque. On semblait loin des polémiques de l'accompagnement, même qu'il était d'entraîner les débats de la subjectivité et de frapper de saleté l'imaginaire, d'ailleurs, le poids de cette rhétorique du cadastre et de la castration. Il en va de l'accueil plutôt étiolé de l'œuvre qui a été lué la parution des romans.

En 1980, Monsieur Sogno en 1982, de 1983, d'Alain Robbe-Grillet (Djinn en 1981). Pour leur éditeur, Jérôme Lindon, il n'y a pas eu de roman. Ce nom vient du titre d'un article de la revue *Le Monde* à la Jalousie et à Tropisme, publiés par nous en 1982. Alain Robbe-Grillet a moi-même choisi de mettre deux majuscules à cette appellation et de nous en servir comme patronyme. Il n'y a pas eu de manifeste, il y a eu le talent fédérateur de Robbe-Grillet. Le nouveau roman a inventé lui-même, à l'instigation. Puis, paradoxe : en 1985, l'Express en particulier ont annoncé la mort du nouveau roman, chaque fois qu'il y avait des néologismes, des tas de gens se sont mis à écrire en fonction de lui, pour ou contre, de façon systématique, à l'étranger, il y a eu des traductions. En fait, ça été plutôt un phénomène d'édition qu'un phénomène littéraire, d'ailleurs, les affaires de littérature, celle des Éditions de Minuit.

Pourtant, dans les années 1980, de Samuel Beckett, de Nathalie Sarraute, de Michel Leiris, incitant à s'interroger sur le rôle ainsi joué dans la littérature par un passionnel des créateurs. Claude Ollier, qui obtint en 1980 le prix Méditerranée pour le *Musée* en 1980 (dont la reprise en GF/Flammarion en 1982), analyse cette influence : Le Nouveau Roman a été un mouvement de transformation par le jeu de l'écriture, qui a remis en question, radicalement, les rapports entre l'œuvre et le sens. D'ailleurs, on ne ne l'a pas souvent noté - il l'évolution historique de notre pays. Il y a eu, dans cette époque, une réelle aventure littéraire, une recherche, un risque pris, qui sont à mettre en parallèle avec ce qui s'est passé, dans la même période, pour la musique et le cinéma.

Mais qu'en est-il aujourd'hui du Nouveau Roman ? Car, Jérôme Lindon continue de publier les auteurs qui, pour lui, restent toujours vivants et il ne frappe la censure que la consécration officielle. Mais il rend aussi la permanence du projet (l'écriture) aux États-Unis et les influences chez les auteurs comme Marguerite Yourcenar, Philippe Sollers, ou le Cézaire. Qu'Angelo Rinaldi a dit dans l'ouvrage *Le Nouveau Roman* : il apparaît comme un « signe de vitalité ».

Romancier de la mémoire subjective et critique écorché, Rinaldi s'empare sur son hostilité : « Le Nouveau Roman, ça n'existe pas, chaque écrivain a son droit de dire. Mon sentiment est qu'il y a dans la littérature des choses qui sont à un moment précis neuves du point de vue technique et qui, comme telles, relèvent de l'histoire littéraire, mais qui ensuite se transforment en l'arme la plus redoutable, la recette. Il n'y a aucune rhétorique en France qui n'ait fait florès. C'est vrai depuis Boileau et c'est dans le tempérament français. Toutes les écoles de pensée sont assurées de faire des dégâts et des disciples, surtout si l'Université, comme c'est le cas, prend le relais. Actuellement, c'est une littérature totalement pétrifiée, qui est un chapitre de l'histoire du formalisme ».

Pour sa part, Claude Ollier fournit pour ainsi dire deux réponses, à la fois dans son œuvre, où *Mon double* (Flammarion, 1982) teste une évolution sensible, et dans cette déclaration qu'il nous fait : « Il me semble que depuis une quinzaine d'années, chacun a suivi sa voie de telle façon que les différences s'en sont trouvées nettement accentuées et que des divergences fondamentales de conception sont apparues. Quant à l'appellation de Nouveau Roman elle-même, totalement contrainte, elle a fini par désigner une sorte de maniérisme du fantasme, adhésif, sans surprise, en opposition évidente avec ce qu'elle recouvrait, à l'origine, d'un nouveau et d'ouverture créatrice ».

Alors, est-ce la fin de l'école ? qui n'en est pas une et qui est pourtant figée comme telle dans les manuels d'histoire ? Ce constat, pour dire le débat, Jérôme Lindon, qui, aujourd'hui, les gens ne se préoccupent plus de se situer par rapport au Nouveau Roman. Ce qui ne l'empêche pas de manifester son optimisme : « Les faits-part de deux sont des faits-part de néo-roman ».

SERGE KOSTER.

Quelques jugements

« Le Français se fout éperdument du livre !... dans son ensemble et son particulier... Rien à dire sur son blanc. Acceptons pour ce qu'il vaut... Bien plus amusant que tragique... aussi gaillardement qu'il est... Pas de quoi fouter un chat... Mais par exemple refusons net, pour injurieuses, les explications qu'on nous propose académiquement, endormies, à savoir que le cinéma, la radio, les sports, les périodiques, etc., etc., sont responsables de la crise... empêchent les Français de lire... de se payer les bons auteurs... Calottées naïvetés... fontrises dévergondées ! Les États-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, possèdent dix fois autant que nous autres, de tous ces genres de distractions ! Et regardez comme ils continuent à lire... »

CÉLINE
(Baptêmes pour un massacre, 1938, Denoël)

« Le roman absorbe et distrait le lecteur, le tire hors de lui-même, le submerge et le lie dans une autre atmosphère, par conséquent le diminue, du moins tant que dure le sortilège. Le poète, quand elle touche, concentre au contraire le lecteur en lui-même, l'exalte par l'identification qui s'opère entre ce qu'il découvre et ce qui se dévoile en lui, gardant la sensation que l'émotion qu'il éprouve est la sienne et qu'il ne la doit à nul autre que lui. L'émotion romanesque opère une substitution, l'émotion poétique une intensification... »

PIERRE REVERDY
(Boc-notes - 39-48, la Fière des vents, n° 5)

« Nous ne pouvons point traiter de la crise du roman en 1945... Savons-nous seulement si le roman est en crise ? Nous pouvons discerner clairement ce que chaque auteur ou chaque école a le droit de faire et nous pouvons aussi juger si dans leurs œuvres, ils demeurent fidèles à leur propos. Nous pouvons déceler certains desseins secrets, certaines intentions cachées. Mais nous ne pouvons pas surprendre la figure que l'ouvrage aura pour les lecteurs de demain, nous ne pouvons pas le considérer comme une acquisition de l'esprit objectif de l'époque : sa face objective nous demeure tou-

jours voilée, car elle n'est pas autre chose que l'aspect qu'il prendra aux yeux des autres. Nous ne saurions être à la fois dehors et dedans... »

JEAN-PAUL SARTRE
(Situations II, 1948, Gallimard)

« Le Français se classe comme contraire par la manière qu'il a de parler littérature, et c'est un sujet sur lequel il ne supporte pas d'être pris de court : certains nous jettent dans la conversation sont censés appeler automatiquement une réaction de sa part, comme si on l'entrepreneur sur sa santé ou ses affaires personnelles - il le sent vivement - il s'agit de ces sujets sur lesquels il ne peut se faire qu'il n'ait pas son mot à dire. Aussi se trouve-t-il que la littérature en France s'écrit et se critique sur un fond sonore qui n'est qu'à elle, et qui n'est sans doute pas entièrement séparable : une rumeur de foule survoltée et insubmersible, et quelque chose comme le murmure enferronné d'une perpétuelle Bourse aux voleurs. Et en effet - peu importe son volume exact et son nombre - ce public en continué frotement (il y a toujours eu à Paris des salons) ou des « quartiers littéraires » comme un public de Bourse à la particularité bizarre d'être à peu près constamment en « état de foule » : même l'apparition de nouvelles fraîches, aussitôt bues partout à la fois comme l'eau par le sable, aussitôt simplifiées en bruits, monnayées en échecs, en rumeurs de coulisses, - même, même, même instabilité féminine dans les réactions - même besoin constant d'entraînement pour sa ferveur, de nouveau - même l'âge d'interprétation à propos de tout ce qui se présente : pas un livre, pas un auteur jeté en pâture à cette foule qu'une espèce de levain travaille qui ne soit aussitôt supputé, disséqué, interprété, sondé, prolongé déjà par un avenir imaginaire, évalué dans toutes ses possibilités... »

JULIEN GRACQ
publié en revue pour la première fois en 1950, (La Littérature à l'instinct, José Corti)

« Aujourd'hui, on lit toujours grossièrement nous inonde d'œuvres littéraires qui prétendent encore être

VU DE NEW-YORK

Un nombrilisme frileux

MARIE-CLAUDE BRUNHOFF représente l'édition Alfred A. Knopf à Paris. Cette maison new-yorkaise s'est toujours intéressée à la littérature française. Elle a publié, entre autres, la *Beauvillain* de Camus, le *Feu follet* de Drieu la Rochelle, la *Place de l'étoile* de Modiano.

« Le Nouveau Roman aurait déposé les Américains de la littérature française ? C'est mal poser le problème. Ce ping-pong entre Paris et New-York est absurde. Depuis douze ans je cherche ici les romans qui m'intéressent et j'ai toujours eu plus de mal à imposer la fiction que les sciences humaines. Pour mes romans, j'ai toujours eu violence, de Leboyer, par exemple, que j'ai conseillé de prendre, est devenu un classique aux États-Unis. Il fait complètement partie de la culture, on a oublié la nationalité de son auteur. »

Par contre, la *Place de l'étoile* de Modiano, et la *Place de l'Empire* de Jean d'Ormesson, ont été des succès. Modiano ne touche pas le public américain qui, dans l'ensemble, reproche aux romans français leur nombrilisme frileux. Il y a bien deux « Français » qui ont du succès là-bas : Julio Cortázar et Milan Kundera. Leur livre traduit, Cortázar vient même de publier la une du *New York Times* avec Gabriel García-Marquez. Ce sont deux auteurs publiés par Knopf.

J'ai pu les rencontrer à l'occasion du Consol, de Lucien Robert, mais, malgré quatre lettres favorables, ils ont refusé de publier la *Vie de l'homme* de Georges Perec. Voilà un chef-d'œuvre qui aucun éditeur américain n'a osé mettre à son catalogue. Il n'est pas sûr, en effet, que le public américain comprenne les lettres qui, comme moi, ont eu la conviction de défendre l'un des meilleurs romans français de ces vingt dernières années.

Propos recueillis par R. S.

Bouquins, mieux qu'une simple collection, c'est une bibliothèque. Créée en 1979 par Guy deleury, elle comporte aujourd'hui cinquante volumes qui s'attachent à tous les grands domaines de la culture. Ni de prestige, ni de mode, les Bouquins sont des livres différents, profondément originaux, du mariage d'une procédure technique unique. Guy deleury nous présente sa collection :

Un Bouquin, c'est d'abord un livre pour savoir ce que c'est. Car un Bouquin, c'est d'abord un livre de 3 à 5 pages d'épaisseur, comptant 1000 pages environ. Jusque-là, rien d'extraordinaire : il existe d'autres ouvrages de semblables dimensions. Un Bouquin, c'est aussi un livre souple et robuste, un papier de qualité, un brochage exceptionnel qui le livre souvre facilement, les pages, reste ouvert au maximum, et manipule agréablement sans risquer de se dégrader. Puisque Bouquin comporte de grands textes de référence, donc fréquemment consultés, il fallait cette qualité de brochage unique qui confère à toute la collection une maniabilité sans exemple. Un Bouquin, enfin, c'est une mine de renseignements, une somme littéraire ou philosophique... qui ne coûte que de 10 à 90 F. Et cela, c'est incomparable.

Bouquins publie des ouvrages de référence tels que le *Dictionnaire des œuvres* ou, en 10 volumes, sont publiés à peu près tous les domaines de la culture : philosophiques, littéraires, philosophiques, dans le monde entier ; aussi capital que lui, le *Dictionnaire des auteurs*. Les mélomanes trouveront dans *Tout l'Opéra*, le fameux ouvrage de Kobé, l'analyse de tous les opéras, les lyriques. *Une Histoire de la Musique* leur fournira un passionnant panorama des origines à nos jours, ainsi que le *Dictionnaire des disques* et le

Dictionnaire des œuvres et l'interprétation musicale leur deviendront rapidement indispensables. Le *Dictionnaire du cinéma*, en trois tomes (1 volume paru), traite, pour sa part, de tout ce qui touche au 7^e Art. Et 10 mois-ci paraissent un *Dictionnaire de l'archéologie*, le célèbre biographie de Hitler par John Toland. Bouquins publie également des classiques de la littérature française : Balzac, Flaubert, Barbey d'Aurevilly, Stendhal, sans oublier les œuvres étrangères : les *Mille et Une Nuits*, *Sherlock Holmes* ou romans contemporains comme ceux de Jack London, John Le Carré, Graham Greene et Max Gallo.

Bouquins s'est aussi attaché à faire revivre des œuvres depuis longtemps disparues du catalogue des éditeurs. Ainsi *Le Cycle du rameau d'or*, ce chef-d'œuvre de George Frazer qui retrace l'histoire de tous les mythes humains (la naissance, l'amour, le mariage, la mort) et dont l'influence ne cesse de se manifester à travers l'ethnologie, l'histoire des religions et la sociologie modernes. Une autre œuvre en projet pour cette année : *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain* de Edward Gibbon. Cet ouvrage majeur n'aurait pas été réédité dans son intégralité depuis 100 ans ! Enfin, la réédition, dans une version nouvelle du *Dictionnaire des symboles* de Jean Chevalier et Alain Gheerbrant, avec le succès que l'on sait, a permis de constater que cet ouvrage rendait service à de nombreux lecteurs. Bouquins place également place à des livres pratiques (*Cuisine sans souci* ou *Reussir sa cuisine*) et certains, comme *L'Encyclopédie des vins et des alcools*, sont en passe de devenir des classiques. Depuis sa création en 1979,

Bouquins ne cesse d'étendre et de varier ses publications. Histoire, poésie, littérature, philosophie, musique, cinéma ou cuisine, quel que soit votre domaine de prédilection, il y a forcément des Bouquins dont vous ne pourriez plus vous passer.

BOUQUINS



OUVRAGES DE RÉFÉRENCE
Le célèbre *Dictionnaire des œuvres* (6 volumes sous coffret) mais aussi le *Dictionnaire des auteurs* (4 volumes), font partie de ces œuvres que l'on consulte souvent et qui nourrissent notre culture.

LA VIE

Le Monde

ÉTRANGER

La C.E.E. accueille avec réserve la proposition américaine de tenir plusieurs réunions ministérielles pour préparer le sommet de Williamsburg

De notre correspondant

Bruxelles. (Communiqué européen). - Les États-Unis ont proposé à leurs partenaires du groupe des sept principaux pays industrialisés (R.F.A., France, Royaume-Uni, Italie, Japon, Canada) de tenir plusieurs réunions au niveau ministériel, afin de préparer le sommet économique occidental, qui rassemblera les sept chefs d'État et de gouvernement à la fin de mai à Williamsburg (Virginie). La Communauté n'a pas encore réagi à cette initiative, qui a l'apparence d'être une surprise, tant elle va à l'encontre de ce que proclamaient les Américains jusqu'à présent sur le caractère informel que devaient revêtir les sommets économiques, pour ne pas risquer de décevoir l'opinion, comme ce fut le cas après celui de Versailles. Les gouvernements membres des Dix se semblent que très modérément apprécier la démarche américaine.

Une réunion de l'O.C.D.E. qui sera consacrée aux modalités de la prorogation de l'accord (dit consensus) sur les conditions d'octroi de crédits à l'exportation, se tiendra les 10 et 11 mai. Les autorités américaines ont proposé que les ministres des finances et les ministres du commerce des pays du groupe des Dix se réunissent à l'occasion pour se rencontrer, afin de préparer le sommet de Williamsburg. Les Américains ont également proposé à M.M. Ortoli et Haferkamp, les vice-présidents de la Commission chargés respectivement des affaires économiques et monétaires et des relations extérieures, de participer à cette réunion, ainsi d'ailleurs qu'aux secrétaires généraux de l'O.C.D.E., du F.M.I. et du GATT. Cette réunion conjointe du commerce devrait donner l'occasion à leur esprit d'aborder les problèmes de l'établissement international.

Mais les États-Unis vont plus loin, ils suggèrent que cette réunion conjointe soit préparée par la réunion des ministres des finances des Sept le 29 avril à Washington, et par une réunion des ministres du commerce de ce même groupe des Sept les 28 et 29 avril à Bruxelles. La réunion de Washington était de toute façon prévue, pour faire le point sur les travaux effectués par le groupe qui avait été chargé de la somme de Versailles de réfléchir

sur les voies possibles d'une meilleure concertation en matière d'intervention sur les marchés des changes. On considère comme étant dans l'ordre des choses que les ministres évoquent, à cette occasion, les dossiers qui seront ouverts à Williamsburg, et par conséquent la Communauté n'y trouve rien à redire. Elle est plus réservée à propos du projet de réunion des ministres chargés du commerce extérieur. On ne voit pas, dit-on à Bruxelles, quels sujets pourraient être utilement abordés par les ministres du commerce. Les relations agricoles transatlantiques sont traitées à part. Le fait est que la Communauté tient guère à favoriser la tenue d'une réunion, où les États-Unis remettraient sur le tapis une série de sujets dont ils avaient fait, sans succès, leur cheval de bataille lors de la session ministérielle du GATT, en novembre 1982, à Genève. Enfin, la tradition veut que les sommets occidentaux soient préparés par des conseillers particuliers des chefs d'État et de gouvernement, qu'on appelle pour l'occasion « sherpas » (M. Attali est le « sherpa » de la France). L'initiative américaine de Washington veut-elle rompre une habitude ?

Les crédits à l'exportation

La réunion de l'O.C.D.E. consacrée à la prorogation du « consensus » sur l'octroi des crédits à l'exportation sera préparée par les ministres des finances des Dix, le 18 avril, à Luxembourg. L'actuel consensus vient à expiration le 30 avril. Il s'agit pour les Dix de décider si l'extension de la prorogation doit être confiée à la Commission. L'an passé, les pays de l'O.C.D.E. s'étaient mis d'accord pour élever les taux minimaux de l'arrangement. Depuis, les taux d'intérêt ont fléchi, et la Commission propose de réajuster cette baisse sur la grille des taux de crédits à l'exportation. Elle suggère également que l'on s'entende pour mettre en place un système d'adaptation automatique des taux de crédits à l'exportation, en fonction de l'évolution des taux d'intérêt. Les Dix, qui ont matière de taux d'intérêt réels, connaissent des situations très différentes, sont divisés.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Tout va pour le mieux entre la Suisse et le Liechtenstein

De notre correspondant

Berne. - A l'occasion du sixtième anniversaire du traité d'union douanière entre la Suisse et le Liechtenstein, M. Pierre Aubert, chef de département fédéral des affaires étrangères et président de la Confédération pour 1983, s'est rendu dernièrement à Vaduz, capitale de la principauté. Ce déplacement a permis de réaffirmer les liens particulièrement étroits qui se sont établis entre les deux pays.

Insérée entre la Suisse et l'Autriche, d'une superficie de 160 kilomètres carrés, pour vingt-six mille habitants, la principauté du Liechtenstein est l'unique survivant de la Confédération germanique qui rassemblait une quarantaine d'États au dix-neuvième siècle. Tout en conservant son indépendance, elle n'a cessé de se rapprocher de la Suisse depuis la première guerre mondiale. En 1919, Berne prenait en charge la défense de ses intérêts dans les pays tiers ; puis, l'année suivante, les P.T.T. suisses se voyaient confier l'exploitation de son service postal. Un nouveau pas décisif était franchi en mars 1923 par la signature d'un traité d'union douanière.

En vertu de cet accord, les deux pays forment un seul territoire économique. Depuis lors, les douaniers helvétiques assurent le contrôle à la frontière entre la principauté et l'Autriche, alors qu'il n'existe aucune vérification, ni des personnes ni des marchandises, entre la Suisse et le Liechtenstein. De plus, la principauté a adopté le franc suisse comme monnaie officielle. L'unité économique entre les deux pays a été entièrement réalisée par la conclusion d'un accord monétaire en 1980. Conformément à ce texte, les compétences de la Banque nationale helvétique s'étendent au Liechtenstein, de même que les prescriptions suisses en matière de politique monétaire.

Seule restriction apportée au traité d'union douanière, le Liechtenstein a demandé, et obtenu en 1981, la suspension temporaire

d'une disposition sur la liberté d'établissement. Par cette dérogation, le gouvernement du Liechtenstein souhaitait stabiliser le nombre des étrangers, qui a atteint jusqu'à 36 % de sa population et dont près de la moitié sont des ressortissants suisses.

Pays essentiellement agricole lors de l'accession au trône du prince régnant François-Joseph II en 1938, le Liechtenstein s'est transformé en un État industrialisé et ne compte plus que 3 % d'agriculteurs. En plus d'une cinquantaine d'entreprises industrielles, les milliers de sociétés ont élu domicile dans ce paradis fiscal qu'est devenue la principauté.

Lors de leurs entretiens, M. Aubert et le chef du gouvernement principauté, M. Hans Brunhart, ont exprimé leur « grande préoccupation » sur l'état des négociations en cours à la conférence de la C.S.C.E. à Madrid et ont renouvelé leur soutien au projet de document final proposé par les pays neutres et non alignés. Sur le plan bilatéral, ils ont pu constater qu'il n'y avait pas de problème majeur entre les deux pays, si ce n'est que le Liechtenstein s'était négativement ému d'un malentendu sur un exercice de tir de l'armée suisse, et qui s'était étiré jusqu'au territoire de la principauté.

JEAN-CLAUDE BUNNEN.

● Augmentation du capital action pour A.M.C. - American Motors a décidé d'augmenter le montant de son émission d'actions organisée le 12 avril. Dix millions d'actions (au lieu de 5) seront offertes au public, 3,3 millions (au lieu de 3) seront acquises par le fonds de pension des employés d'A.M.C. et 11 485 000 actions seront achetées par Renault pour augmenter le capital de sa participation (46 %). Cela portera à 483 millions de dollars l'investissement de Renault dans A.M.C. (capital et crédits) selon les analystes.

AFFAIRES

DEUX DOSSIERS URGENTS POUR LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE

Se voulant pragmatique, prudent, discret, désireux de ne heurter personne et de se concilier les chefs d'entreprise du public comme du privé, M. Laurent Fabius va très bientôt recevoir son baptême du feu. Un certain nombre de dossiers industriels en attente depuis le début mars vont devoir être réglés. Certains - chimie, radiologie - semblent avoir été définitivement bouclés par son prédécesseur, M. Chevènement, et il moins d'un réexamen total on devrait déboucher très vite sur des

La C.G.C.T. veut rester autonome et demande 2 milliards de francs

Le sort de la C.G.C.T. (Compagnie générale de construction téléphonique) qui a été de très nombreuses réunions interministérielles au cours des derniers mois, reste toujours en suspens. Que faire de cette ancienne filiale de l'I.T.T. et de ses neuf mille salariés ? Le rapprocher de CIT-Alcatel, de Thomson ? La laisser plus ou moins indépendante ?

M. Fabius reprend depuis le début mars pour cause d'élections municipales et le changement de gouvernement, les dirigeants de la C.G.C.T. ont clairement marqué, le 12 avril, devant la presse, leur préférence pour une solution qui préserverait l'autonomie et l'intégrité de l'entreprise.

Le plan qu'ils proposent comporte deux grands axes. Le premier concerne la structure publique. La C.G.C.T. veut conserver un seul statut, celui de la commune, et ne pas être intégrée à CIT-Alcatel ou à Thomson, ce qui entraînerait une réduction de moitié, en quelques années, des effectifs affectés à la communication publique. Les quatre mille personnes aujourd'hui contre onze mille il y a cinq ans. C'est à condition que les P.T.T. maintiennent leur quota de commandes (16 %).

Second volet : le développement de la téléphonie privée et le redéploiement vers de nouveaux réseaux (téléphonie, communication d'entreprises, réseaux câblés), qui devrait permettre de reconvenir le personnel « délogé » de la communication publique.

M. Lestrade juge que les synergies de la C.G.C.T. sont plus grandes avec Thomson. Ne serait-ce qu'en raison de leur passé commun. Ainsi, par exemple, pour prendre le cas de la MT 20-25, seul secteur où cette synergie est « moins évidente » : la téléphonie privée.

Pour mener à bien cette politique d'autonomie relative, la C.G.C.T. a besoin de réviser sa situation financière. Les pertes accumulées à fin 1982 atteignent un peu plus de 280 millions de francs et celles de 1983 risquent d'être lourdes. De plus, la société a environ 1 milliard de francs de dettes à court terme. Aussi, M. Lestrade demande-t-il 1 milliard de francs pour « rétablir

la situation ». Peu importe quelle forme : capitaux privés, marchés d'échanges, souscriptions de titres, il s'agit de trouver de l'argent. Le plan doit être recadré. Le P.D.G. d'Usinor est le premier à parler publiquement d'une révision du plan de réstructuration de la sidérurgie. Mais la révision devient urgente, il faut faire un effort, car le plus grand rendement est le plus grand rendement des 12 000 tonnes.

Les pouvoirs publics, qui ont jusqu'à présent la main libre, ne peuvent pas payer. Les deux milliards de francs en 1982 (3,68 milliards pour Sacilor et 4,99 milliards pour Usinor), après 6 milliards l'année précédente. Les deux milliards de francs en 1983, 3,95 milliards de francs en 1984, 3,95 milliards de francs en 1985, 3,95 milliards de francs en 1986, 3,95 milliards de francs en 1987, 3,95 milliards de francs en 1988, 3,95 milliards de francs en 1989, 3,95 milliards de francs en 1990, 3,95 milliards de francs en 1991, 3,95 milliards de francs en 1992, 3,95 milliards de francs en 1993, 3,95 milliards de francs en 1994, 3,95 milliards de francs en 1995, 3,95 milliards de francs en 1996, 3,95 milliards de francs en 1997, 3,95 milliards de francs en 1998, 3,95 milliards de francs en 1999, 3,95 milliards de francs en 2000, 3,95 milliards de francs en 2001, 3,95 milliards de francs en 2002, 3,95 milliards de francs en 2003, 3,95 milliards de francs en 2004, 3,95 milliards de francs en 2005, 3,95 milliards de francs en 2006, 3,95 milliards de francs en 2007, 3,95 milliards de francs en 2008, 3,95 milliards de francs en 2009, 3,95 milliards de francs en 2010, 3,95 milliards de francs en 2011, 3,95 milliards de francs en 2012, 3,95 milliards de francs en 2013, 3,95 milliards de francs en 2014, 3,95 milliards de francs en 2015, 3,95 milliards de francs en 2016, 3,95 milliards de francs en 2017, 3,95 milliards de francs en 2018, 3,95 milliards de francs en 2019, 3,95 milliards de francs en 2020, 3,95 milliards de francs en 2021, 3,95 milliards de francs en 2022, 3,95 milliards de francs en 2023, 3,95 milliards de francs en 2024, 3,95 milliards de francs en 2025, 3,95 milliards de francs en 2026, 3,95 milliards de francs en 2027, 3,95 milliards de francs en 2028, 3,95 milliards de francs en 2029, 3,95 milliards de francs en 2030, 3,95 milliards de francs en 2031, 3,95 milliards de francs en 2032, 3,95 milliards de francs en 2033, 3,95 milliards de francs en 2034, 3,95 milliards de francs en 2035, 3,95 milliards de francs en 2036, 3,95 milliards de francs en 2037, 3,95 milliards de francs en 2038, 3,95 milliards de francs en 2039, 3,95 milliards de francs en 2040, 3,95 milliards de francs en 2041, 3,95 milliards de francs en 2042, 3,95 milliards de francs en 2043, 3,95 milliards de francs en 2044, 3,95 milliards de francs en 2045, 3,95 milliards de francs en 2046, 3,95 milliards de francs en 2047, 3,95 milliards de francs en 2048, 3,95 milliards de francs en 2049, 3,95 milliards de francs en 2050, 3,95 milliards de francs en 2051, 3,95 milliards de francs en 2052, 3,95 milliards de francs en 2053, 3,95 milliards de francs en 2054, 3,95 milliards de francs en 2055, 3,95 milliards de francs en 2056, 3,95 milliards de francs en 2057, 3,95 milliards de francs en 2058, 3,95 milliards de francs en 2059, 3,95 milliards de francs en 2060, 3,95 milliards de francs en 2061, 3,95 milliards de francs en 2062, 3,95 milliards de francs en 2063, 3,95 milliards de francs en 2064, 3,95 milliards de francs en 2065, 3,95 milliards de francs en 2066, 3,95 milliards de francs en 2067, 3,95 milliards de francs en 2068, 3,95 milliards de francs en 2069, 3,95 milliards de francs en 2070, 3,95 milliards de francs en 2071, 3,95 milliards de francs en 2072, 3,95 milliards de francs en 2073, 3,95 milliards de francs en 2074, 3,95 milliards de francs en 2075, 3,95 milliards de francs en 2076, 3,95 milliards de francs en 2077, 3,95 milliards de francs en 2078, 3,95 milliards de francs en 2079, 3,95 milliards de francs en 2080, 3,95 milliards de francs en 2081, 3,95 milliards de francs en 2082, 3,95 milliards de francs en 2083, 3,95 milliards de francs en 2084, 3,95 milliards de francs en 2085, 3,95 milliards de francs en 2086, 3,95 milliards de francs en 2087, 3,95 milliards de francs en 2088, 3,95 milliards de francs en 2089, 3,95 milliards de francs en 2090, 3,95 milliards de francs en 2091, 3,95 milliards de francs en 2092, 3,95 milliards de francs en 2093, 3,95 milliards de francs en 2094, 3,95 milliards de francs en 2095, 3,95 milliards de francs en 2096, 3,95 milliards de francs en 2097, 3,95 milliards de francs en 2098, 3,95 milliards de francs en 2099, 3,95 milliards de francs en 2100, 3,95 milliards de francs en 2101, 3,95 milliards de francs en 2102, 3,95 milliards de francs en 2103, 3,95 milliards de francs en 2104, 3,95 milliards de francs en 2105, 3,95 milliards de francs en 2106, 3,95 milliards de francs en 2107, 3,95 milliards de francs en 2108, 3,95 milliards de francs en 2109, 3,95 milliards de francs en 2110, 3,95 milliards de francs en 2111, 3,95 milliards de francs en 2112, 3,95 milliards de francs en 2113, 3,95 milliards de francs en 2114, 3,95 milliards de francs en 2115, 3,95 milliards de francs en 2116, 3,95 milliards de francs en 2117, 3,95 milliards de francs en 2118, 3,95 milliards de francs en 2119, 3,95 milliards de francs en 2120, 3,95 milliards de francs en 2121, 3,95 milliards de francs en 2122, 3,95 milliards de francs en 2123, 3,95 milliards de francs en 2124, 3,95 milliards de francs en 2125, 3,95 milliards de francs en 2126, 3,95 milliards de francs en 2127, 3,95 milliards de francs en 2128, 3,95 milliards de francs en 2129, 3,95 milliards de francs en 2130, 3,95 milliards de francs en 2131, 3,95 milliards de francs en 2132, 3,95 milliards de francs en 2133, 3,95 milliards de francs en 2134, 3,95 milliards de francs en 2135, 3,95 milliards de francs en 2136, 3,95 milliards de francs en 2137, 3,95 milliards de francs en 2138, 3,95 milliards de francs en 2139, 3,95 milliards de francs en 2140, 3,95 milliards de francs en 2141, 3,95 milliards de francs en 2142, 3,95 milliards de francs en 2143, 3,95 milliards de francs en 2144, 3,95 milliards de francs en 2145, 3,95 milliards de francs en 2146, 3,95 milliards de francs en 2147, 3,95 milliards de francs en 2148, 3,95 milliards de francs en 2149, 3,95 milliards de francs en 2150, 3,95 milliards de francs en 2151, 3,95 milliards de francs en 2152, 3,95 milliards de francs en 2153, 3,95 milliards de francs en 2154, 3,95 milliards de francs en 2155, 3,95 milliards de francs en 2156, 3,95 milliards de francs en 2157, 3,95 milliards de francs en 2158, 3,95 milliards de francs en 2159, 3,95 milliards de francs en 2160, 3,95 milliards de francs en 2161, 3,95 milliards de francs en 2162, 3,95 milliards de francs en 2163, 3,95 milliards de francs en 2164, 3,95 milliards de francs en 2165, 3,95 milliards de francs en 2166, 3,95 milliards de francs en 2167, 3,95 milliards de francs en 2168, 3,95 milliards de francs en 2169, 3,95 milliards de francs en 2170, 3,95 milliards de francs en 2171, 3,95 milliards de francs en 2172, 3,95 milliards de francs en 2173, 3,95 milliards de francs en 2174, 3,95 milliards de francs en 2175, 3,95 milliards de francs en 2176, 3,95 milliards de francs en 2177, 3,95 milliards de francs en 2178, 3,95 milliards de francs en 2179, 3,95 milliards de francs en 2180, 3,95 milliards de francs en 2181, 3,95 milliards de francs en 2182, 3,95 milliards de francs en 2183, 3,95 milliards de francs en 2184, 3,95 milliards de francs en 2185, 3,95 milliards de francs en 2186, 3,95 milliards de francs en 2187, 3,95 milliards de francs en 2188, 3,95 milliards de francs en 2189, 3,95 milliards de francs en 2190, 3,95 milliards de francs en 2191, 3,95 milliards de francs en 2192, 3,95 milliards de francs en 2193, 3,95 milliards de francs en 2194, 3,95 milliards de francs en 2195, 3,95 milliards de francs en 2196, 3,95 milliards de francs en 2197, 3,95 milliards de francs en 2198, 3,95 milliards de francs en 2199, 3,95 milliards de francs en 2200, 3,95 milliards de francs en 2201, 3,95 milliards de francs en 2202, 3,95 milliards de francs en 2203, 3,95 milliards de francs en 2204, 3,95 milliards de francs en 2205, 3,95 milliards de francs en 2206, 3,95 milliards de francs en 2207, 3,95 milliards de francs en 2208, 3,95 milliards de francs en 2209, 3,95 milliards de francs en 2210, 3,95 milliards de francs en 2211, 3,95 milliards de francs en 2212, 3,95 milliards de francs en 2213, 3,95 milliards de francs en 2214, 3,95 milliards de francs en 2215, 3,95 milliards de francs en 2216, 3,95 milliards de francs en 2217, 3,95 milliards de francs en 2218, 3,95 milliards de francs en 2219, 3,95 milliards de francs en 2220, 3,95 milliards de francs en 2221, 3,95 milliards de francs en 2222, 3,95 milliards de francs en 2223, 3,95 milliards de francs en 2224, 3,95 milliards de francs en 2225, 3,95 milliards de francs en 2226, 3,95 milliards de francs en 2227, 3,95 milliards de francs en 2228, 3,95 milliards de francs en 2229, 3,95 milliards de francs en 2230, 3,95 milliards de francs en 2231, 3,95 milliards de francs en 2232, 3,95 milliards de francs en 2233, 3,95 milliards de francs en 2234, 3,95 milliards de francs en 2235, 3,95 milliards de francs en 2236, 3,95 milliards de francs en 2237, 3,95 milliards de francs en 2238, 3,95 milliards de francs en 2239, 3,95 milliards de francs en 2240, 3,95 milliards de francs en 2241, 3,95 milliards de francs en 2242, 3,95 milliards de francs en 2243, 3,95 milliards de francs en 2244, 3,95 milliards de francs en 2245, 3,95 milliards de francs en 2246, 3,95 milliards de francs en 2247, 3,95 milliards de francs en 2248, 3,95 milliards de francs en 2249, 3,95 milliards de francs en 2250, 3,95 milliards de francs en 2251, 3,95 milliards de francs en 2252, 3,95 milliards de francs en 2253, 3,95 milliards de francs en 2254, 3,95 milliards de francs en 2255, 3,95 milliards de francs en 2256, 3,95 milliards de francs en 2257, 3,95 milliards de francs en 2258, 3,95 milliards de francs en 2259, 3,95 milliards de francs en 2260, 3,95 milliards de francs en 2261, 3,95 milliards de francs en 2262, 3,95 milliards de francs en 2263, 3,95 milliards de francs en 2264, 3,95 milliards de francs en 2265, 3,95 milliards de francs en 2266, 3,95 milliards de francs en 2267, 3,95 milliards de francs en 2268, 3,95 milliards de francs en 2269, 3,95 milliards de francs en 2270, 3,95 milliards de francs en 2271, 3,95 milliards de francs en 2272, 3,95 milliards de francs en 2273, 3,95 milliards de francs en 2274, 3,95 milliards de francs en 2275, 3,95 milliards de francs en 2276, 3,95 milliards de francs en 2277, 3,95 milliards de francs en 2278, 3,95 milliards de francs en 2279, 3,95 milliards de francs en 2280, 3,95 milliards de francs en 2281, 3,95 milliards de francs en 2282, 3,95 milliards de francs en 2283, 3,95 milliards de francs en 2284, 3,95 milliards de francs en 2285, 3,95 milliards de francs en 2286, 3,95 milliards de francs en 2287, 3,95 milliards de francs en 2288, 3,95 milliards de francs en 2289, 3,95 milliards de francs en 2290, 3,95 milliards de francs en 2291, 3,95 milliards de francs en 2292, 3,95 milliards de francs en 2293, 3,95 milliards de francs en 2294, 3,95 milliards de francs en 2295, 3,95 milliards de francs en 2296, 3,95 milliards de francs en 2297, 3,95 milliards de francs en 2298, 3,95 milliards de francs en 2299, 3,95 milliards de francs en 2300, 3,95 milliards de francs en 2301, 3,95 milliards de francs en 2302, 3,95 milliards de francs en 2303, 3,95 milliards de francs en 2304, 3,95 milliards de francs en 2305, 3,95 milliards de francs en 2306, 3,95 milliards de francs en 2307, 3,95 milliards de francs en 2308, 3,95 milliards de francs en 2309, 3,95 milliards de francs en 2310, 3,95 milliards de francs en 2311, 3,95 milliards de francs en 2312, 3,95 milliards de francs en 2313, 3,95 milliards de francs en 2314, 3,95 milliards de francs en 2315, 3,95 milliards de francs en 2316, 3,95 milliards de francs en 2317, 3,95 milliards de francs en 2318, 3,95 milliards de francs en 2319, 3,95 milliards de francs en 2320, 3,95 milliards de francs en 2321, 3,95 milliards de francs en 2322, 3,95 milliards de francs en 2323, 3,95 milliards de francs en 2324, 3,95 milliards de francs en 2325, 3,95 milliards de francs en 2326, 3,95 milliards de francs en 2327, 3,95 milliards de francs en 2328, 3,95 milliards de francs en 2329, 3,95 milliards de francs en 2330, 3,95 milliards de francs en 2331, 3,95 milliards de francs en 2332, 3,95 milliards de francs en 2333, 3,95 milliards de francs en 2334, 3,95 milliards de francs en 2335, 3,95 milliards de francs en 2336, 3,95 milliards de francs en 2337, 3,95 milliards de francs en 2338, 3,95 milliards de francs en 2339, 3,95 milliards de francs en 2340, 3,95 milliards de francs en 2341, 3,95 milliards de francs en 2342, 3,95 milliards de francs en 2343, 3,95 milliards de francs en 2344, 3,95 milliards de francs en 2345, 3,95 milliards de francs en 2346, 3,95 milliards de francs en 2347, 3,95 milliards de francs en 2348, 3,95 milliards de francs en 2349, 3,95 milliards de francs en 2350, 3,95 milliards de francs en 2351, 3,95 milliards de francs en 2352, 3,95 milliards de francs en 2353, 3,95 milliards de francs en 2354, 3,95 milliards de francs en 2355, 3,95 milliards de francs en 2356, 3,95 milliards de francs en 2357, 3,95 milliards de francs en 2358, 3,95 milliards de francs en 2359, 3,95 milliards de francs en 2360, 3,95 milliards de francs en 2361, 3,95 milliards de francs en 2362, 3,95 milliards de francs en 2363, 3,95 milliards de francs en 2364, 3,95 milliards de francs en 2365, 3,95 milliards de francs en 2366, 3,95 milliards de francs en 2367, 3,95 milliards de francs en 2368, 3,95 milliards de francs en 2369, 3,95 milliards de francs en 2370, 3,95 milliards de francs en 2371, 3,95 milliards de francs en 2372, 3,95 milliards de francs en 2373, 3,95 milliards de francs en 2374, 3,95 milliards de francs en 2375, 3,95 milliards de francs en 2376, 3,95 milliards de francs en 2377, 3,95 milliards de francs en 2378, 3,95 milliards de francs en 2379, 3,95 milliards de francs en 2380, 3,95 milliards de francs en 2381, 3,95 milliards de francs en 2382, 3,95 milliards de francs en 2383, 3,95 milliards de francs en 2384, 3,95 milliards de francs en 2385, 3,95 milliards de francs en 2386, 3,95 milliards de francs en 2387, 3,95 milliards de francs en 2388, 3,95 milliards de francs en 2389, 3,95 milliards de francs en 2390, 3,95 milliards de francs en 2391, 3,95 milliards de francs en 2392, 3,95 milliards de francs en 2393, 3,95 milliards de francs en 2394, 3,95 milliards de francs en 2395, 3,95 milliards de francs en 2396, 3,95 milliards de francs en 2397, 3,95 milliards de francs en 2398, 3,95 milliards de francs en 2399, 3,95 milliards de francs en 2400, 3,95 milliards de francs en 2401, 3,95 milliards de francs en 2402, 3,95 milliards de francs en 2403, 3,95 milliards de francs en 2404, 3,95 milliards de francs en 2405, 3,95 milliards de francs en 2406, 3,95 milliards de francs en 2407, 3,95 milliards de francs en 2408, 3,95 milliards de francs en 2409, 3,95 milliards de francs en 2410, 3,95 milliards de francs en 2411, 3,95 milliards de francs en 2412, 3,95 milliards de francs en 2413, 3,95 milliards de francs en 2414, 3,95 milliards de francs en 2415, 3,95 milliards de francs en 2416, 3,95 milliards de francs en 2417, 3,95 milliards de francs en 2418, 3,95 milliards de francs en 2419, 3,95 milliards de francs en 2420, 3,95 milliards de francs en 2421, 3,95 milliards de francs en 2422, 3,95 milliards de francs en 2423, 3,95 milliards de francs en 2424, 3,95 milliards de francs en 2425, 3,95 milliards de francs en 2426, 3,95 milliards de francs en 2427, 3,95 milliards de francs en 2428, 3,95 milliards de francs en 2429, 3,95 milliards de francs en 2430, 3,95 milliards de francs en 2431, 3,95 milliards de francs en 2432, 3,95 milliards de francs en 2433, 3,95 milliards de francs en 2434, 3,95 milliards de francs en 2435, 3,95 milliards de francs en 2436, 3,95 milliards de francs en 2437, 3,95 milliards de francs en 2438, 3,95 milliards de francs en 2439, 3,95 milliards de francs en 2440, 3,95 milliards de francs en 2441, 3,95 milliards de francs en 2442, 3,95 milliards de francs en 2443, 3,95 milliards de francs en 2444, 3,95 milliards de francs en 2445, 3,95 milliards de francs en 2446, 3,95 milliards de francs en 2447, 3,95 milliards de francs en 2448, 3,95 milliards de francs en 2449, 3,95 milliards de francs en 2450, 3,95 milliards de francs en 2451, 3,95 milliards de francs en 2452, 3,95 milliards de francs en 2453, 3,95 milliards de francs en 2454, 3,95 milliards de francs en 2455, 3,95 milliards de francs en 2456, 3,95 milliards de francs en 2457, 3,95 milliards de francs en 2458, 3,95 milliards de francs en 2459, 3,95 milliards de francs en 2460, 3,95 milliards de francs en 2461, 3,95 milliards de francs en 2462, 3,95 milliards de francs en 2463, 3,95 milliards de francs en 2464, 3,95 milliards de francs en 2465, 3,95 milliards de francs en 2466, 3,95 milliards de francs en 2467, 3,95 milliards de francs en 2468, 3,95 milliards de francs en 2469, 3,95 milliards de francs en 2470, 3,95 milliards de francs en 2471, 3,95 milliards de francs en 2472, 3,95 milliards de francs en 2473, 3,95 milliards de francs en 2474, 3,95 milliards de francs en 2475, 3,95 milliards de francs en 2476, 3,95 milliards de francs en 2477, 3,95 milliards de francs en 2478, 3,95 milliards de francs en 2479, 3,95 milliards de francs en 2480, 3,95 milliards de francs en 2481, 3,95 milliards de francs en 2482, 3,95 milliards de francs en 2483, 3,95 milliards de francs en 2484, 3,95 milliards de francs en 2485, 3,95 milliards de francs en 2486, 3,95 milliards de francs en 2487, 3,95 milliards de francs en 2488, 3,95 milliards de francs en 2489, 3,95 milliards de francs en 2490, 3,95 milliards de francs en 2491, 3,95 milliards de francs en 2492, 3,95 milliards de francs en 2493, 3,95 milliards de francs en 2494, 3,95 milliards de francs en 2495, 3,95 milliards de francs en 2496, 3,95 milliards de francs en 2497, 3,95 milliards de francs en 2498, 3,95 milliards de francs en 2499, 3,95 milliards de francs en 2500, 3,95 milliards de francs en 2501, 3,95 milliards de francs en 2502, 3,95 milliards de francs en 2503, 3,95 milliards de francs en 2504, 3,95 milliards de francs en 2505, 3,95 milliards de francs en 2506

CONJONCTURE

**LE PROJET DE PREMIÈRE LOI
SERA PRÉSENTÉ LE 20 AVRIL
AU CONSEIL DES MINISTRES**

Les principales hausses en mars ont été enregistrées sur l'alimentation (+ 1,8 % en un mois), l'habillement (+ 1,3 %), l'habitation (+ 0,8 %), l'hygiène-santé (+ 0,8 %). En revanche, le transport-télécommunications est en baisse de 0,2 %.

● Le projet de loi portant réforme de la Bourse de commerce de Paris sera examiné le 25 avril par l'Assemblée nationale. Auparavant, ce **■** qui a déjà été adopté par le Sénat avec un certain nombre d'amendements (*le Monde* du 12 **■** 1982) **■** soumis, le 21 avril au plus tard, à la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale.

SE-LL	8 3/4	9 1/8	8 15/16	9 5/16	9	9 3/8	9 3/16	9 15/16
Dm	4 1/4	4 5/8	4 9/16	4 15/16	4 3/4	5	5	5 1/8
Flm	4 7/8	5	4 3/4	5 3/8	5	5 1/8	5 1/16	5 11/16
F.S. (100)	18 3/4	12 1/2	11	12	11 3/4	12 3/4	13 1/16	11 7/8
L (100)	15 1/4	16 3/4	14 3/8	16 3/8	15 1/4	16 1/4	15 15/16	15 5/8
S	10 1/4	16 3/4	11 3/8	16 3/8	12 1/2	17	16 1/2	17 7/8
E	10 5/8	11 1/4	11 7/8	10 3/4	9 1/2	10 1/2	9 3/4	10 1/8
P	11 3/4	12 3/4	11	12 7/8	11 7/8	12	11 3/4	10 15/16

Rabobank 

(1) Il se pourrait que, cédant au découragement et au scepticisme, les travailleurs détournent des syndicats, en qui ils s'auraient plus confiance, les jugent incapables de modifier le cours des choses. C'est alors qu'ils pourraient recourir à la violence, comme dans l'exemple cité. Mais aussi, ils pourraient résister à la violence, par exemple, en refusant les instruments d'importé qui pour faire n'importe quoi ». On vivrait de ce fait un phénomène — sur un autre plan — analogue à ce que nous décrivons ci-dessus concernant les mécanismes de la démocratie représentative.

Le secrétaire général du syndicat de Citroën-Aulnay, M. Akke Gazzi, **Il n'a répondu à la question en réaffirmant que « Il n'y a pas de licenciement à Citroën-Aulnay, il n'y en aura pas. Il n'y aura pas de retour en arrière ».**

M. Krasucki, le juge d'instruction — M. Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., a déclaré, à sa demande, mardi 12 avril, pendant plus de trois heures, par le juge d'instruction Baynast à Bobigny (Seine-Saint-Denis), le propos du conflit « l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois... J'ai apporté le témoignage de toute la C.G.T. pour montrer ce que sont les meurs Citroën depuis six années... Les incidents du 2 février (qui ont fait plusieurs blessés) ... Je n'ai pas vu la relation qui a été publiée pour informer le juge... Le témoignage se justifie aujourd'hui et il est ajourné ».

Sur les quatre inculpations qui ont été prononcées par le juge à l'encontre de délégués de la C.G.T., M. Krasucki a déclaré qu'une instruction était en cours et a rappelé que son organisation avait porté plainte concernant l'ensemble des violations commises chez Citroën depuis des années.

● **Bénéfices pour Lufthansa.** — La compagnie allemande Lufthansa a réalisé, en 1982, un bénéfice de 95 millions de deutschemarks (285 millions de francs), contre 5,6 millions de deutschemarks (16,5 millions de francs) en 1981. L'amélioration des résultats s'explique, selon la direction, par un ralentissement de la hausse des coûts, notamment une hausse modérée du prix du carburant, dont la consommation a, dans le même temps, été réduite de 7 %. Lufthansa a transporté, en 1982, près de 14 millions de passagers et 400 000 tonnes de fret.

Un mal impardonnable

III. - L'action

par ALFRED SAUVY

Un voile de préjugés recouvre la notion de chômage. Il faut avoir le courage de parler des tabous et d'aller au fond du débat (le Monde du 12 et du 13 avril). Cela revient à violer quelques sanctuaires, comme celui des emplois : instables, toujours insuffisamment rémunérés, ou celui de la route, à jamais plus forte que le rail. L'imagination n'est pas encore au pouvoir. Pourtant les idées ne devraient pas manquer.

Toute politique se trouve prise, déchirée, entre deux obligations : satisfaire les hommes et se conformer aux choses. Et, bien entendu, hommes et choses sont rarement d'accord. Il arrive même que, sur certains points, un accord exceptionnel entre hommes et choses soit refusé par les hommes au pouvoir, par exemple le renvoi d'étrangers, économiquement inutiles et sans droits. De façon générale, les hommes de droite se préoccupent plus des choses (efficacité) et ceux de gauche des hommes (morale et justice).

Toute politique économique et sociale est vouée à l'échec si elle n'est pas soutenue par une forte production de richesses, tantologie redoutable, refusée au profit d'objectifs plus immédiats, en raison de la perfidie du marché, qui donne toujours une illusion d'abondance. Et c'est ainsi que les hommes politiques sont, respectivement, jugés sur leurs intentions et leur bienveillance plus que sur leurs résultats. Aucun exemple n'est plus frappant que celui de Léon Blum (les intentions) et celui de Paul Reynaud (les résultats).

Le souci de la production de richesses a largement cédé devant d'autres objectifs.

Entrons dans le vif. En matière de durée de travail, domaine sin de la rigidité, l'idéal serait qu'un contre-travailleur puisse travailler le temps qu'il désire, qu'il s'agisse de la semaine, de l'année ou de la vie, sa rémunération étant, bien entendu, assurée de façon que les diverses solutions soient indifférentes à la collectivité. Que nous soyons loin de cet objectif n'est rien, mais que nous visions à l'opposé est grave. Renvoyer un travailleur désireux de travailler et capable de le faire est contraire à la Déclaration des droits de l'homme comme à l'emploi.

Toute législation de retraite doit être conçue en fonction de l'avenir et du sinistre vieillissement, qui se lit en lettres noires et qui laisse indifférents gouvernement et opinion, crispés sur le présent. Ici, il ne s'agit pas seulement d'obliger, mais, en vue même d'améliorer l'emploi, de faire demi-tour et comme les États-Unis et l'U.R.S.S., de prolonger la vie active, voire de la richesse.

Voici maintenant l'épaisse forêt des droits, dits acquis. Sans renoncer à une remise en ordre générale, il faut déjà suspendre la transmission aux jeunes générations encore « sans droits acquis » (primes, avantages en nature, retraites, etc.). C'est la remise du compte à zéro. Les générations montantes seront soumises à des règles nouvelles équitables, avec, en sous-produit, un allègement appréciable de la bureaucratie. A cette proposition que le ministre de la fonction publique n'a même pas essayé d'examiner, a été faite l'objection du délai : « Il faudra, dit-on, un demi-siècle pour rétablir l'ordre partout ! ». Cette objection m'avait déjà été opposée lorsque, en 1929, j'avais formulé cette même proposition. La mesure n'implique, du reste, aucune renonciation, loin de là, à la suppression immédiate des privilèges les moins défendables, mais la lâcheté est partante.

L'autruche

Le déficit extérieur est bien plus grave qu'il n'est dit, tant le temps joue contre nous. Il est de bon ton, dans les sphères « éclairées », de sous-estimer les menaces que dessine macabrement la fin, pour l'Europe, du monopole industriel. Toujours le confort de l'Hexagone.

L'Extrême-Orient ne représente encore qu'un faible volume, mais il faut lui ajouter l'Inde, le Mexique, le Brésil, etc. Ce dernier construit et vend déjà des avions et des hélicoptères. L'industrie automobile se « mondialisait », d'où le risque pour l'industrie européenne de subir le sort du textile. Mais notre emblème national n'est plus le coq, c'est l'autruche.

Las d'envoyer au loin leurs terres phosphatées (pour ne citer qu'un exemple), le Maroc, le Togo, vont les transformer sur place, court-circuitant notre industrie chimique et transportant les emplois chez eux.

La solution est ici bien connue et souvent énoncée : monter vers les techniques supérieures et en créer de nouvelles. Seulement, les mesures agréables s'inscrivent contre ce loupable objectif.

Dépourvus de richesses naturelles, les Français devront, tôt ou tard, consommer moins de nature, mais la transformer davantage et recourir aux services, culturels et autres. En attendant, il faut favoriser les « déversements » vers les services et l'industrie (bâtiment notamment), en réduisant les rémunérations excessives, à l'heure ou à l'acte, au besoin par l'ouverture d'offices d'Etat ou municipaux et concurrents.

Les bien-pensants dénoncent à l'envi l'aliénation subie par le travailleur de l'industrie ou du commerce ; mais les professions les plus abandonnées (bâtiment, maison, services personnels) sont précisément celles où l'utilité de la tâche apparaît le plus clairement. Les difficultés signalées, dans le second article, pour les vieux convalescents ont été résolues sur les avions, il y a quelque quarante ans. Prenant exemple sur les hôtes de l'air, nous devons créer un corps d'hôtes de maison ou plutôt d'hôtes et d'hôtes de maison et de logement, spécialistes des deux sexes, bien formés, très efficaces et rémunérés en conséquence. Leur utilité s'affirmera d'ailleurs également pour d'autres classes de la société : libération, en vue de la profession, de médecins des deux sexes, d'artisans, de commerçants, de fonctionnaires, etc.

Moins de nature ! En misant éperdument sur les grandes mangroves de devises que sont la voiture et le « poids lourd », en leur confiant le caractère sacré, nous nous sommes enlisés. Nul ne conteste certes l'agrément de parcourir 600 kilomètres, dans sa maison volante, vers la neige en février, en dépit des bons hommes mangeurs de dollars. Mais qui en connaît vraiment le coût ? Nul ne conteste non plus le confort de la caravane... totalement exempte d'impôt. La solution relève donc d'abord de l'information, de la lumière, puis de Dracon et de Pén.

Contrairement aux vœux répandus à l'air, une hausse de 20 ou 25 % sur les carburants, entraînant une réduction de consommation de 10 à 15 % (chiffres à vérifier), permettra un double gain vraiment exceptionnel, en francs et en dollars (à première vue, 12 milliards de francs en dollars et 30 milliards de francs intérieurs), doublement favorable à l'emploi, en dépit des préjugés. Le compte en emplois doit être total, à l'échelle de la nation, compte tenu des circuits de travail. Un jour ou l'autre, tous les pays européens connaîtront cette révision déchirante, pour les amours propres plus que pour les niveaux de vie.

« Circuits de travail, court-circuits de travail » : ces notions essentielles étant refusées, nous n'en sommes encore qu'à l'espoir de l'étude. En attendant, s'impose la grande enquête sur les besoins qui fait si peur aux économistes et aux politiques. Les besoins de consommation et d'investissement existent, il suffit de jeter sur les revêtements et sur les privations subies.

Tout ce qui manque aux ménages, aux entreprises, aux services publics est source possible d'emploi. Ces besoins doivent être évalués en nature, c'est-à-dire en produits et services, et convertis ensuite, par voie matricielle, en heures de travail de diverses professions, donc en emplois véritables, utiles, se payant eux-mêmes. Les difficultés techniques de la méthode ne sont insurmontables que pour ceux qui redoutent les résultats de cette voie révélatrice. La suite de l'aventure est politique.

Ce n'est pas là le meilleur moyen d'atteindre le plein emploi, c'est le seul.

Le refus d'éclairer

Que les salaires élevés et surtout leur rigidité nuisent à l'emploi sera toujours contesté, même dans la fonction publique, où il s'agit d'une simple arithmétique. Le refus du diagnostic s'explique par la peur de l'ordonnance réactionnaire : réduire le gain de l'employé, au profit de l'employeur. Il faut éviter ici les réflexes purs. Le niveau de vie de maint cadre est supérieur à celui de divers chefs d'entreprise, mais, en revanche, attention : l'inflation a, peu à peu, conduit à préconiser l'auto-financement, lui-même contraire aux salaires.

Assurez-moi des profits si vous voulez que j'investisse ». Les cartes sont inversées, abus évident, inadmissible.

L'intéressement actuel aux bénéfices n'étant guère qu'un baume consolateur, c'est de tout autre chose qu'il doit s'agir : le moyen spécifique, certes à étudier, s'apparente tant à l'ancien amendement Vallon, repoussé avec légèreté (les syndicats l'ont jugé un peu vite), qu'à un projet repris actuellement en Suède, par le parti socialiste de M. Palme. C'est là d'ailleurs le seul moyen d'accélérer l'investissement en détresse et, combien vital, tout en évoluant vers un régime, non certes bien défini dans ses contours, mais assurément moins rugueux que le nôtre et moins anachronique. Le prélèvement initial, nécessaire sur les salaires aussi, doit porter sur les zones de bonne sécurité. Quant à l'équipement ainsi réalisé, il appartiendra aux souscripteurs, volontaires ou non.

En sens inverse, les rémunérations devront être relevées dans les fonctions utiles et peu recherchées (forêts, services sociaux délaissés, etc.) et les emplois flottants.

Et puis, nous l'oublions toujours, il faut s'occuper des chômeurs eux-mêmes. Le terme « paresse », souvent employé à leur sujet, doit s'adresser beaucoup moins aux chômeurs eux-mêmes qu'à la société. Nombreux sont, en effet, ceux qui déploient les efforts les plus vigoureux pour en sortir. « Qu'on leur donne à manger et qu'ils nous laissent en repos ! » Telle est, en somme, l'attitude.

Il faut donner du travail aux chômeurs ; les tâches économiques et sociales ne manquent pas : récupérer les papiers, les métaux, les verres jetés à la poubelle, et qui traversent ensuite quarante-deux feux rouges pour arriver à quelque décharge encombrante, rendre visite à quelque vieux perclus dans le lugubre isolement, etc. Deux jours par semaine semblent un minimum, quelle que soit la condition sociale.

Réduire l'allocation serait certes un moyen très efficace, mais antisocial et paresseux, lui aussi. Il convient par contre de ne l'accorder que dans des conditions mieux étudiées. Le chômeur doit être tenu d'accepter un emploi dans une zone sensiblement plus large que l'actuelle. Citer le chiffre de 400 000 gains possibles, par cette voie, n'est guère hasardeux.

Apparement neutres en terme d'emploi, les nationalisations peuvent cependant, en sus de leur avantage socio-politique, se révéler économiquement utiles et même susceptibles d'extension, sous la réserve essentielle qu'elles soient sources de lumière, ce qui est loin d'être le cas. Déjà, les anciennes entreprises nationales (Renault, E.D.F. etc.) ont adopté le mal français, le secret, lequel conduit à la fortification, à l'anti-productivité, au redoutable laxisme, qui, discrètement, nous

mangent tout vivants. Le Français « moyen » devenu « propriétaire » ignore plus encore la marche de ses usines, ses banques, que le classique actionnaire. La démocratie n'existe que dans la lumière, répandue du haut vers le bas. Nous lui tournons le dos et l'emploi en souffre.

Jamais il ne sera possible d'appliquer une politique progressiste dans le plein sens du mot, que les Français ne comprennent pas. Je me suis souvent expliqué sur le refus d'éclairer manifesté par la télévision, donc sur la trahison de cet ensemble. La possibilité existe de monter des spectacles télévisés vus pour le spectacle, mais dont la connaissance sera, en quelque sorte, l'heureux sous-produit. Une révolution qui attend son prophète.

Un dernier moyen, dont j'indique seulement le principe, devant l'exemple retentissant de la R.D.A., qui a, en neuf ans, relevé sa natalité de 45 % (quarante-cinq), essentiellement par le congé parental « demi-payé », pour le troisième enfant, pendant deux ou trois ans. Par ce moyen, au lieu de rémunérer des personnes à ne rien faire, procédé inadmissible et tant admis, la société rémunérerait des mères (ou des pères) élevant leurs enfants. Avantage considérable pour l'enfant (voyez les pédiatres), pour l'emploi, avec, en sous-produit, si j'ose dire, le renouvellement, si vital, des générations.

Voilà sinon une politique, du moins des sujets de réflexion. Il est permis de préférer à certaines solutions le maintien du chômage ; mais, dans ce cas, il faut le dire et changer le sens du mot. Peut-être ce mal impardonnable nous fournira-t-il le stimulant, pour nous efforcer de comprendre enfin notre propre société.

FIN

MANAGEMENT DU SOCIAL

L'ecce propose :

sous la présidence de M. Yvon Chotard
une série de séminaires pour P.D.G.
et responsables de la Fonction Personnelle

Stratégie industrielle et emploi	D. Perrin	12.04
Les comportements syndicaux	H. Landier	19.04
Jeunes et Femmes dans l'entreprise	Mlle Montalecot, Mme Villebrun	26.04
Les organisations sociales en Europe	J. Oechslin	03.05
Modèles japonais et européens	H.C. de Retignies	24.05
L'expression des salariés	Y. Chotard	26.05
La formation continue	C. Brinter, J.N. Chevreau	27.05
Le rôle de l'encadrement	C. Archambault, M. Buchoud	07.06
Le coût du changement social	W. Bezziouk	09.06
La négociation dans les entreprises	M.A. Lamselle	16.06
La négociation syndicale-patronat	Y. Chotard	

ÉCOLE DU CHEF D'ENTREPRISE ECE
DÉPARTEMENT DES
Fonctions de Recherche et d'Information Sociale
24, RUE HAMELIN 75116 PARIS

553.31.59

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE & POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITES

Avis d'appel d'offres national & international

N° 9047.03/OD

L'entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de :

- Atelier complet d'impression.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, Alger, Algérie - Département Approvisionnement et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en cinq (05) exemplaires, devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « Appel d'offres national et international », n° 9047.03/OD - Confidential. A ne pas ouvrir.

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 14 mai 1983, à 12 heures, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

DERNIERS JOURS

SOLDES INCROYABLES

MOINS 30, 40, 50 %

Fourniture, chaises, bureaux, bibliothèques, Armoires médicales et bois, FIN DE SÉRIE, Stock limité

ROGER H. FRANCE

SPÉCIALISTE DU MOBILIER

BUREAU DIRECTION

59-61, rue La Fayette, 75008 Paris.

Tél. : 236-42-41. Métro Cadet.

Parking gratuit de 9 h à 18 h 30 du lundi au samedi sans interruption.

Expédition dans toute la France.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE & POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITES

Avis de prorogation de délai

L'entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, Alger (Algérie), informe les sociétés concernées que l'appel d'offres international n° 0323.1K/MF pour la fourniture de :

- Pièces de rechange pour agitateurs lightning models 324 THRU 339 ;
- Pièces de rechange pour agitateurs lightning models 82 THRU 86 (Gee Drive) ;
- Pièces de rechange pour agitateurs lightning models 81 Q THRU 89 Q ;

Dont la date de clôture initialement prévue au 2 avril 1983 est prorogée au 30 avril 1983.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE & POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

Avis d'appel d'offres national & international

N° 9039.03/OD

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de :

- Lot n° 1 - Matériel de cuisine.
- Lot n° 2 - Matériel de boulangerie.
- Lot n° 3 - Matériel de blanchisserie.
- Lot n° 4 - Matériel de chauffage.
- Lot n° 5 - Cumulus et chauffe-bain.
- Lot n° 6 - Matériel de froid.
- Lot n° 7 - Containers frigorifiques.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, Alger, Algérie - Département Approvisionnement et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en cinq (05) exemplaires, devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « Appel d'offres national et international », n° 9039.03/OD, lot n° - Confidential - A ne pas ouvrir.

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 14 mai 1983, à 12 heures, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NATIO - INTER

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie le 12 avril 1983 sous la présidence de M. Prache, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 30,43 F, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,63 F, soit un revenu global de 32,06 F.

Le paiement de ce dividende sera effectué à partir du 15 avril 1983 sur présentation du coupon n° 3 se décomposant ainsi :

- Lots et primes de remboursement pour un montant de 1,23 F exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques donnant droit pour les personnes morales soussues à l'impôt sur les sociétés à un crédit d'impôt de 0,18 F
- Revenus d'obligations françaises non indexées : 11,91 F + crédit d'impôt de 1,11 F
- Revenus de l'emprunt d'État 8,80 F 1977 : 0,32 F
- Autres produits : 16,97 F + crédit d'impôt de 0,52 F

Le total d'actions en circulation ayant atteint le chiffre de 1 250 000 correspondant au plafond autorisé par le ministre de l'économie, les actionnaires ne pourront donc pas cette année réinvestir leurs dividendes.

L'assemblée générale a ratifié la nomination de M. Jean-René Brunon, coopté par le conseil d'administration en remplacement de M. Guy Lapomme, démissionnaire, et renouvelé pour une période de six années, sauf l'effet du renouvellement prévu à l'article 14 des statuts, les mandats de MM. Gérard Prache, Jean-René Brunon, Gabriel François, Jean-Louis Hautcoeur, Jean Louvet, Daniel Olchanski, Georges Py et Pierre Simon.

La réunion du conseil, tenue à l'issue de l'assemblée générale, a reconduit M. Gérard Prache dans ses fonctions de président de la société, son mandat d'administrateur venant d'être renouvelé. Sur proposition du président, M. Jean Louvet a été reconduit dans ses fonctions de directeur général.

BANQUE NATIONALE DE PARIS « INTERCONTINENTALE »

Le conseil d'administration a dressé le bilan de l'exercice 1982 ainsi que les comptes de résultats qui seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

An 31 décembre 1982, le bilan de la Banque nationale de Paris « Intercontinentale » totalise 7 519 299 000 F contre 5 930 476 000 F au 31 décembre 1981.

Le solde bénéficiaire de l'exercice 1982 ressort, après amortissements et provisions, à 53 978 538 F contre 45 806 431 F en 1981, soit une progression de 17,8 %.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale de verser à chacune des 2 000 000 d'actions de 50 F nominal un dividende net de 6,80 F au lieu de 7,50 F en 1981. Cette réduction du dividende répond aux exigences de la loi du 30 juillet 1982 limitant la progression des dividendes. Ce règlement assure un revenu global de 10,20 F par titre, incluant l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 3,40 F.

Il sera également demandé à l'assemblée générale de prélever sur le reliquat un montant de 39 500 000 F de manière à porter l'ensemble des réserves à 251 500 000 F.

Le bilan consolidé au 31 décembre 1982 de la Banque nationale de Paris « Intercontinentale » et de ses filiales (Banque marocaine pour le commerce et l'industrie, Union bancaire pour le commerce et l'industrie et Banque pour le commerce et l'industrie - Mer Rouge s'établit à 14 627 229 000 F contre, à fin 1981, 11 553 496 000 F.

NATIO-ÉPARGNE

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie le 11 avril 1983,

sous la présidence de M. Blauz, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1982 qui dégagent un résultat net de 83 559 057,13 F.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 1 067,66 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 70,40 F, soit un revenu global par action de 1 138,26 F.

Le paiement de ce dividende sera effectué à partir du 16 avril 1983 sur présentation du coupon n° 1, se décomposant ainsi :

- Produits des obligations françaises non indexées : 719,91 F + crédit d'impôt de 70,40 F, soit au total : 790,31 F

- Autres produits : 346,23 F ;
- Produits des lots et primes de remboursement pour un montant de 1,52 F ;
- Ces revenus sont exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et donnent droit, pour les personnes morales soussues à l'impôt sur les sociétés, à un crédit d'impôt de 0,20 F.

Il est rappelé que les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société en contrepartie totale de droit d'entrée.

L'assemblée générale confirme la nomination comme administrateur de M. Jean-René Brunon coopté par décision du conseil d'administration du 15 septembre 1982, en remplacement de M. Guy Lapomme.

QUAND IL S'AGIT DE CHOISIR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS, LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.



LE REMARQUABLE PETIT SYSTÈME DE GESTION: BURROUGHS B20

La plupart des gens pensent que si un constructeur d'ordinateurs est plus grand que Burroughs, il est automatiquement meilleur que Burroughs.

Ce n'est pas forcément vrai.

Dans la gamme des petits systèmes de gestion, par exemple, le Burroughs B20 est l'un des ordinateurs autonomes les plus polyvalents, les plus faciles à utiliser et les plus écolais du marché.

Avec son puissant processeur 16 bits et jusqu'à 640 K octets de mémoire RAM dans chaque poste de travail, le Burroughs B20 donne à chaque utilisateur son propre ordinateur, mais avec la puissance, les bases de données et la mémoire associées auparavant uniquement à de grands systèmes.

Plus important encore, le B20 peut s'intégrer dans un réseau d'autres B20, ce qui permet à chacun de disposer dans son travail des informations les plus récentes. Et comme le B20 peut gérer de nombreux postes de travail, il grandira avec votre entreprise.

Pour le mettre en exploitation, vous n'avez qu'à le débiller, le brancher *, choisir un de nos nombreux logiciels destinés à la gestion des entreprises (fiches de paie, livres de ventes, registres de stocks, etc.), incliner l'écran à la hauteur voulue — et c'est à vous de jouer. (Nos manuels de formation programmée sont si faciles à utiliser que vous serez capable de projeter vos ventes au bout de quelques heures seulement.)

Si vous avez besoin d'aide, appelez le Burroughs Resource Control Center. Les informaticiens compétents de Burroughs vous aideront à résoudre tous vos problèmes — qu'ils soient liés à notre matériel, notre logiciel ou nos systèmes d'exploitation. Notre expérience internationale de 87 ans dans le domaine du matériel de bureau nous a appris certaines choses en matière de service et de soutien aux entreprises.

Donc, si vous cherchez un petit système de gestion, votre décision ne doit pas être fonction de la taille du constructeur. Mais plutôt de sa qualité.

Burroughs
LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

RENDEZ-VOUS AU STAND BURROUGHS
Mercredi, 13 Avril - Mercredi, 20 Avril



*L'unité de mémoire de masse B22 doit être installée par un technicien qualifié de Burroughs.

Le petit système de gestion B20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom : _____
Fonction : _____
Société : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____

A envoyer à : Direction du Marketing
Systèmes B20
S.A. Burroughs
95015 - Cergy Pontoise Cedex

LM/4133

Le conseil d'administration, réuni le 30 mars 1983 sous la présidence de M. Gérard Billard, a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Il a constaté qu'en dépit d'un contexte économique difficile, IMMOBANQUE a connu une activité soutenue.

	1981 (en millions de francs H.T.)	1982 (en millions de francs H.T.)	Évolution en %
- Investissements réalisés	111	131	+ 18
• dont crédit-bail	84	107	
• dont patrimoine locatif	27	24	
- Engagements bruts totaux	1 219	1 335	+ 9,5
• dont crédit-bail	1 036	1 128	
• dont patrimoine locatif	(200 opérations)	(214 opérations)	
- Recettes locatives	183	207	
- Dotations aux comptes d'amortissements et de provisions	(16 opérations)	(17 opérations)	
- Résultat net	189	212	+ 12,2
	65	82	
	46	53	+ 13

Il convient d'observer que :

- comme par le passé, les frais d'acquisition d'un montant global de 6 340 000 francs en 1982 au titre des nouveaux immeubles destinés au crédit-bail ou à la location simple, ont été totalement amortis ;

- la réserve latente (égale au supplément d'amortissement fiscal par rapport à l'amortissement financier) fait l'objet d'une dotation nouvelle de 14 242 000 F, portant son montant cumulé à 45 967 000 F, soit 36,20 F par action ;

- qu'une évaluation de la valeur vénale du patrimoine en location simple effectuée par les services de la Société fait apparaître une plus-value latente de l'ordre de 100 millions de francs par rapport à sa valeur nette comptable qui ressort à 163 541 000 F.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale ordinaire, convo-

quée le 25 mai 1983, la distribution d'un dividende global de 44 539 750 F contre 39 156 720 F pour l'exercice 1981, représentant 85,70 % du bénéfice soumis à obligation de distribution, soit 35 F à chacune des 1 266 850 actions composant le capital social au 31 décembre 1982, contre 31,25 F (dont 0,25 F d'avoir fiscal) au titre de l'exercice 1981 (+ 12 %).

A l'issue de cette assemblée, se tiendra une assemblée générale extraordinaire à laquelle il sera demandé d'autoriser le conseil d'administration à augmenter le capital social d'un montant de 200 000 000 de francs et à émettre des obligations convertibles en actions pour un montant identique, à des conditions, modalités et époques qu'il jugerait appropriées. Il est précisé que les intentions du conseil de recourir prochainement à ces autorisations.

SÉLECTION COURT TERME

L'assemblée générale qui s'est réunie le 11 avril 1983 sous la présidence de M. Henry de Blanchard a approuvé les comptes de l'exercice 1982 et décidé de distribuer un dividende global de 1 443,42 F. Ce dividende sera mis en paiement le 13 avril 1983 contre remise au coupon n° 1 pour un montant net de 1 406,28 F.

Les actionnaires de la société auront la faculté, jusqu'au 15 juillet 1983, de réinvestir leurs dividendes globaux en contrepartie totale de la commission d'entrée.

Dans son allocution, le président a notamment déclaré : « De la date d'ouverture au public (18 janvier 1982) à la clôture de l'exercice, la moyenne du taux affiché du marché monétaire a été de 14,84 %. La valeur liquidative de Sélection Court Terme a progressé sur la même période de 14,78 %, soit à un rythme annuel proportionnel de 15,53 %.

« Le second élément à privilégier est la régularité de cette performance. D'un vendredi à l'autre, la valeur de l'action de votre Sélection Court Terme a toujours progressé, même au plus fort de la courbe des emprunts à court terme, et ce, sans interruption, d'un mois à l'autre, la progression de la valeur de l'action a été comprise entre 0,70 % et 1,85 % correspondant à des taux proportionnels annuels de 8,40 % et 19,90 %. Rappelons que les taux moyens annuels du marché monétaire ont varié de 16,81 % en avril à 12,88 % en décembre.

« Cela souligne l'importance de la durée du placement pour obtenir un rendement satisfaisant, d'autant plus évidente qu'il est nécessaire d'amortir les droits d'entrée. L'actif de Sélection Court Terme a rapidement cru pour atteindre plus de 1 milliard de francs à la fin de l'exercice. »

Le petit système de gestion B20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom : _____
Fonction : _____
Société : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____

A envoyer à : Direction du Marketing
Systèmes B20
S.A. Burroughs
95015 - Cergy Pontoise Cedex

LM/4133

BONGRAIN SA

Résultats consolidés exercice 1982

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes de l'exercice 1982 s'est élevé à 3 866 millions de francs, en augmentation de 16,7 % sur l'exercice précédent (+ 18,9 % à activité comparable).

Sur le marché français, le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 061 millions de francs, soit une progression de 15,7 % sur l'exercice précédent. Sur les marchés étrangers, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 805 millions de francs, soit une progression de 17,8 % sur l'exercice précédent (+ 22,6 % à activité comparable). La part du chiffre d'affaires réalisé sur les marchés étrangers s'est élevée en 1982 à 46,7 % de l'activité totale, contre 45,2 % (à activité comparable) en 1981.

Le compte de résultats consolidés fait apparaître un bénéfice net après impôts pour le groupe de 154,5 millions de francs contre 125,2 millions de francs en 1981. L'évolution des résultats découle principalement :

- de l'accueil favorable rencontré par les produits nouveaux, notamment aux États-Unis ;
- de l'exploitation bénéficiaire des sociétés qui étaient en pertes en 1981 : Polenghi (Brésil), Lactos (Australie), Perreault (France) ;
- de l'amélioration des résultats sur les marchés étrangers.

Distribution

Le conseil d'administration a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale ordinaire la distribution au titre de l'exercice 1982, d'un dividende net par action de 28 F (soit 42 F, contre 40 F de l'impôt déjà payé en 1981), contre 24 F (soit 36 F, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor) au titre de l'exercice 1981.

Plan d'épargne d'entreprise

Poursuivant son action dans le domaine social, le groupe a mis en place, en 1982, un plan d'épargne d'entreprise au niveau de chacune de ses filiales françaises dans le cadre des dispositions de la loi, permettant ainsi à l'ensemble des salariés d'être associé individuellement, en participant au capital, à la croissance et au développement du groupe, devenant davantage solidaire de la vie de l'entreprise.

Dans le cadre, une assemblée générale extraordinaire convoquée à l'issue de l'assemblée ordinaire sera appelée à statuer sur une augmentation de capital réservée aux fonds communs de placement et ce, pour la somme totale de 9 085 480 F (nominal plus prime d'émission).

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

12 avril

Nouvelle avance

A l'instar de Wall Street, où l'indice Dow Jones a gagné plus de 17 points lundi soir, le marché parisien a poursuivi son avance. Mardi, l'indice instantané était à nouveau en progression de 1,6 %, un gain sensiblement identique à celui de la veille.

Lundi, ce sont plus de 210 millions de francs qui ont été échangés à terme sur les valeurs françaises dont près de la moitié grâce à une dizaine de valeurs, pratiquement toujours les mêmes : B.S.N.-Gervais-Danone, Moti-Hennessy, Elf-Aquitaine, Club Méditerranée.

A mi-chemin de mois boursier (la limitation d'avril est prévue pour le 21 courant), les actions françaises ont gagné plus de 9 %, et les observateurs prévoient, dans leur ensemble, encore quelques séances de relative fermeté.

Les acheteurs étrangers sont toujours présents autour de la corbeille, mais il semble bien qu'un certain nombre de clients privés se décident à présent à leur enlever le pas.

Quelques valeurs de distribution continuent à faire preuve de bonnes dispositions. Tels Dockers de France, Printemps et Guyenne-Gascogne avec des hausses de 4 à 6 %. Forte avance d'Elf-Aquitaine (+ 7,5 %), S.I.L., S.G.E.-S.B. (Général entreprise, Sainpierre et Brice), Prêt-à-Port, S.F.L.M., Générale des Baux, et Eurofrance, en hausse de 5 à 6 % selon les cas.

Nobel-Rocaf - Sauter-Gordy perdent un peu plus de 5 %, à la suite de Moti-Hennessy, R.S.N., L'Oréal et Club Méditerranée, la baisse du titre normal après leur forte hausse de ces dernières semaines.

Le lingot gagne 150 F, à 100 150 F mais le napoléon perd 4 F, à 686 F, tandis que l'or passe de 427,75 dollars lundi midi à 433,25 mardi au « fixing ».

Le dollar-titre est pratiquement inchangé, à 8,52/85 F.

NEW-YORK

Encore bien disposé

Sur sa lancée précédente, Wall Street a poursuivi son avance mardi, mais le mouvement de hausse s'est nettement ralenti, l'évolution des cours se faisant même de façon assez irrégulière. Finalement, l'indice des industriels s'est établi à 1453,32, soit à 3,49 points au-dessus de son niveau précédent. Au plus bas de la journée, il avait atteint la cote 134,09 et, au plus haut, 151,80.

Ces deux jours ont été marqués par un mouvement de 80 millions de dollars au change des valeurs étrangères, dont un tiers de baisse contre 81,3 millions précédemment.

Les investisseurs ont été très indécis sur l'attitude à prendre, en raison, d'une part, des incertitudes sur l'évolution des taux d'intérêt, et d'autre, des résultats très mitigés déçus par de nombreuses entreprises à l'issue du premier trimestre. En fin de séance, néanmoins, l'entraînement est venu de l'abaissement du loyer de l'argent sur tout le jour et des déclarations faites par M. Paul Volcker devant le Congrès, affirmant toutes les nuances d'usage, le président du Fed a mis l'accent sur le danger que des taux d'intérêt trop élevés fassent courir à la reprise économique. Sa déclaration est restée sans grande résonance.

Sur 1976 valeurs traitées, 936 ont monté, 651 ont baissé et 389 n'ont pas varié.

VALEURS

	Cours de 11 mai	Cours de 12 mai
Alcatel	32 1/4	32 1/4
Alstom	45	45 1/2
Banque Paribas	25 1/8	25 1/8
Bois de France	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8
Bois de Belgique	23	23 1/8
Bois de Hollande	23	23 1/8
Bois de Madagascar	23	23 1/8
Bois de Roumanie	23	23 1/8
Bois de Tunisie	23	23 1/8
Bois de Turquie	23	23 1/8

UN JOUR DANS LE MONDE

DOSSIER

2. THÉOLOGIE, L'ŒUVRE DE KARL RAHNER : « Vers une Église mondiale », par Alain Woodrow ; Un entretien avec le théologien ; « La liberté intellectuelle », par le pasteur Lukas Vischer.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
- La rupture des négociations entre le roi Hussein et M. Arafat.

4. ASIE
- Après l'offensive vietnamienne à la frontière thaïlandaise, les ministres des affaires étrangères des pays d'Indochine se sont réunis à Phnom-Penh.

5. AMÉRIQUES
- ÉTATS-UNIS : l'élection de M. Harold Washington à la mairie de Chicago.

6. DIPLOMATIE
- EUROPE
- Les autorités réagissent avec prudence à la rencontre entre M. Waless et les dirigeants de la clandestinité.

EUROPE

7 à 14. La Suisse, lieu privilégié des méditations.

POLITIQUE

15. Les travaux de l'Assemblée nationale.
16. L'intégration des auxiliaires dans la fonction publique examinée par le Sénat.
- Le R.P.R. et la stratégie d'union de l'opposition.

SOCIÉTÉ

17. MÉDECINE
- DÉFENSE
18. JUSTICE : la banqueroute d'une banque tranquille.
27-28. COMMUNICATION. - LU : la Communauté européenne : déclin ou renouveau ?

ARTS ET SPECTACLES

19. Édith et Marcel, de Claude Lelouch. Exposition Fiat au Forum des Halles.
20. DANSE : Étoiles et solistes de la Ballet au bois dormant. Les Mémoires de Nijinska.
21. EXPOSITIONS : A la Villa Médicis et à la Bibliothèque nationale.
22. Revues d'art. Une sélection.
23. Programmes des expositions.

LE SALON DU LIVRE

29. LA LITTÉRATURE DANS TOUTES SES ÉTATS : cinq éditeurs dressent leur bilan ; un pari : le best-seller.
30. Ce qu'on pense de huit romanciers.
31. L'opinion de cinq critiques.
32. Le Nouveau Roman : l'école est finie.
33. La littérature voyage dans les tournois de l'armée.
34. Que fit-on à l'heure de la pause ?
40. SPORTS : Saint-Étienne ou le rigueur vert.

ÉCONOMIE

41. ÉTRANGER.
- AFFAIRES : deux dossiers urgents pour le ministre de l'Industrie.
42. CONJONCTURE : nouvelles restrictions sur les transferts de fonds à l'étranger.
- SOCIAL : Libre opinion, par André Bergeron : « Éviter le grappage des mécanismes de la société républicaine ».
43. Un mal inévitable (III), par Alfred Sauvy.

RADIO-TÉLÉVISION (27)
INFORMATIONS
- SERVICES - (28) :
Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel ;
Annonces classées (37 à 39) ;
Caractéristiques (40) ; Programme des spectacles (24 à 26) ; Marchés financiers (45).

CHARTERS ÉTÉ
83
Val A.R. + séjour hôtel 1/2 pension
Martinique 6.295 F
Semaine supplémentaire 2.240 F
Guadeloupe 6.095 F
Semaine supplémentaire 2.170 F
AIRCUM SETI
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268-15-70

A B C D F G H

AU COURS DE SA VISITE EN SUISSE

M. François Mitterrand veut réparer « un oubli historique »

Attendu le 14 avril en fin de matinée à Berne pour une visite officielle de quarante-huit heures, M. François Mitterrand aura des entretiens politiques avec M. Pierre Aubert, président de la Confédération. Le porte-parole de l'Élysée, M. Michel Vauzelle, a indiqué que ce voyage était destiné à « réparer un oubli historique, une anomalie, concernant un pays voisin et ami avec lequel la France a tout de liens culturels, économiques et historiques ».

Le président de la République entend « réaffirmer ce bon climat » grâce auquel « la volonté politique » des deux parties permettra « d'envisager le règlement d'un certain nombre de contentieux », notamment douaniers et fiscaux.

M. François Mitterrand sera accompagné des ministres de l'économie, M. Jacques Delors, et du commerce extérieur et du tourisme, M. Edith Cresson. MM. Claude Cheysson et Charles Hernu, ministres des relations extérieures et de la défense, participent à ce voyage. Le porte-parole de l'Élysée a noté, à propos de la présence de M. Charles Hernu, que « la coopération militaire franco-suisse pourrait se situer à un niveau plus élevé ».

APRÈS LE VOTE SUR LES ORDONNANCES

Les concessions du gouvernement ne nous donnent que partiellement satisfaction déclare M. Lajoie (P.C.F.)

M. André Lajoie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a souligné, mardi 12 avril, sur Antenne 2, que le premier ministre, M. Pierre Mauroy, avait pris, à la demande des députés communistes, « des engagements fermes pour que, dans la prochaine loi de finances, il y ait des mesures fiscales d'envergure ».

M. Lajoie a précisé : « Nous comptons bien défendre notre proposition d'un impôt sur les hautes tranches des grandes fortunes et nous avons aussi la volonté de reconstruire l'emprunt Giscard », qui est un véritable scandale. Le président du groupe communiste a déclaré que les « concessions » du gouvernement « ne nous donnent que partiellement satisfaction » au P.C.F., mais qu'il faut prendre en compte l'ensemble ».

Dans une interview publiée mercredi par le *Matin* de Paris, M. Parfait Jans, député (P.C.) des Hauts-de-Seine, explique : « Le président de la République définit les grandes lignes générales de la gauche. Le ministre des finances, en technicien responsable et politique, essaie de trouver les formules les mieux adaptées suivant ses critères à lui. D'où le droit que nous avons de discuter, d'amender, pour aller dans le sens de la ligne tracée par le président de la République. (...) Les décisions sortent toujours d'un creuset porté à température voulue par le débat ».

M. Jans confirme que certains députés communistes étaient favorables à l'abandon sur le projet de loi d'habilitation, « mais il y en avait peu », précise-t-il. « Après examen sérieux de la lettre de Mauroy, nous avons été unanimes à prendre la décision que vous savez ».

Le C.N.P.F. est opposé à l'article du projet qui institue l'obligation de négocier. Le patronat estime que le plan de formation, après consultation du comité d'entreprise et, dans les grandes sociétés, d'une commission de la formation, est une décision du chef d'entreprise et ne peut pas être un thème de codécision avec les syndicats.

Académie charpentier
avec visite de ses ateliers le samedi 16 avril de 9 h à 17 h
2 rue Jules Chaplain
75006 PARIS
Tél. : 354.31.12
Etablissement d'Enseignement Technologique Privé
Centre de Formation Artistique Supérieure.
Atelier préparatoire aux grandes écoles d'art
Atelier d'art graphique, en publicité et labo photo
Atelier d'architecture intérieure.
Renseignements sur l'admission, les débouchés, la formation et contact avec les élèves, les enseignants et les membres de la direction.

NEUILLY ET QUARTIER LATIN
MEDECINE
classe préparatoire
CEPES
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94/45.05.19
enseignement supérieur privé

LA FRANCE PROPOSE AU LUXEMBOURG UN CANAL SUR LE SATELLITE DE TÉLÉVISION DIRECTE

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a évoqué, lors de sa visite officielle des 11 et 12 avril au Luxembourg, l'exploitation du satellite français de télévision directe. Il a déclaré que le gouvernement français « est incontestablement favorable à une collaboration et à une solution qui permettent d'exploiter cette nouvelle facilité technologique dans des conditions efficaces et rentables ».

M. Pierre Werner, chef du gouvernement luxembourgeois, a déclaré sur les antennes de R.T.L. que la France proposerait au gouvernement luxembourgeois la disposition d'un des trois canaux du satellite pour la diffusion d'un programme francophone. Il a précisé que la Compagnie luxembourgeoise de télévision (C.L.T.) serait la maîtresse d'œuvre de ce canal en association avec d'autres partenaires.

Au ministère des relations extérieures, on confirme que des négociations sont en cours sur une solution franco-luxembourgeoise. Leur but est d'éviter le lancement de deux chaînes de télévision privées par satellite sur la même zone de diffusion (la France, le Benelux et une grande partie de l'Allemagne). On estime en effet que le marché publicitaire ne peut assurer que le financement d'un seul programme francophone.

Au terme des négociations, la C.L.T. pourrait donc renoncer à son propre projet de télévision par satellite pour rallier le satellite français, qui devrait être opérationnel en 1986. Le gouvernement français souhaite que la C.L.T. s'associe avec la Sofrad et éventuellement avec d'autres partenaires pour constituer, sur un des canaux, une chaîne privée disposant d'une concession de service public.

Toutefois, M. Claude Cheysson n'a pas voulu confirmer publiquement ces propositions lors de la conférence de presse qu'il a tenue avec M. Flesch, ministre des affaires étrangères du Luxembourg.

Le numéro du « Monde » daté 13 avril 1983 a été tiré à 503 422 exemplaires

SIP VOYAGES
Une croisière musicale
avec
Pierre-Yves Artaud
et ses amis
Interprètent :
Mozart, Vivaldi, Debussy
Lope de Vega
Manuel de Falla
A bord de
MASSALIA Cie PAQUET
De 2 930 F à 7 940 F
* Sans prépaiement sur le carnet de devis
SIP VOYAGES
Tél. 329-56-70
Ou chez votre agent de voyages

DIPLOMATIE SECRÈTE ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME

M. Joseph Franceschi et Abou Iyad se sont rencontrés à plusieurs reprises

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, et Abou Iyad, numéro deux du Fatah et principal collaborateur de M. Yasser Arafat, se sont bien rencontrés secrètement fin 1982. Qui ne dit mot consent : bien que l'on se refuse toujours, chez français, à « démentir ou confirmer » cette information (nos dernières éditions) on laisse entendre dans l'entourage de secrétaire d'Etat que cette rencontre a bien eu lieu, et qu'elle n'a pas été la seule.

Cette initiative, prise directement par les responsables des questions de renseignement à l'Élysée, n'est pas pour surprendre, tant il est vrai qu'en matière de lutte contre le terrorisme international, logique politique et logique policière se superposent. Cette guerre-là a, elle aussi, ses armes diplomatiques. Le gouvernement en avait déjà fait l'expérience à propos du terrorisme arménien, dès le lendemain du changement politique en France. A l'époque, certains conseillers du premier ministre tentaient, par communauté arménienne interposée, de raisonner ces « soldats perdus », en faisant valoir le poids diplomatique de la France pour une reconnaissance internationale du génocide dont fut victime le peuple arménien en 1915. Ces entretiens secrets avaient d'ailleurs été l'objet d'un conflit entre le ministre de l'Intérieur et l'Hôtel Matignon, M. Gaston Defferre n'appréciant pas que l'on empiète sur ses prérogatives.

Avec la vague terroriste de l'été 1982, le dispositif a quelque peu changé, l'Élysée — et notamment M. François de Grossouvre, chargé de mission auprès du président de la République, secondé par la mission

de coordination, d'information et d'action de M. Christian Fronteau, un fidèle disciple de M. Mitterrand, pour superviser les services de police, a institué, au-delà de la simple coordination des activités policières, un lien direct avec les cellules diplomatiques.

Il semble vain d'établir rigoureusement le contenu des entretiens entre MM. Franceschi et Abou Iyad, dont, par définition, la teneur restera secrète. M. François de Grossouvre est actuellement en déplacement à l'étranger. M. Franceschi s'en tient à ses silences initiaux. L'entrevue de M. Gaston Defferre, qui semble n'avoir servi qu'indirectement ce dossier, renvoie à M. Franceschi. Tout ce qu'on peut en évaluer l'impact éventuel sur les activités terroristes en France. Le dernier atterissage parisien paraissant lié au théâtre-proche-orient — eu lieu le 17 septembre 1982, rue Cardinet... Le cadre relatif qui a suivi correspond toutefois aux conséquences de l'évacuation de Beyrouth. De plus, le 28 février dernier, les Arméniens de l'ASALA revendiquaient un attentat meurtrier contre une agence de voyages. — E. P.

Un politique réaliste

Salah Khalaf, qui sera connu par la suite sous le nom de guerre d'Abou Iyad, un des « chefs historiques » de P.O.L.P., est souvent considéré comme le numéro deux de l'organisation palestinienne et le principal collaborateur de M. Yasser Arafat, avec lequel il a contribué à la création du Fatah, la principale branche de celle-ci. Il se consacre, aussi bien à Koweït que dans les camps palestiniens du Liban et de la Jordanie, à recruter des militants pour la nouvelle organisation, qui est une action militaire le 31 décembre 1964. Dès 1967, il remplace Farouk Kaddoumi à la tête du service de contre-espionnage et devient le responsable de la « sécurité unifiée du Fatah ».

En septembre 1970, lors des affrontements sanglants jordano-palestiniens, Abou Iyad est arrêté par l'armée jordanienne et relâché à la suite de l'intervention du président Gamal Abdel Nasser. En 1971, il est nommé chef d'un appareil clandestin en Jordanie dont l'objectif est de préparer le renversement de la monarchie. Il ne s'est pas fait la suite le chef de Septembre noir, mais les détails qu'il fournit sur ses activités (notamment sur la prise en otage des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich en 1972) dans son autobiographie (1) montrent qu'il ne fut pas étranger aux préparatifs.

Responsable des services spéciaux palestiniens, Abou Iyad, esprit brillant et cultivé, licencié de philosophie et de psychologie de l'université du Caire, est également l'homme qui est chargé de toutes les missions politiques délicates, ce qui lui vaut de nombreuses inimitiés au sein du monde arabe. Avant tout politique, Abou Iyad sait aussi être réaliste. Il a été le premier dirigeant du Fatah à appuyer, après la guerre d'octobre 1973, l'établissement d'un « pouvoir national palestinien » dans toute portion du territoire occupé évacuée par Israël. Lors du dernier

council national palestinien d'Alger, il s'était prononcé pour une reconnaissance officielle de P.O.L.P. et d'Israël.

Abou Iyad, qui est âgé de quarante-sept ans, vivait jusqu'à tout récemment encore à Beyrouth dans le quartier de Fakhaniyeh, quotidiennement bombardé par l'aviation israélienne au cours du siège de la capitale libanaise. Il a été parmi les derniers dirigeants palestiniens à quitter Beyrouth et fait actuellement la navette entre les différentes capitales arabes où sont répartis les foyers chassés du Liban, confirmant, ainsi que l'indiquait le titre de son autobiographie, qu'il demeure avant tout un « Palestinien sans patrie ».

J. G.
(1) Abou Iyad : *Palestinien sans patrie*. Éditions Fayard, 1972.

— Publié —
**L'Affaire
des doubles rideaux**
à ne pas manquer chez Sévres-Tissus la paire de doubles rideaux, 2 toiles 140 x 270, le bas surélevé, en velours : 450 F, en enjolivé : 250 F, en satin : 100 F livable.
380 F
nombreux coloris. Dans les 2 boutiques de Sévres-Tissus, 55, rue de Sévres-6° (face Bon Marché), 548.41.13 ou 183, Fg-St-Antoine-11° 343.01.08. Possibilité d'échantillonnage et d'expédition en province.

**PROMOTION
SALON DE LA MUSIQUE**
**CONDITIONS
EXCEPTIONNELLES
PENDANT 6 JOURS**
sur tous les instruments
du lundi 11 avril au samedi 16 avril
hamm
135-139 rue de Rennes Paris 6°. Tél. 544.38.66. Parking à proximité.